

CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE

Levée de la mesure sur l'ensemble du territoire national

P. 24

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes fixées

P. 3

APN

Le PLF 2022 soumis à la Commission spécialisée

P. 3

CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOUI

Entre évocation, recueillement et festivités

"En cette nuit bénie, nous célébrons la naissance de notre Prophète Mohammed (QSSSL), le messager de la tolérance, en évoquant ses qualités et ses vertus qui ont marqué l'humanité, et sa tradition riche en enseignements", a écrit le Premier ministre sur son compte twitter, à l'occasion de cette fête religieuse que le peuple algérien, célèbre différemment d'une région à une autre, le dénominateur commun étant d'évoquer dans une ambiance purement spirituelle, les valeurs et les qualités morales du Prophète Mohammed (QSSSL).

Pp 8-24

DKnews-APS



CONSEIL DE LA NATION

Beldjoud présente le projet de loi portant organisation territoriale du pays

P. 4

CNESE

Plaidoyer pour le développement de la culture bancaire et financière en Algérie

P. 4

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Les conditions de refinancement définies

P. 6

SANTÉ

PARACÉTAMOL Consommé trop souvent et en trop grande quantité

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1
Saison 2021-2022

La succession du CRB est ouverte

P. 21



PARUTION

"Le Hirak et les armes silencieuses", de Benali Saci

P. 16

MÉTÉO

Activité pluvio-orageuse sur des wilayas du Sud (BMS)

P. 2

MÉTÉO

Activité pluvio-orageuse sur des wilayas du Sud (BMS)



Une activité pluvio-orageuse, accompagnée localement de chutes de grêle, affectera à partir de mardi la wilaya de Djanet et le sud de la wilaya d'Illizi, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les quantités de pluie attendues sont estimées entre 15 et 20 mm durant la validité du BMS s'étalant de mardi à 15h00 à mercredi à 03h00, précise la même source.

Dans une seconde phase, cette perturbation atmosphérique touchera les wilayas de Djanet, Illizi et l'est de Tamanrasset, où les quantités de pluies sont estimées entre 30 et 40 mm, pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, poursuit le communiqué, ajoutant que des rafales de vent sous orages sont également prévues, durant la validité du BMS qui court de mercredi à 12h00 à jeudi à 12h00.

ALGÉRIE - ARABIE SAOUDITE La coopération commerciale à l'ordre du jour



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a reçu lundi au siège du ministère, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie Saoudite en Algérie, Abdallah Benacer El Bassiri.

Lors de cette rencontre, le ministre a présenté la nouvelle orientation économique visant à promouvoir les exportations hors-hydrocarbure et la recherche d'opportunités d'un partenariat efficace, rappelant le plan d'action que le ministre compte suivre, relatif à la captation des investissements étrangers et à la promotion du produit local dans les foires et marchés extérieurs conformément aux standards mondiaux.

De son côté, l'ambassadeur saoudien a fait part de la volonté de son pays d'intensifier les relations économiques et d'échanger les expertises dans plusieurs domaines, à travers l'organisation de visites entre les hommes d'affaires des deux pays, conclut le communiqué.

ALGÉRIE - KENYA Première réunion du Conseil d'affaires algéro-kényan

La première réunion du Conseil d'affaires algéro-kényan s'est tenue lundi avec la participation des entreprises algériennes et leurs homologues kényanes, à l'effet de débattre des voies et moyens de renforcer les relations commerciales entre les deux pays, a indiqué la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

Tenue par visioconférence, cette réunion s'est déroulée sous la présidence de Miloud Kouchache, président de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya de Mascara, au nom du président de la CACI, a précisé le communiqué.

MAWLID ENNABAOUI

Le ministre de la Communication présente ses vœux au personnel du secteur



Le ministre de la Communication, Ammar Belhimer a adressé lundi ses vœux à tous les travailleurs du secteur de la Communication, et au Peuple algérien à l'occasion de la fête du Mawlid Ennabaoui.

"A l'occasion de la fête du Mawlid Ennabaoui, je présente mes meilleurs vœux aux travailleurs du secteur de la communication et au Peuple algérien, priant Dieu le Tout-puissant de permettre à notre pays et à la Nation musulmane de renouer avec cette occasion avec davantage de progrès et de prospérité", a écrit le ministre sur son compte Twitter.

TRANSPORT AÉRIEN Reprise des vols à destination du Canada, les dessertes vers Tunis renforcées



Le ministère des Transports a annoncé lundi la reprise des vols réguliers à destination du Canada (Montréal) et le renforcement du programme des dessertes vers la Tunisie, et ce dans le cadre des efforts du Gouvernement visant à renforcer le programme des vols assuré par la compagnie nationale aérienne "Air Algérie". Selon un communiqué rendu public par le ministère, les dessertes Alger-Montréal-Alger seront à raison de trois (03) vols par semaine, alors que le nombre de vols Alger-Tunis-Alger sera augmenté à deux (02) par semaine pour atteindre le nombre de trois (03) vols hebdomadaires.

Pour la Tunisie, le programme des dessertes sera appliqué le dimanche 24 octobre courant, tandis que les vols à destination de Canada seront à partir du 26 octobre, portant le nombre des vols internationaux hebdomadaires de 44 à 49, ajoute la même source.

Dans le cadre de la réciprocité, les compagnies aériennes étrangères activant en Algérie programmeront le même nombre de vols (49) pour atteindre un nombre global des vols de (98) vols hebdomadaires de et vers Alger, a conclu le ministère.

TIARET

Transfert des élèves non-voyants de Chlef vers Sougueur



Lors d'un point de presse animé au centre de rééducation "Ali Maachi" de Tiaret, Kada Benamar a annoncé le transfert de 16 élèves non-voyants de la wilaya de Tiaret qui étudient dans la wilaya de Chlef vers une annexe créée à la pouponnière de la commune de Sougueur et versée au secteur de l'action sociale dernièrement pour cette fin.

Le même responsable a ajouté que dans le cadre d'assurer la scolarisation d'autres catégories de personnes handicapées, une crèche à Ksar Chellala a été reconverte en annexe du centre psycho-pédagogique pour les déficients mentaux de Mahdia et un ancien siège de la direction à Tiaret à son annexe au centre psycho-pédagogique spécialisé de Tiaret.

Il est prévu également la mise en place de classes intégrées au niveau des écoles relevant du secteur de l'éducation concernant les autistes et handicapés légers pour accueillir quelque 26 élèves au niveau de la wilaya. Par ailleurs, des aides d'un montant de 15 millions DA ont été accordées par la wilaya de Tiaret pour l'acquisition d'appareils audio, des équipements pédagogiques des centres spécialisés qui prennent en charge 460 enfants handicapés.

ANNABA

Saisie de près de 7.900 livres scolaires destinés à la spéculation



Pas moins de 7883 livres scolaires neufs des divers paliers de l'enseignement destinés à la spéculation ont été saisis par les éléments de la 5ème sûreté urbaine de la wilaya d'Annaba, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Les éléments de la sûreté urbaine de la wilaya d'Annaba ont interpellé quatre (4) personnes, âgées entre 35 et 53 ans, suspectées d'être impliquées dans cette affaire, selon le communiqué qui a relevé que les livres scolaires saisis concernent les trois paliers de l'enseignement et les diverses matières.

Les services de sécurité concernés ont pris toutes les mesures juridiques nécessaires à l'égard des mis en cause qui seront déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba, a souligné le communiqué.

BATNA

Saisie de 263 quintaux de semoule destinés à la spéculation

Les éléments de la brigade économique et financière du service de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Batna ont saisi 263 quintaux (qx) de semoule destinés à la spéculation, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de ce corps de sécurité. La quantité de semoule a été découverte dans un hangar situé à la cité 1.200 logements de la ville de Batna, utilisé par son propriétaire, âgé de 26 ans, pour le stockage de

la semoule dans des sacs de différents poids dans le but de créer la pénurie sur les marchés, selon la même source.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la spéculation, notamment concernant les denrées de large consommation, a souligné la même source, qui a ajouté que des mesures juridiques de rigueur ont été prises en collaboration avec les services concernés.



LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Publication du décret fixant les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes

Le décret exécutif fixant les modalités d'inscription et de radiation de la liste nationale des personnes et entités terroristes et des effets qui en découlent a été publié au Journal officiel.

Dans son article 2, il est indiqué qu'une Commission de classification des personnes et entités terroristes ainsi qu'une liste nationale des personnes et entités terroristes ont été instituées en vertu de l'article 87 bis 13 du code pénal.

La commission est chargée de la classification des personnes et entités terroristes, leur inscription et radiation de la liste. La liste est tenue par la commission qui veille à son actualisation. Elle est affichée sur son site électronique et est également affichée sur le site de la cellule de traitement du renseignement financier. Les demandes d'inscription et de radiation de la liste sont adressées au président de la commission et inscrites, par ordre chronologique, sur un registre ad hoc. La publication au Journal officiel de la décision d'inscription sur la liste vaut notification des chargés d'exécution pour prendre les mesures nécessaires afin d'interdire l'activité de la personne ou de l'entité inscrite sur la liste, confisquer et/ou geler ses fonds ou lui interdire de voyager.

La commission est présidée par le ministre chargé de l'intérieur et composée des membres suivants : le ministre chargé des affaires étran-



gères ou son représentant, le ministre de la justice, garde des sceaux ou son représentant, le ministre des finances ou son représentant, le représentant du ministère de la défense nationale, le commandant de la gendarmerie nationale, le directeur général de la sûreté nationale, le directeur général de la sécurité intérieure, le directeur général de la documentation et de la sécurité extérieure, le directeur général de l'organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication, le président de la cellule de traite-

ment du renseignement financier. Les décisions de la commission doivent être rendues, dans un délai, maximum, d'un mois de sa saisine. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des deux tiers (2/3) des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante. Les conclusions des travaux de chaque réunion de la commission font l'objet d'un rapport adressé, selon le cas, au Premier ministre ou au Chef du Gouvernement, au plus tard, quinze (15) jours après la date de la tenue de la réunion. Le procès-verbal des délibérations comprend : la date et le lieu de la réunion, l'identité complète de la personne ou de l'entité à inscrire ou à radier de la liste, le justificatif de la réunion des conditions prévues à l'article 87 bis 13 du code pénal ou que les motifs de l'inscription sur la liste ne sont plus justifiés, la signature du président de la commission, de ses membres présents à la réunion et du secrétaire. Les procès-verbaux des déli-

bérations sont inscrits sur un registre ad hoc, coté et paraphé par le président de la commission. La demande d'inscription sur la liste comprend : l'identité complète de la personne ou de l'entité concernée, un exposé des faits qui lui sont reprochés prévus par l'article 87 bis du code pénal, un rapport sur l'opportunité de son inscription sur la liste, le justificatif qu'elle fait l'objet d'enquête préliminaire, de poursuite judiciaire ou de condamnation par un jugement ou un arrêt. La personne ou l'entité concernée peut, pour toute raison motivée, demander à la commission sa radiation de la liste, dans un délai de trente (30) jours de la date de la publication au Journal officiel, de la décision de son inscription sur la liste, ou à n'importe quel moment après l'expiration de ce délai, si les motifs de son inscription sur la liste ne sont plus justifiés. La demande de radiation de la liste doit comprendre : l'identification de la partie requérante de la radiation, l'identité com-

plète de la personne ou de l'entité dont la radiation est demandée, le justificatif de la demande de radiation ou que les motifs de l'inscription sur la liste ne sont plus justifiés.

Dans le cas où la vérification confirme leur inscription sur la liste, les chargés de l'exécution doivent immédiatement appliquer les mesures de saisie et/ou gel et informer sans délai la commission. Les fonds saisis et/ou gelés au niveau des comptes bancaires et postaux font l'objet d'un transfert par les banques et les institutions financières ainsi que les entreprises et professions non-financières concernées, au trésorier central aux fins de consignation de manière détaillée dans ses écritures.

La commission peut autoriser, les personnes et entités concernées ou les membres de leurs familles et les personnes à leur charge, d'office ou sur leur demande, d'accéder à une partie des fonds saisis et/ou gelés en vue de couvrir leurs besoins essentiels. A compter de la publication de la décision d'inscription sur la liste au Journal officiel, la commission demande au procureur de la République compétent, d'interdire à la personne inscrite sur la liste, de voyager. La demande d'interdiction de voyager comprend l'identification complète de la personne concernée. Une copie de la décision de son inscription sur la liste est jointe à la demande. La décision d'interdiction de voyager est rendue, dans un délai maximum, de vingt-quatre (24) heures de la date de saisine du procureur de la République compétent.

APN

Le PLF 2022 soumis à la Commission spécialisée

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a soumis, lundi, le projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2022 à la commission spécialisée et décidé de reprendre les travaux, mardi prochain, en plénière consacrée à la présentation et au vote de plusieurs projets de loi, indique un communiqué de l'APN. Le bureau de l'APN, réuni lundi sous la présidence de Brahim Boughali, président de l'Assemblée, a soumis le PLF 2022 à la Commission des finances et du budget en vue d'entamer son examen. Il a arrêté, par la suite, le calendrier des travaux de l'APN qui reprendront, le mardi 26 octobre courant, en séance plénière consacrée à la présentation et au vote de 12 projets de loi. Il s'agit, selon la même source, du "projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-02 déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour les élections du Parlement, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance n 21-13 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n 11-10 relative à la commune, du projet de loi portant approbation de l'ordonnance n 21-01 portant Loi organique relative au régime électoral, ainsi que le projet de loi portant approbation de l'ordonnance n 21-05 modifiant et complétant l'ordonnance n 21-01 portant Loi organique relative au régime électoral". Le communiqué de l'APN cite également le "projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-08, modifiant et complétant l'ordonnance 66-156 portant code pénal, le projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-09 relative à la protection des informations et des documents administratifs, projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-10 modifiant et complétant l'ordonnance 21-01 portant loi organique relative au régime électoral, projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-11 complétant l'ordonnance 66-155 portant Code de procédure pénale. Il sera aussi question du "projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-07 portant loi de finances complémentaire pour 2021, le projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-12 relative aux mesures exceptionnelles au profit des employés et des non salariés exerçant pour leur propre compte, débiteurs auprès de la sécurité sociale, le projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-04 modifiant et complétant l'ordonnance 76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires et le projet de loi complétant l'ordonnance 21-06 modifiant et complétant l'ordonnance 06-02 portant statut général des personnels militaires". Le bureau de l'APN a examiné lors de sa réunion des questions déposées à son niveau, et décidé de soumettre celles réunissant les conditions légales au Gouvernement, ajoute la même source. Les travaux ont été clôturés par l'examen des demandes d'organisation des missions d'information présentées par les commissions de la jeunesse et des sports et de l'activité associative, des transports et des télécommunications et de l'agriculture, de la pêche et de la protection de l'environnement, conclut le communiqué.

ENERGIE

Réunion de l'AFREC : l'Algérie accorde une "attention particulière" à la concrétisation du gazoduc transsaharien (Arkab)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a pris part, lundi par visioconférence, à la réunion de haut niveau de la Commission Africaine de l'Energie (AFREC) au cours de laquelle il a souligné l'"attention particulière" accordée par l'Algérie à la concrétisation du projet de gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le gaz naturel nigérian à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien.

Lors de cette réunion placée sous le thème "Le gaz naturel dans le paysage énergétique africain", M. Arkab a mis en avant la disposition de l'Algérie à mettre à profit sa présence au sein des organisations et institutions internationales et régionales pour proposer des axes de coopération avec ses partenaires africains dans le domaine gazier, a indiqué un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre de l'Energie a déclaré que "l'Algérie accorde une attention particulière à la concrétisation du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), reliant le gaz naturel nigérian à l'Europe via le réseau de gazoduc algérien".

Selon M. Arkab, ce projet de gazoduc devra permettre "le renforcement des relations de l'Algérie avec le Nigeria et le Niger" et que

ces pays "bénéficieront des avantages sociaux et économiques résultant de ce projet", a précisé la même source.

Dans ce contexte, M. Arkab a souligné également que l'Algérie est disposée à "répondre aux préoccupations de ses partenaires africains dans le sens de la sécurité de leurs approvisionnements et la garantie de nos intérêts économiques et industriels". A ce propos, il a esquissé "le poids important de l'industrie d'hydrocarbures dans l'économie nationale, ainsi que le potentiel en termes de ressources et les progrès réalisés pour doter l'Algérie d'une industrie pétrolière et gazière moderne et performante, non seulement pour répondre aux besoins du développement économique et social du pays, mais aussi pour consolider son rôle sur la scène énergétique mondiale, comme fournisseur sûr et fiable".

M. Arkab a rappelé aussi l'effort déployés par l'Algérie sur toute la chaîne de l'activité hydrocarbures en amont en aval, en intensifiant la transformation pour répondre aux besoins croissants du marché domestique et tirer profit de la valeur ajoutée issue de cette activité.

Il a également fait part des efforts déployés par les pouvoirs pu-

blics, permettant le raccordement de plus de 62% des foyers algériens en gaz naturel, avec 6,5 millions de clients, et une quasi-électrification des foyers algériens (99%) avec plus de 10,5 millions de clients en électricité, pour une population actuelle de 43 millions".

M. Arkab a évoqué, en outre, les grands projets structurants d'intérêt national et régional initiés, dont les gazoducs reliant l'Algérie à l'Europe et autres complexes de liquéfaction, lui permettant de remplir ses obligations envers ses clients et de jouer à travers le GNL d'une flexibilité sur les marchés gaziers régionaux. Tout en rappelant l'importance stratégique du gaz naturel, de par son caractère résilient, propre et durable, il a assuré que le gaz naturel permet d'accompagner le processus de transition énergétique et d'accélérer l'atteinte du 7ème Objectif du développement durable (ODD), notamment dans les pays à fort potentiel gazier.

M. Arkab a réitéré à l'issue de son allocution le soutien de l'Algérie à l'AFREC dont le siège est à Alger, pour le renforcement de la coopération inter-Afrique et à la concrétisation de ses objectifs et ceux de l'agenda 2063.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE Nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs (ministres)

Les ministres participant à l'événement organisé lundi au Palais des expositions (Alger) à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation ont plaidé en faveur du renforcement de la coordination entre les différents secteurs pour consolider les acquis réalisés par l'Algérie en matière de sécurité alimentaire et de développement durable.

Dans leurs interventions à cette occasion, les ministres ont insisté sur l'importance de la coordination entre les secteurs directement liés à la sécurité alimentaire (agriculture, industrie et pêche) et les secteurs qui y sont liés de manière indirecte comme l'environnement, la recherche scientifique et les énergies renouvelables.

Dans ce cadre, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a souligné l'importance majeure de l'agroalimentaire pour atteindre la sécurité alimentaire, d'où la priorité stratégique accordée à ce secteur dans le Plan d'action du gouvernement, a-t-il dit. Et de rappeler qu'au titre des efforts visant la consolidation des acquis réalisés par l'Algérie dans le domaine de la sécurité alimentaire, le secteur de l'industrie a pris une série de mesures structurelles, dont la création de mécanismes consultatifs et institutionnels pour la valorisation de la production nationale, la création de centres techniques dédiés à l'agroalimentaire avec pour vocation l'accompagnement des entreprises productrices en matière de qualité et la mise en place de fiches techniques pour les produits alimentaires de large consommation afin de protéger la santé du consommateur.

De son côté, le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Hicham Sofiane Salouatchi, a mis en évidence l'importance de son secteur pour le renforcement de la sécurité alimentaire, notamment à travers l'augmentation de la production et la préservation des ressources marines. Il a fait savoir que son département entendait porter la production piscicole à 166.000 tonnes à l'horizon 2024 et développer la pêche en haute mer à travers la promotion de la construction de grands navires dont le premier, a-t-il dit, sera livré avant la fin de l'année en cours. Rappelant les dispositions prises à travers la lutte contre toutes formes de pêche anarchique et non organisée pour la préservation des produits de la mer, M. Salouatchi a mis en exergue les efforts du secteur pour la mise en œuvre du programme de développement de l'aquaculture dans les régions des Hauts Plateaux et du Sud en vue de garantir des produits supplémentaires avec une quantité de 50.000 tonnes de poissons d'ici 2024. Dans son intervention, le ministre de l'Environnement, Samia Moualfi a précisé que son département œuvrait en collaboration avec d'autres secteurs à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) et à renforcer la sécurité alimentaire, indiquant que le secteur a dégagé, via le Fonds national de l'environnement et du littoral (FNEIL), une enveloppe de 7 milliards de DA pour la réalisation de 33 stations de traitement du lixiviat à travers le pays.

Elle a fait savoir que son département veillait à renforcer la gestion intégrée et le recyclage des déchets pour en faire une matière première. De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a souligné que son département œuvrait à accompagner les secteurs concernés par la sécurité alimentaire, à l'instar de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'agroalimentaire, à travers la formation et la recherche scientifique. Concernant la formation, le ministre a rappelé que le Président de la République a décidé d'ouvrir des écoles supérieures de l'agriculture saharienne dans le Grand sud, indiquant que ces écoles seront des structures scientifiques s'accompagnant de l'agroalimentaire dans ces régions qui recèlent d'importants atouts naturels et de grands potentiels humains. Pour ce qui est de la recherche scientifique, M. Benziane a indiqué que son département a ouvert en mai dernier 150 projets de recherche dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé et la sécurité énergétique. Pour sa part, le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Benatou Ziane a relevé le besoin croissant du secteur agricole qui consomme 5 % de la consommation énergétique nationale, selon les statistiques de 2019 relatives aux énergies renouvelables. Le secteur peut contribuer à la sécurité alimentaire et au développement durable à travers des solutions innovantes, particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'hydraulique et de l'agroalimentaire.

CONSEIL DE LA NATION

Beldjoud présente le projet de loi portant organisation territoriale du pays

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a présenté, lundi, le projet de loi portant organisation territoriale du pays, devant la commission des affaires juridiques et administratives du Conseil de la nation, indique un communiqué de la chambre haute du parlement.

La commission des affaires juridiques, administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation, a entendu le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire qui a présenté le projet de loi portant approbation de l'ordonnance 21-03 du 25 mars 2021 modifiant et complétant la loi 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays, a précisé le communiqué.

Dans son exposé, M. Beldjoud a fait savoir que les modifications apportées portent notamment sur "la prolongation du calendrier d'application de la loi 19-12 du 11



décembre 2019 modifiant et complétant la loi 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays, particulièrement le transfert progressif des prérogatives et des engagements relatifs à la gestion des services et des structures des nouvelles

wilayas jusqu'au 31 décembre 2021 fixé par la loi 19-12 au 31 décembre 2020, mais une prolongation a été décidée vu la situation pandémique". "Ce transfert progressif des prérogatives est motivé par un souci de rapprochement de l'administration du citoyen, ren-

forcer sa participation dans la gestion de ses affaires, atténuer sa souffrance, prendre en charge ses besoins et insuffler la dynamique requise pour le développement local au grand Sud", a mis en avant le ministre de l'Intérieur, affirmant "la détermination de l'Etat à aller de l'avant dans le processus d'édification d'un nouvel Etat où se concrétise le développement en faveur de tous". La Commission des affaires juridiques du Conseil de la nation s'emploie à l'élaboration d'un rapport sur le projet d'ordonnance 21-03 susmentionné en vue de sa présentation en plénière pour adoption, a conclu le communiqué.

CNESE

Plaidoyer pour le développement de la culture bancaire et financière en Algérie (forum)

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Rédha Tir a plaidé, lundi à Alger, pour le développement de la culture bancaire et financière en Algérie afin d'absorber les fonds circulants sur le marché informel et promouvoir l'investissement.

Invité du forum "Algérie Maintenant", M. Tir a relevé l'importance de recourir à des "méthodes intelligentes" pour absorber les fonds circulants sur le marché parallèle, pointant du doigt "la culture du système bancaire et financier du pays", qui accuse, selon lui, "beaucoup de retard ayant freiné le développement de l'économie, d'où la nécessité de changer certains comportements entravant la production ou l'investissement".

Le président du CNESE a en outre souligné la nécessité de faire la distinction entre les deux notions de l'économie illégale et l'économie

informelle. La première, explique-t-il, repose sur les transactions frauduleuses et l'évasion fiscale, alors que la deuxième concerne le non écoulement des fonds sur le marché formel et les activités commerciales familiales ou ménagères ou non déclarées. Dans ce sillage, M. Tir a préconisé le développement d'un modèle national d'évaluation de l'économie informelle et l'adoption de l'intelligence économique à travers la promotion de la recherche d'information et les modes de recherche ainsi que le développement des centres de recherche auprès des grandes sociétés. De son côté, le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB), président de la Commission d'arbitrage financier et de politiques économiques au CNESE, Abdelhakim Berrah a indiqué que le financement de l'économie par le trésor doit compléter le financement bancaire, déplorant la faible culture financière des opérateurs.

RESSOURCES EN EAU

Un programme d'urgence pour atténuer l'impact du stress hydrique (ministère)

Un programme d'urgence a été initié par le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique pour atténuer l'impact du manque de pluviométrie sur le programme de distribution, a appris mardi l'APS auprès du ministère. "Dès l'apparition des premiers signes du stress hydrique, un certain nombre d'actions ont été initiées par le secteur sous forme de plans d'urgences successifs pour atténuer l'impact de la crise sur l'alimentation en eau potable des populations de 20 wilayas impactées, en fonction des niveaux de déficit qu'elles ont connu", a précisé le conseiller à la communication auprès du ministère, Mustapha Chaouchi. Ce programme intervient dans un contexte marqué par "un déficit pluviométrique important, se situant actuellement entre 40 et 50 % par rapport à la moyenne interannuelle, sur l'Ouest et le Centre du pays", a-t-il expliqué.

Ainsi, le taux de remplissage des barrages en exploitation à travers le territoire national a reculé à 32,26%, en raison des faibles précipitations induites par les changements climatiques, selon le même responsable. Par régions, ce taux est de 20,58 % dans l'Ouest du pays, de 16,78 % dans le bassin du Cheliff et de 8,34 % seulement dans la partie Centre. Par contre, il demeure à un niveau "satisfaisant" à l'Est du pays, avec un taux de 58,24 %. Selon M. Chaouchi, le programme d'urgence concerne 12 wilayas à l'Est et à

l'Ouest du pays, à savoir Souk-Ahras, Tébessa, Sétif, Bordj-Bou-Argeridj, Mostaganem et Relizane, pour qui l'achèvement des projets inscrits aux programmes en cours, a permis de normaliser leur situation en alimentation en eau potable (AEP), tandis que les wilayas de Béjaïa, Ain Defla, Mascara, Tlemcen, Sidi Bel Abbes et Oran, nécessitent des actions complémentaires en plus de ce qui est déjà engagé.

Ces actions englobent notamment la réalisation de nouveaux forages, acquisition de GEPI (pompes) et réhabilitation de sources.

Alger: maintien de niveau de production à 750.000 m3/j

Quant à Alger, la mise en exploitation des nouveaux forages réalisés dans le cadre des plans d'urgences successifs ont permis d'atteindre une production actuelle de 300.000 m3/j, un volume appelé à augmenter au fur et à mesure de la réception des forages en cours de réalisation, a-t-il expliqué.

"Actuellement, la production d'eau totale d'Alger se situe autour de 750.000 m3/j, du fait de la crise hydrique", a-t-il avancé. Il a, à ce propos, assuré qu'"à titre préventif, ce niveau de production sera maintenu en tant que scénario le plus défavorable qui réduit au strict minimum le recours aux eaux de barrages jusqu'à la veille de la prochaine saison estivale".

Cette approche nécessite, se-

lon lui, notamment un renforcement de réparation de fuites sur les réseaux de production et de distribution, notant que depuis le début octobre courant, les vols d'eau par les agriculteurs sont estimés à 50 % sur les 95.000 m3/j refoulés depuis le barrage du Ghrib, ce qui a causé des perturbations dans l'AEP de la zone Ouest d'Alger.

Il a été, d'autre part, enregistré, 28 actes de vol de câbles électriques et de disjoncteurs au niveau des forages depuis le début septembre 2021, ayant engendré un déficit global de production de 12.000 m3, soit des pertes journalières qui ont atteints 5.000 m3/j.

Pour les sept autres wilayas du Centre, des actions portant principalement sur la mobilisation de nouvelles ressources, ont été entreprises à travers plusieurs programmes.

Dessalement: cinq wilayas prioritaires pour l'implantation de nouvelles stations

Quant à la concrétisation de la stratégie nationale de dessalement d'eau de mer, M. Chaouchi a indiqué que les cinq wilayas prioritaires ont été identifiées pour l'implantation des cinq nouvelles stations (SDEM) de plus 300.000 m3/j chacune, décidées par le président de la République lors du Conseil des ministres du 25 juillet 2021. Ainsi, les cinq grands projets à lancer dans "les plus brefs délais", sont SDEM Cap Blanc (Oran), SDEM Alger Ouest

(Fouka, wilaya de Tipasa), SDEM Alger Est (Cap Djinet wilaya de Boumerdes), SDEM Béjaïa et SDEM El Tarf.

"La réalisation et la mise en service de ces SDEM à l'horizon 2024 permettra une capacité de production d'une moyenne de 615 millions m3 d'eau par an, qui s'ajoutera à celle déjà produite actuellement qui est de 770 millions m3 par an, soit une production totale de 1.385 milliards m3 par an", a-t-il affirmé.

A l'échéance de mise service de ces nouvelles SDEM, les besoins en eau des wilayas du Nord du pays qui totalisent environ 35 millions d'habitants, seront pris en charge à hauteur de 42 % par les eaux de dessalement, a-t-il ajouté. Ce taux pourra, selon lui, évoluer à plus de 60 % à l'horizon 2030, avec la mise en service de six nouvelles stations qui seront réalisées dans une deuxième phase, notamment à Tlemcen, Mostaganem, Chlef, Tizi Ouzou, Jijel et Skikda.

Il a, d'autre part, précisé que la réalisation des stations de la première phase "doit obéir aux conditions nécessaires à la mise en place d'une véritable stratégie industrielle du dessalement d'eau de mer et de déminéralisation des eaux souterraines du Sud". Enfin, pour ce qui de la nappe de l'Albien que partage l'Algérie avec la Libye et la Tunisie, il a indiqué que le secteur observe le comportement de la nappe considérée comme une ressource à préserver pour les générations futures.

TIARET

Remise des contrats de concession industrielle à sept investisseurs de Ksar Chellala

Sept investisseurs de la zone d'activités de Ksar Chellala (Tiaret) ont reçu des contrats de concession sur des biens fonciers pour concrétiser leurs projets, a-t-on appris, lundi, lors d'une réunion présidée par le wali, Mohamed Amine Dramchi, au siège de la direction locale des domaines.

A cette occasion, le directeur des domaines, Benaouda Laaref, a indiqué que ces projets concernent les secteurs des industries de transformation, des ressources en eau et de l'agriculture, notant qu'un certain nombre d'obstacles rencontrés par les investisseurs dans la zone d'activités de Ksar Chellala ont été levés, en attendant le règlement de la situation des autres.

Pour sa part, le wali a précisé que cette rencontre a permis de réunir les investisseurs qui ont des difficultés à concrétiser leurs projets et de dégager des solutions appropriées à leurs cas. La réunion s'est déroulée en présence des membres du comité de wilaya chargé du suivi de l'avancement des projets d'in-



vestissement présidé par le secrétaire général de la wilaya, M. Dramchi a rappelé que la mise en place de ce comité est intervenue pour concrétiser les instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de

la récente réunion Gouvernement-Walis, visant à régler les obstacles administratifs qui entravent la concrétisation des projets, et à accompagner les investisseurs sérieux pour relancer le développement local. Il a rappelé que les fon-

ciers industriel et agricole font l'objet d'un assainissement avec le retrait du foncier attribué à tout investisseur n'ayant pas concrétisé son projet.

Pour sa part, le directeur par intérim de l'industrie et des mines, M'hamed Benmami, a indiqué que la zone d'activités industrielles de Ksar Chellala qui occupe une surface de 22 hectares, abrite 37 projets et dispose des réseaux d'AEP et d'électricité ainsi que des aménagements extérieurs. Au cours de la réunion, une proposition a été faite pour fournir aux investisseurs des citernes de gaz propane, en attendant la réalisation du réseau d'alimentation en gaz naturel, prévue au cours du premier trimestre de l'année prochaine.

SAÏDA

Retour de l'eau dans les robinets dans les communes de Saïda et Ain Lahdjar (ADE)

L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Saïda a annoncé, lundi, la reprise de l'opération d'alimentation en eau potable des habitants des communes de Saïda et de Ain Lahdjar après réparation de la panne technique ayant touché la conduite de pression et la pompe principale, lundi, a-t-on appris auprès de cette société. La société a indiqué que les équipes de l'ADE ont achevé les travaux de réparation de la panne technique ayant touché la conduite de pression au niveau

de la station de pompage "Omar" et la pompe principale "El Ghatsa" dans la commune de Ain Skhouina. Ainsi, il a été procédé au remplissage des réservoirs d'eau à travers les cités et quartiers des communes de Saïda et de Ain Lahdjar, ayant été touché par la suspension de cette source vitale, lesquels connaissent un retour progressif de l'eau dans les robinets et ce, à partir de ce lundi après-midi. Les cités d'habitations "Ennasr", "Sidi kacem", "Ezzitoun", "Essalem", "Ref-

fafa Miloud", "El Badr", "Riadh" et "El Azhar" de la commune de Saïda ont été normalement alimentées en eau potable, tout comme les habitants des cités Saïdi Benyamina, 200 logements et les 332 logements de la commune de Ain Lahdjar.

A signaler que les cités d'habitations des deux communes sus-indiquées ont connu des coupures et des perturbations en matière d'approvisionnement en eau potable, samedi dernier, suite à une panne technique.

TISSEMSILT

Un programme pour ancrer l'esprit d'entrepreneuriat chez la femme rurale

Un programme visant l'ancrage de l'esprit d'entrepreneuriat chez la femme rurale a été lancé, dimanche à Tissemsilt, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de l'action sociale et de solidarité. Dans une déclaration à l'APS, en marge de la célébration de la Journée mondiale de la femme rurale, la directrice locale de l'action sociale et de solidarité, initiatrice du programme, Moufida Abed a ainsi indiqué que le programme en question, élaboré en coordination avec les partenaires de son secteur, comprend des sorties à travers les 22 communes de la wilaya, à l'effet d'inciter les femmes rurales à se lancer dans le domaine de l'entrepreneuriat. Les rencontres devraient permettre aux femmes des zones rurales enclavées de s'informer sur les mécanismes mis en place par l'Etat devant leur permettre de se lancer dans des activités artisanales et agricoles. D'une durée de trois (3) mois, le programme vise à se rapprocher des femmes rurales lancées dans de nombreux métiers telle la fabrication de l'alfa, le doum, la couture et la tapisserie, et ce, dans l'objectif de les encourager et les inciter à s'inscrire à la



chambre de wilaya de l'artisanat et des métiers, ainsi qu'à la création d'entreprises artisanales féminines. Des journées d'étude et de sensibilisation ont été programmées au profit des femmes ayant bénéficié de crédits dans le cadre des dispositifs "ANGEM" et "ANAD" durant lesquelles les projets d'investissement réussis gérés par des femmes ayant bénéficié de crédits, seront mis en avant, selon Mme Abed.

Des expositions seront également organisées, à l'occasion, au niveau des établissements de formation pour faire part des avantages et des facilitations accordés par l'Etat au profit des femmes rurales,

dans le domaine de création de micro-entreprises et leur accompagnement dans le processus de formation concernant les activités artisanales et agricoles. Des émissions de Radio figurent également au menu pour encourager les femmes rurales à se lancer dans des projets, en présentant des success story. L'objectif de ce programme est d'ancrer l'esprit d'entrepreneuriat féminin pour permettre à la femme rurale de créer son propre projet d'investissement et contribuer au développement économique du pays, selon Mme Abed. La cérémonie de célébration de la Journée mondiale de la femme rurale, organisée par la Direction des

services agricoles, en coordination avec la Direction de l'action sociale et de solidarité, ainsi que la Conservation des forêts, a été marquée par l'organisation d'expositions de produits agricoles de la femme rurale et la présentation d'affiches et de dépliants jetant la lumière sur les efforts déployés par l'Etat pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin notamment au niveau local. Des femmes artisanes des zones rurales enclavées de la wilaya ont été honorées à l'occasion, vu leur contribution dans la préservation des métiers menacés d'extinction, à l'instar de la fabrication de l'alfa, doum et les ustensiles en argile et en bois.

OUARGLA ET TOUGGOURT

Une prévision de récolte de dattes de 1,4 million quintaux

Une récolte de dattes estimée à plus de 1,44 millions de quintaux est attendue cette année dans les wilayas d'Ouargla et Touggourt, selon la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle se répartit entre la variété supérieure "Deglet-Nour avec 839.921 qx, la variété "Ghers" avec 390.526 qx, la "Degla-Beida" avec 95.920 qx et les variétés communes 120.743 qx, a-t-on précisé.

Les services de la DA font cependant remarquer cette production attendue est en "nette" baisse de quelque 319.000 qx par rapport à celle de la précédente saison agricole qui avait enregistré une production de plus de 1,766 million qx. Elle avait englobé 1,036 million qx de Deglet-Nour, 481.097 qx de Ghers, 99.111 qx de Degla Beida et 149.228 qx de dattes communes, a-t-on fait savoir. Cette baisse est expliquée par les fortes chaleurs enregistrées cette année de juin à septembre, entraînant un assèchement du fruit et affectant donc sa maturation, et par conséquent la production dattière dans son ensemble, au double plan quantitatif et qualitatif. La superficie consacrée à la phœniciculture dans les wilayas d'Ouargla et Touggourt est de 23.000 hectares, totalisant un effectif de plus de 2,79 millions de palmiers, dont plus de 2,51 millions de palmiers productifs, d'après les données des services agricoles.

CONSTANTINE

Une centaine d'exposants au 4^{ème} Salon "Bâti-Est-Expo"

Une centaine d'exposants sont attendus au 4^{ème} Salon du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics de l'Est algérien "Bâti-Est-Expo" Constantine 2021 qui se tiendra du 20 au 23 octobre courant, au complexe culturel Ahmed Bey de Constantine, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Organisé en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Constantine "CCI-Rhumel", le bureau de Constantine de la Confédération Algérienne du Patronat (CAP) et Sunflower Communication, le 4^{ème} Salon "Bâti-Est-Expo" connaît ainsi cette année une hausse de 20% du nombre de participants, comparativement à l'édition précédente tenue en octobre 2020, a-t-on indiqué.

Des professionnels activant dans des créneaux liés aux secteurs du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics, à l'instar des producteurs de matériaux de construction, de rond à béton, d'acier, de matériel électrique, plomberie, peinture, portes et fenêtres, ameublement, produits d'étanchéité, matériel de travaux publics, ainsi que des promoteurs immobiliers et des établissements de financements et d'assurances seront présents à ce Salon devant permettre une mise en relation professionnelle entre les différents intervenants, a-t-on fait savoir.

Un riche programme d'expositions, de rencontres professionnelles et de conférences-débat thématiques y est à l'ordre du jour, selon les organisateurs qui prévoient la visite de 10.000 professionnels des quatre coins du pays, ainsi que des représentants de Conseils d'affaires mixtes et de délégués commerciaux des représentations diplomatiques agréées en Algérie.

Le Salon Bâti-Est-Expo, lancé en 2018, constitue une opportunité pour réussir la relance de l'investissement dans ces secteurs d'activité dans la région de l'Est algérien, une région pleine d'atouts et de potentialités d'investissements productifs, a-t-on souligné.

"Bâti-Est-Expo" est devenu, au fil des années, une opportunité et un rendez-vous incontournable attendu par l'ensemble des entreprises activant en Algérie, a-t-on estimé.

AGRICULTURE

Lancement de la 1^{ère} session de formation au profit des jeunes désirent investir dans l'agriculture

La 1^{ère} session de formation au profit des jeunes désirent investir dans le domaine agricole a débuté, lundi à Alger, et ce, en application de la nouvelle stratégie de relance du développement agricole et d'encouragement de l'entrepreneuriat agricole, a indiqué un communiqué du ministère délégué chargé des micro-entreprises. Le coup d'envoi de cette session de formation a été donné par le directeur de l'Agence nationale d'appui et du développement de l'entrepreneuriat (ANADE) d'Alger-Est, Slimane Kamio et le directeur de l'Agence de wilaya d'Alger-Ouest, Samir Bousbaâ, précise la même source. Cette formation a été lancée en application des instructions du président de la République et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des microentreprises, Nassim Diafat, des instructions portant sur la nécessité d'accorder un intérêt particulier à l'investissement dans le domaine agricole et les industries de transformation.

Cette session de formation intervient également, ajoute la même source, dans le cadre de la convention conclue entre l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé et l'ANADE Alger-Est en partenariat avec l'Agence de wilaya d'Alger-Ouest. Intervenant à cette occasion, M. Kamio a affirmé que ces sessions de formation entrent dans le cadre de la mise en œuvre des clauses de la convention conclue et vise à accompagner et à assurer une formation technique aux jeunes désirent investir dans l'agriculture, relevant que ces initiatives permettront aux jeunes d'accéder au monde de l'entrepreneuriat à la faveur des privilèges et le soutien qu'apporte l'ANADE en vue de concrétiser leurs projets dans le domaine agricole et créer de la richesse.

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ Les conditions de refinancement définies

Le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise a défini les types de micro-entreprises en difficulté et les conditions de leur refinancement, a indiqué un communiqué du ministère. "Une micro-entreprise est dite en difficulté lorsqu'elle n'est plus en mesure de poursuivre son activité ou de rembourser ses crédits faute de modernisation ou d'adaptation à une nouvelle législation ou réglementation", a précisé la même source.

Les entreprises dont l'activité a cessé et dont le matériel a été saisi ou vendu par les banques sans recours au Fonds de caution mutuelle de garantie risquent également considérées comme en difficulté au même titre que celles ayant cessé leur activité à la suite d'un contentieux judiciaire avec le fournisseur ou de la mort d'animaux à cause d'une épidémie, d'une catastrophe naturelle ou de tout incident nécessitant la présentation de documents justificatifs".

Les micro-entreprises en difficulté sont également celles qui après la cessation de leur activité ont été indemnisées par les compagnies d'assurances et dont le montant de l'indemnisation a servi au remboursement du crédit bancaire (accidents de la route, incendies ou vols). Sont également concernées les micro-entreprises dont l'activité a cessé après la détérioration partielle ou intégrale de leur matériel à cause d'un défaut de fabrication ou d'un vice caché, selon la même source.

Les micro-entreprises en difficulté seront refinancées selon la formule du financement triangulaire prévu à l'article 3 du décret exécutif 20-374 du 16 décembre 2020. L'apport personnel dans le cadre de ce financement triangulaire consiste à 15% du montant global de l'investissement lorsque celui-ci est inférieur ou égal à 10.000.000 DA et 12% lorsque l'investissement est réalisé dans les zones spécifiques et les Haut-Plateaux.

Ce taux est fixé à 10% lorsque l'investissement est réalisé dans les régions du Sud.

Afin de bénéficier du refinancement, les micro-entreprises en difficulté doivent présenter une étude techno-économique réalisée par un expert qualifié sur la rentabilité de l'investissement à refinancer avec l'acquittement de toutes les mesures juridiques et exécutives en vue de la récupération du crédit.

Sont exclues des mesures de refinancement les micro-entreprises en difficulté ayant bénéficié du "prêt non rémunéré supplémentaire d'exploitation" et remboursé par le Fonds de caution mutuelle de garantie risque. Sont également exclues les micro-entreprises qui ont bénéficié des mesures exceptionnelles relatives au crédit bancaire ainsi que celles dont les chefs ont procédé à la vente ou la liquidation du matériel.

Concernant les conditions d'octroi du "prêt non rémunéré supplémentaire d'exploitation", la même source a précisé que ce prêt ne saurait dépasser 1.000.000 DA et qu'il est accordé à titre exceptionnel aux jeunes promoteurs pour poursuivre la réalisation de leurs projets.

ALGÉRIE - FMI - BM

M. Benabderrahmane prend part à des rencontres avec les responsables du FMI et de la BM

Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a pris part, lundi, par visioconférence, à des rencontres avec les premiers responsables des institutions de Breton Woods, qui se tiennent à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

M. Benabderrahmane a pris part à ces réunions en sa qualité de Gouverneur de l'Algérie auprès de la Banque Mondiale, a précisé la même source ajoutant que ces rencontres ont constitué une plateforme d'échange et de partage, ainsi qu'une occasion pour exprimer les préoccupations sur les questions de développement.

Dans ce cadre, le Premier ministre et ministre des Finances a participé à la rencontre des Gouverneurs arabes avec le président de la BM, où les discussions ont porté sur "les principaux défis auxquels les pays arabes sont confrontés".

Les Gouverneurs arabes ont exprimé notamment leur préoccupation concernant "la divergence de la croissance, notamment entre les pays avancés et en développement, due principalement à l'accès inégal aux vaccins, ainsi qu'à la marge de manœuvre budgétaire réduite pour répondre à la crise".

La réunion a constitué "une opportunité pour cibler les principaux domaines pour lesquels la BM peut apporter son appui aux pays arabes, notamment en matière d'allègement de la dette au profit des pays surendettés, de promotion d'un développement vert, résilient et inclusif et de mobilisation de financements adéquats au profit des pays de la région".

M. Benabderrahmane a, également, pris part à la réunion

des Gouverneurs de la région MENA avec la directrice générale du FMI.

Celle-ci s'est focalisée sur les défis climatiques dans les pays de la région, sur les coûts des catastrophes naturelles liées au changement du climat, ainsi que sur les enjeux en matière d'atténuation du changement climatique et de transition énergétique.

A ce propos, M. Benabderrahmane a rappelé que "l'Algérie accorde une attention particulière à la menace des changements climatiques, en intégrant la politique environnementale dans sa stratégie globale de développement, et ce même si notre pays est considérée comme un pays peu émetteur de gaz à effet de serre et que sa responsabilité historique en la matière n'est pas engagée".

Il a indiqué également que le Gouvernement algérien a élaboré plusieurs plans et programmes sur les changements climatiques et que le cadre législatif et réglementaire a été renforcé par la promulgation de plusieurs lois et dispositions sur la question climatique.

Sur un autre plan, M. Benabderrahmane a félicité le FMI pour la stratégie nouvellement adoptée en vue d'aider les pays membres à mieux répondre aux défis politiques liés au changement climatique, soulignant qu'au-delà de la problématique "cruciale" de financement, des mesures concrètes doivent être prises à

l'échelle mondiale pour permettre un véritable transfert de technologies et de savoir-faire.

L'Algérie déterminée à accélérer les chantiers des réformes structurelles

Le ministre des Finances a invité en outre le FMI, en partenariat avec les autres partenaires de développement, à mettre en place des approches pragmatiques pour répondre aux besoins et capacités différenciés des pays et inciter à un transfert réel de technologies respectueuses de l'environnement. Par ailleurs, M. Benabderrahmane s'est entretenu avec le directeur du département du Moyen Orient et de l'Asie Centrale (MOAC) au FMI Jihad Azour et son équipe.

Cette rencontre a été une occasion pour échanger sur la situation économique en Algérie, notamment dans le contexte des défis imposés par la COVID-19, sur les politiques publiques à mettre en place, ainsi que sur la nature de l'appui technique que pourrait apporter le FMI à l'Algérie.

Dans ce contexte, M. Benabderrahmane a rappelé les mesures prises par l'Algérie pour faire face à l'impact de la pandémie, notamment en matière de protection des populations vulnérables et de préservation de l'activité économique, assurant que l'économie algérienne a renoué avec la croissance en 2021. Il a présenté aussi les

grands axes du nouveau Plan d'action du Gouvernement, qui constitue, selon lui, "une vision stratégique globale pour le développement du pays dans les années à venir".

"En dépit de la reprise des prix de pétrole sur les marchés internationaux, l'Algérie est déterminée à accélérer les chantiers ambitieux de réformes structurelles déjà lancés, notamment dans les domaines fiscal, budgétaire et bancaire en vue de sortir du modèle économique basé sur la distribution de la rente, vers un modèle basé sur la création de richesse", a-t-il fait observer. Il a assuré, en outre, que le gouvernement s'attelle actuellement à travailler sur la question d'une mobilisation "plus accrue" des ressources domestiques pour le financement de l'économie, notamment à travers l'inclusion fiscale et financière et l'intégration du secteur informel".

De son côté, M. Azour a affirmé que "même si les prix des hydrocarbures ont enregistré dernièrement une tendance haussière, l'engagement continu des politiques publiques reste indispensable pour soutenir la reprise économique et maintenir la stabilité macroéconomique".

Tout en exprimant son appréciation à l'égard du partenariat entre son institution et l'Algérie, M. Azour a réitéré la disposition du FMI à poursuivre son accompagnement au processus de réformes engagé par l'Algérie.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

37 médicaments importés sont passés à la production locale

Quelque 37 médicaments importés sont passés à la production locale dans des segments à forte valeur ajoutée, durant les cinq premiers mois de l'année 2021, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Selon la même source, le Comité économique intersectoriel des médicaments a réussi à orienter les investisseurs vers des produits à forte valeur ajoutée, avec 37 médicaments importés qui sont passés à la production locale, constituant une substitution

directe à l'importation et 16 premiers bio similaires enregistrés. Cela a permis de générer pour ces seuls produits une économie de près de 100 millions de dollars, précise le communiqué publié sur le site web du ministère.

Ce bilan a été présenté lors de la réunion de travail et de coordination, présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, avec les membres du comité.

Globalement, le comité a traité depuis son installation en janvier dernier, 1.377 dos-

siers dont 1.058 produits fabriqués localement et 319 produits importés. Le travail du comité a permis également la priorisation de l'enregistrement des médicaments génériques avec 34 produits pharmaceutiques hospitaliers et 27 médicaments biosimilaires et ce dans le but de pallier aux situations monopolistiques en favorisant la concurrence par la baisse des prix.

La réunion a été l'occasion pour M. Benbahmed pour donner quelques orientations concernant la nouvelle procédure de fixation de prix a

même de trouver un équilibre entre le développement de l'industrie pharmaceutique nationale et la régulation budgétaire par la maîtrise des dépenses des caisses de la sécurité sociale.

Cette nouvelle procédure de fixation de prix a pour objectif de satisfaire le besoin et l'intérêt thérapeutique car les économies réalisées à travers les différentes mécanismes seront réaffectés pour l'acquisition des produits innovants, notamment pour les maladies rares et l'oncologie, ajoute la même source.

FILIERE LAIT

Les producteurs appellent à une solution concernant la marge bénéficiaire

Les producteurs de la filière lait ont appelé, lors d'une réunion tenue au siège de la Confédération des Industriels et Producteurs Algériens (CIPA) à l'intervention du ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour trouver une solution à leurs préoccupations, notamment en ce qui concerne la marge bénéficiaire des transformateurs de lait, jugée "faible", a indiqué lundi un communiqué de la CIPA. Lors de cette réunion élargie aux représentants régionaux de la filière lait, les transformateurs de lait ont soulevé

leurs préoccupations entre autres, la question de la marge "qui ne cesse de se réduire engendrant une perte sèche qui risque de mener l'entreprise à une paralysie", a ajouté la CIPA.

A ce titre, les transformateurs de lait ont sollicité pour "la nième fois l'intervention du ministre de l'Agriculture à fin de trouver une solution urgente à ce problème". La CIPA a rappelé que la réunion tenue avec les représentants régionaux de la filière lait intervient quelques jours après une rencontre avec le ministre de

l'Agriculture et le développement Rural en présence des représentants des transformateurs de lait en sachet.

La rencontre tenue avec le ministre avait pour objet, selon la communiqué de la CIPA, d'exposer les contraintes engendrées dans le processus de production de lait. Lors de leur dernière rencontre "les deux parties avaient affiché leur confiance quant à la mise en œuvre des solutions équitables et définitives pour la filière lait", selon la CIPA.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 85 dollars à Londres

Les cours du pétrole retrouvaient mardi le chemin de la hausse, les investisseurs laissant de côté des données économiques décevantes chez les deux premiers consommateurs de brut pour se concentrer sur les fondamentaux d'un marché qui reste tendu.

Ce mardi matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre gagnait 0,84% par rapport à la clôture de la veille, à 85,04 dollars à Londres.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de novembre prenait 1,31% à 83,52 dollars.

Les deux cours de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont respectivement atteint lundi 86,04 dollars et 83,87 dollars, du jamais vu depuis octobre 2018 pour le premier et octobre 2014 pour le second. Ils évoluaient



pendant en dessous de ces sommets mardi car la baisse de la production industrielle en Chine et aux Etats-Unis en septembre ont diminué l'enthousiasme à propos de la demande", notent des analystes.

La Chine, premier importateur de brut et deuxième consommateur au monde, a vu sa croissance s'essouffler au troisième trimestre, avec une hausse du PIB de 4,9%, selon le Bureau national des statistiques (BNS).

Aux Etats-Unis, premier producteur et consommateur d'or noir, la production industrielle a chuté de 1,3% en septembre par rapport à août, selon les données publiées lundi par la Banque centrale américaine (Fed).

DEVICES

L'euro poursuit sa hausse face au dollar

L'euro montait pour la cinquième séance consécutive face au dollar dans un marché moins confiant dans la politique monétaire américaine à venir.

Dans la matinée, l'euro prenait 0,42% à 1,1659 dollar pour un euro.

Depuis mercredi dernier, la monnaie unique reprend 1,1% face au billet vert, même si elle cède encore 0,6% sur un mois et 4,6% depuis le début de l'année.

Lundi, la publication d'une production industrielle en baisse de 1,3% aux

Etats-Unis en septembre a plombé le dollar.

"L'idée que les Etats-Unis vont faire mieux que les autres pays commence à s'estomper", ont commenté des analystes. "La dernière raison de la baisse du dollar semble être l'incertitude sur le renouvellement du président de la Banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell par l'administration de Joe Biden", ont-ils encore noté.

"Il reste le candidat favori à sa propre succession quand son mandat finira en février, ce qui devrait soutenir

le dollar, mais la décision semble moins claire qu'avant" le départ de deux dirigeants de la Fed, ajoutent-ils.

Deux présidents d'antennes régionales de la Fed, à Dallas et Boston, ont annoncé fin septembre leur démission après s'être vu reprocher des critiques à la suite de transactions boursières discutables.

Un changement à la tête de la Fed introduirait une dose d'incertitude pour le marché, qui table actuellement sur un durcissement de la politique monétaire américaine au fil de 2022.

ETATS UNIS

Les cryptomonnaies affaiblissent les sanctions économiques de Washington, selon le trésor

Washington juge nécessaire de moderniser son système de sanctions économiques et financières, dont l'efficacité est affaiblie notamment par le développement des cryptomonnaies, a indiqué lundi le Trésor américain, à l'issue du passage en revue de ces mesures par l'administration Biden.

"Si les sanctions restent un outil politique essentiel et efficace, elles sont également confrontées à de nouveaux défis, notamment les risques croissants liés aux nouveaux systèmes de paiement, l'utilisation croissante des actifs numériques et les cybercriminels", dit le Trésor dans un communiqué.

Les sanctions prises par le Trésor visent à empêcher des

personnes ou entités étrangères, accusées par exemple de menacer la sécurité américaine ou d'entraver les droits humains dans leur propre pays, d'avoir accès au système bancaire et financier américain.

Mais "les innovations technologiques telles que les monnaies numériques, les plateformes de paiement alternatives et les nouvelles façons de cacher les transactions transfrontalières réduisent toutes potentiellement l'efficacité des sanctions américaines", détaille dans son rapport le Trésor, équivalent du ministère de l'Economie et des Finances.

"Ces technologies offrent aux acteurs malveillants des opportunités de détenir et de

transférer des fonds en dehors du système financier traditionnel basé sur le dollar", est-il encore précisé. "Nous sommes conscients du risque que ces actifs numériques et systèmes de paiement puissent nuire à l'efficacité de nos sanctions s'ils ne sont pas contrôlés", ajoute le Trésor.

Les Etats-Unis ont largement multiplié leur recours aux sanctions économiques depuis les attaques du 11 septembre 2001.

Le nombre de sanctions a été multiplié par 10 en 20 ans, selon ce rapport, passant de 912 en 2000 à 9.421 en 2021.

Ainsi, "le gouvernement américain doit adapter et moderniser l'architecture opérationnelle sous-jacente par laquelle les sanctions sont

déployées", souligne le Trésor, précisant que "lorsqu'elles sont utilisées efficacement, les sanctions ont la capacité de perturber, de dissuader et d'empêcher les actions qui portent atteinte à la sécurité nationale des Etats-Unis".

"Les sanctions sont un outil fondamentalement important pour faire avancer nos intérêts de sécurité nationale", a déclaré le secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo, dans le communiqué.

"Nous nous engageons à travailler avec des partenaires et des alliés pour moderniser et renforcer cet outil essentiel".

Wally Adeyemo doit être entendu par la commission bancaire du Sénat sur ce sujet mardi à 10H00 (14H00 GMT).

INVESTISSEMENTS- CLIMAT

Londres annonce près de 10 milliards de livres d'investissements "verts"

Le Premier ministre britannique Boris Johnson devrait annoncer mardi des accords d'investissements étrangers totalisant 9,7 milliards de livres pour soutenir la "croissance verte" au Royaume-Uni, notamment un projet massif d'éoliennes offshore de l'espagnol Iberdrola.

Dans un communiqué, le gouvernement britannique dévoile 18 accords qui vont permettre de créer "au moins 30.000 emplois" et "soutenir la croissance dans des secteurs clé comme les énergies éoliennes ou à base d'hydrogène, les logements durables, la capture et le stockage de CO2".

Boris Johnson ouvrira mardi un "Sommet mondial sur l'investissement"

organisé par son gouvernement et s'entretiendra avec le milliardaire Bill Gates sur la transition énergétique et le rôle du secteur privé pour contrer le changement climatique.

"Ce n'est que le début, nous verrons d'autres partenariats +verts+ forgés au sommet" de mardi, affirme le chef du gouvernement, cité dans le communiqué. Parmi les accords d'investissement qui doivent être dévoilés, l'énergéticien espagnol Iberdrola a "confirmé son intention d'investir 6 milliards de livres dans le cadre" d'un projet d'éoliennes offshore aux côtés de SSE, qui doit encore recevoir des autorisations.

Le projet, qui devrait permettre de

créer 7.000 emplois, sera le plus gros d'Iberdrola dans l'éolien offshore dans le monde et génèrera assez d'électricité pour 2,7 millions de foyers britanniques. Par ailleurs, la société de logistique Prologis veut investir 1,5 milliard de livres sur trois ans pour bâtir des entrepôts sans émissions de CO2 dans plusieurs régions du Royaume-Uni y compris la capitale, ce qui devrait "créer 14.000 emplois", d'après le communiqué.

Le Royaume-Uni, qui veut atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, organise la COP26, la conférence internationale sur le climat, à Glasgow en Ecosse à partir du 31 octobre, et le gouvernement britannique multiplie les annonces.

ETATS UNIS

Amazon recrutera 150.000 employés saisonniers

La compagnie Amazon a annoncé lundi le recrutement de 150.000 travailleurs saisonniers dans l'ensemble des Etats-Unis afin d'assurer les livraisons pour les fêtes de fin d'année.

Tous les emplois d'Amazon aux Etats-Unis, y compris les emplois saisonniers, proposent un salaire horaire moyen de 18 dollars de l'heure, a fait savoir l'entreprise.

"Nous sommes fiers de proposer un immense éventail de postes à plein temps, à mi-temps, et désormais d'emplois saisonniers, avec des salaires et des avantages excellents", a déclaré Alicia Boler Davis, vice-présidente senior pour la satisfaction client mondiale chez Amazon.

"Nos emplois saisonniers nous permettent de tenir nos promesses envers nos clients tout en assurant la flexibilité à nos employés à plein temps durant les périodes chargées".

Les emplois au sein du réseau d'activités d'Amazon comprennent des fonctions d'entreposage, de collecte, d'emballage, de livraison, et d'autres encore.

Ces postes sont disponibles dans des centaines de petites et grandes villes de toute l'Amérique, selon l'entreprise.

FRANCE

La récolte de miel réduite de plus de moitié en 2021 du fait de la météo

Une année "désastreuse": la récolte de miel 2021 se situera entre 7.000 et 9.000 tonnes seulement, soit moins de la moitié de celle de 2020, du fait des conditions climatiques très défavorables du printemps et de l'été, a déploré lundi l'Union nationale de l'apiculture française, l'Unaf.

"C'est la pire année de l'apiculture française", considère cette organisation, qui rappelle que l'année précédente avait été une bonne année (18.000 à 20.000 tonnes).

En 1995, la France produisait environ 32.000 tonnes de miel.

En 2019, la récolte avait été de moins de 10.000 tonnes.

"Le bouleversement climatique, ressenti par les apiculteurs depuis une bonne quinzaine d'années est bien là", estime l'Unaf.

Dans de très nombreuses régions, de longues périodes de gel, de froid et de pluies se sont succédées durant tout le printemps et une bonne partie de l'été.

"Les abeilles n'ont pas pu bénéficier des floraisons", relève l'Unaf.

Si les récoltes de miel de colza se sont révélées médiocres dans la plupart des régions, les récoltes de miel d'acacia, anéanties par les gelées tardives et les pluies, ont été "nulles sur tout le territoire", selon l'organisation.

Dans le sud, les récoltes de miel de printemps comme le romarin, le thym, la bruyère blanche ou la garrigue, ont été nulles ou médiocres.

Dans le sud-est, la récolte de miel de lavande a tiré son épingle du jeu.

Les récoltes de miel de châtaignier sont partout médiocres.

En montagne, les miellées se sont avérées globalement mauvaises car souvent trop brèves.

Dans l'est, celles de forêt ou de sapin, sont quasiment nulles.

La récolte de tournesol varie selon les bassins mais reste souvent décevante.

Seul petit point de consolation pour les apiculteurs: la prédation du frelon a été très faible en 2021.

Comme les abeilles, il a souffert des mauvaises conditions météorologiques.

En juillet, l'Unaf a alerté les services de l'Etat pour que soit mis en oeuvre le régime des calamités agricoles afin d'aider les apiculteurs à passer ce cap.

Plusieurs départements ont déjà enclenché la procédure. "Il y aura moins de miel français dans les magasins mais beaucoup de miel étranger", déclare à l'AFP Christian Pons, le président de l'Unaf.

M A W L I D E N N A B A O U I

GHARDAÏA
Une rituelle procession
religieuse dans
les ksour du M'zab

Des centaines de citoyens des différents ksour du M'zab ont participé, dans la nuit de lundi à mardi, à la rituelle procession religieuse organisée dans chaque ksar à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui (anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed QSSL). Cette procession riche en couleurs, symboles, sons et senteurs, qui perpétue un rite ancestral dans la région pour célébrer la naissance du messager d'Allah et le propagateur de la religion islamique, a connu cette année un retour après une interruption exceptionnelle imposée par la pandémie du coronavirus. Marquant l'attachement des habitants de la région à leurs traditions ancestrales authentiques, cette procession composée d'adultes en tenue de cérémonie (Gandoura et chechia) de couleur blanche, suivis par leurs enfants, serpente les ruelles du ksar dans un climat de recueillement et dans la pure délectation spirituelle ou des "Madayeh" (chants religieux) faisant l'éloge au prophète QSSL sont récitées en chœur.

Dans un élan de spiritualité multidimensionnelle, conforté par des chants à la gloire du Scea u des prophètes, des ribambelles d'enfants en tenue traditionnelle des ksour de Guerrara, Berriane, Melika, El-Atteuf, Béni-Isghuen et Ghardaïa, arpentent les différentes ruelles avant de converger vers la mosquée pour y participer à la cérémonie spéciale organisée pour commémorer la naissance du Prophète, sa vie, ses miracles, sa foi et ses actes.

Selon Hadj Nourredine résident à El-Atteuf, cette année tous les ksour sont tenus d'organiser une procession avec les enfants à l'occasion de l'anniversaire du prophète Mohamed (QSSL) pour mettre en valeur et pérenniser le parcours, la vie et la Sira (conduite) du prophète et la transmettre aux jeunes générations.

"On essaye de revivifier cette tradition ancestrale pour permettre aux générations montantes de la perpétuer, tout en propageant conformément aux préceptes de l'Islam la vie du sceau des prophètes Mohamed (QSSL)", a ajouté Hadj Nourredine.

"Inarène", un rituel inspiré de la pure tradition

Chaque année un défilé très prisé à la lumière tamisée de torches fonctionnant à l'huile, connues localement sous l'appellation de "Inarène" est organisé dans les Ksour du M'zab ou des ribambelles d'enfants en tenue traditionnelle, accompagnés de leurs parents et portant des lampes traditionnelles serpentent les ruelles du Ksour en glorifiant par les "Madayeh" le prophète Mohamed (QSSL).

Soulignant que cette fête est marquée également dans la région de Guerrara par une tradition originale appelée "Adwal" (le retour) où les nouveaux mariés qui ont scellé leur mariage revivent une nouvelle soirée de noce dans leurs costumes traditionnels et dans un climat festif restreint uniquement aux membres de la famille.

La femme nouvellement mariée sera invitée quelques jours avant le Mawlid Ennabaoui chez ses parents avant de revenir chez son mari dans la même tenue traditionnelle du jour de son mariage, accompagnée aux sons du t'bal, entrecoupés de youyous stridents des femmes proches, a fait savoir Hadj Kacem, habitant de Guerrara.

Pour les Ghardaouis, cette fête religieuse est aussi l'occasion de veiller aux rythmes mélodieux des chants élogieux sur le prophète et la déclamation de versets du Saint Coran, mais aussi un moment particulier de recueillement pour les fidèles afin de se remémorer les hauts faits du Prophète Mohamed et d'implorer Allah pour la préservation de la quiétude dans le pays. Bien que les festivités du Mawlid connaissent un certain modernisme, avec l'apparition de feux d'artifices, pétards et autres produits pyrotechniques, au grand plaisir des spectateurs, elles restent cependant marquées par les traditions qui perdurent jusqu'au jour d'aujourd'hui, à travers notamment le regroupement familial et l'entraide sociale.

En effet, pour célébrer la naissance du messager d'Allah Mohamed (QSSL), les habitants des ksour de la vallée du M'zab, Métili, Guerrara et Berriane, ainsi que dans la nouvelle wilaya El-Mena organisent à partir du premier jour du mois de la naissance du prophète et après la prière du Maghrib des chants religieux qui adoucissent les mœurs et orientent sur la bonne voie à suivre.

Cette fête ancestrale qui se pratique à travers les mosquées dans un climat de piété, de recueillement et dans la pure délectation spirituelle ou des chants religieux faisant l'éloge au prophète QSSL sont récitées la nuit de sa naissance collectivement et à haute voix par les fidèles toute la nuit jusqu'à la prière de l'aube (Sohb). Le Mawlid Ennabaoui est une occasion ainsi pour regrouper la grande famille et passer un bon moment conviviale, tout en savourant des mets succulents, particulièrement un couscous à la sauce sucrée préparée à base de dattes et dénommée localement "Ouchou Tini", ponctué de l'incontournable service du thé.

Accessoires de décoration personnalisés
pour une célébration moderne

La fête du Mawlid Ennabaoui célébrée habituellement par les familles algériennes dans la tradition populaire portera cette année une empreinte moderne avec notamment l'appariation sur le marché d'"accessoires de décoration personnalisés vendus sur commande" conférant ainsi, un cachet différent des précédents, à cet événement religieux.

La célébration de cette fête religieuse en Algérie, diffère d'une région à une autre, le dénominateur commun étant d'évoquer dans une ambiance purement spirituelle, les valeurs et les qualités morales de notre Prophète (QSSL).

Cependant, certains aspects différents à ceux auxquels se sont habituées les familles algériennes commencent, récemment, à se manifester.

Les femmes s'intéressent, de plus en plus, à l'aspect esthétique de leurs préparations pour cette nuit, en commençant, quelques jours à l'avance, à chercher tout ce qui est nouveau et approprié à cette occasion.

Parmi les nouveautés du Mawlid pour cette année, a-t-on constaté, des décorations et des accessoires "personnalisés" dont des croissants multicolores sur lesquels est gravé le nom du Prophète Mohamed ou encore l'expression "Mawlid Nabauï Charif".

Des mouchoirs en papiers "tendance" circulent également sur le marché, lesquelles sont destinés à orner les tables des familles algériennes lors du Mawlid.

De nombreux artisans, comme les propriétaires d'imprimeries forex, ont profité de l'occasion du Mawlid Ennabaoui pour promouvoir, via Facebook et Instagram, notamment, une variété de décorations dédiées à cette occasion, tandis que d'autres associations actives dans le domaine de la formation culinaire ont procédé à des "offres alléchantes" aux ateliers de formation des plats traditionnels.

Incontournable objet de décor en cette fête religieuse en plus de la lanterne (Fanous), la bougie différemment appréciable se décline sous différents aspects, traditionnelles, parfumées, voire personnalisées.

Employée dans le secteur de l'enseignement, Mme Leila



veille à faire de la soirée du Mawlid Ennabaoui un mémorable moment familial, en perpétuant les traditions du henné entre autres traditions et rituels".

Pour Fatima d'Alger toute nouveauté est la bienvenue en cette occasion exceptionnelle où la concurrence se fait de plus en plus rude, notamment via les réseaux sociaux, l'occasion étant pour les influenceurs de glaner le plus de "vues", à travers les idées de décor proposées à leurs followers. Ainsi, des ateliers et sessions de fabrication d'accessoires et d'objets décoratifs ont été lancés récemment via l'espace bleu. Les chaînes Youtube n'ont eu de cesse de diffuser des vidéos sur des dressements de tables de la soirée de la veille du Mawlid Ennabaoui, en sus de différentes recettes du dessert "Tamina".

La présentation de la table diffusée par ces chaînes Youtube avec plusieurs nouveaux décors et accessoires est désormais une préoccupation de plusieurs abonnés ce qui permet à chaque fois de revitaliser le marché de ce commerce et de se concrétiser avec la célébration de ces occasions.

Des formes de célébration du Mawlid Ennabaoui "très créatives"

Dans une déclaration à l'APS, le cadre au ministère des Affaires religieuses et des

Wakfs et professeur à l'université d'Alger, Dr. Mohamed Idir Mechnane, a fait savoir, à ce propos, que la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui reflète l'amour et l'attachement à notre Prophète, ajoutant que la société algérienne a toujours célébré cette fête à l'instar de toutes les sociétés musulmanes, car étant le titre d'un amour profond qui ne peut être touché.

Il est connu que les formes de célébration de cette fête ont toujours fait l'objet de créativité des sociétés, a-t-il poursuivi, insistant sur l'impératif de renforcer le principe de créativité tout en luttant contre "la bid'a" (innovation dans le domaine religieux) qui est contraire aux principes et aux valeurs de la Chariaa.

Le rassemblement des membres de la famille à l'occasion de la Fête du Mawlid Ennabaoui et leur volonté à saisir cette occasion afin de renforcer les valeurs de droit, de bonté et de beauté au sein de la famille à travers un tableau dressé par les enfants où les artisans, n'est autre que la glorification du Prophète Mohamed (QSSL) et l'ancrage de son amour chez les enfants, en sus de la liaison entre les significations spirituelles et celles de la vie quotidienne".

"La base spirituelle de ces contributions et leurs objectifs resteront comme une alternative, qui peut être utilisée pour

faire face à d'autres mauvais comportements associés à cette occasion religieuse, et qui sont en contradiction avec leurs valeurs, notamment les pétards, le gaspillage et l'extravagance dans tous les aspects de la célébration", a indiqué M.Mechane, ajoutant à cet égard, que les contributions des artisans doivent constituer une valeur ajoutée pour les pratiques et les comportements positifs qu'il faut généraliser auprès de la famille et de tous les membres de la société".

Pour sa part, Dr. Ismail Moussa, professeur de jurisprudence islamique, a affirmé que les manifestations de la célébration de la naissance du prophète diffèrent d'un pays à l'autre, et toutes se rencontrent autour du même objectif, à savoir la joie de célébrer l'événement de la naissance du prophète (QSSL) et reflètent les sentiments d'amour et d'attachement à lui.

Habituellement, les gens dans de telles occasions, s'échangent divers cadeaux et se rencontrent autour d'une table pour rassembler toutes les générations (les jeunes et les adultes), et c'est une occasion aussi de surmonter les différences et de tourner la page de toutes les rancunes et les haines.

Ce que font les familles en terme de décorations et d'accessoires à l'occasion du Mawlid Ennabaoui et les efforts fournis par les mères de familles pour décorer les plats savoureux préparés à l'occasion ou la diversification des cadeaux et des vêtements traditionnels ou autres accessoires propagés aujourd'hui dans de tels événements religieux, ce n'est qu'une manière d'exprimer la joie et le plaisir, et qui n'a rien à voir avec le culte et religieusement parlant, les traditions qui ne violent pas les dispositions de la charia sont autorisées, a précisé le même orateur.

Une halte pour contempler la Sira du prophète (QSSL)

La Radio du Coran a organisé, dimanche à Alger, une conférence sur le Mawlid Ennabaoui Echarif animée par une pléiade d'universitaires et imams pour se remémorer la sira du prophète QSSL.

Organisée au centre culturel Aïssa Messaoudi de la Radio nationale sous le thème "une miséricorde pour l'humanité", la veille de la célébration du Mawlid Ennabaoui coïncidant avec le 12 Rabi Al awwal de chaque année, la conférence a été axée sur le message éternel du prophète Mohamed, messager d'Allah à toute l'humanité et la manière de tirer des enseignements de sa sira et son application dans notre vie quotidienne.

Intervenant à cette occasion, l'enseignant chercheur, Mohamed Said a mis l'accent dans son intervention intitulée "le cœur du message" certains concepts et valeurs que "nous devons appliquer et concrétiser dans la société musulmane à l'image de la fraternité et l'amour, appelant dans ce sens à "Texégèse".

Pour sa part, l'Imam Aïssa Boukhedouni a rappelé dans son intervention "un messager d'eux-même" les dimensions et la teneur du message prophétique, appelant à faire de la souna un mode de vie. L'enseignante de Charia, Dr.

Chahrazed Azouza, quant à elle, a souligné l'importance de "connaître le prophète QSSL de par ses qualités, ses hauts faits et sa sira pour qu'on puisse rallier le rang de ses disciples".

De son côté, le Cheikh Moussa Azzouzi, imam de la vieille mosquée de la commune Gueroouaou (Blida) a indiqué que "la célébration du Mawlid à l'instar des pays du monde musulman auquel

nous appartenons n'est pas une hérésie", appelant à "se remémorer la sira tout au long de l'année et non seulement lors des fêtes religieuses".

Concernant l'acharnement sur le prophète Mohamed QSSL, le conférencier a rappelé que la meilleure façon de défendre le dernier messager d'Allah était de suivre sa sira et adopter ses principes et de le faire connaître au monde entier.

2 blessés et 31 incendies maîtrisés à Alger

Deux personnes ont été blessées et 31 incendies maîtrisés lundi soir à Alger, suite à l'utilisation de produits pyrotechniques à l'occasion de la célébration de la fête du Mawlid Ennabaoui, indique mardi un bilan de la Protection civile.

"À la veille du Mawlid Ennabaoui, les unités de la Protection civile ont secouru deux personnes atteintes de brûlures et procédé à l'extinction de 31 incendies divers, à travers 24 communes de la wilaya d'Alger", a précisé le bilan, soulignant que "les interventions se sont déroulées de 18h20 à 00h00". Les secours de la Protection civile ont "prodigué les soins nécessaires puis évacué vers l'hôpital un

enfant âgé de 14 ans atteint de brûlures au niveau de la bouche à Bouzaréah, et un homme âgé de 51 ans blessé au niveau de la joue gauche à Rouiba", a détaillé la même source. Concernant les 31 incendies maîtrisés, dont 17 sont des incendies de broussailles et d'herbes sèches, le bilan a fait savoir qu'ils se sont déclarés au niveau des communes de Bab El Oued, Staouéli, Bouzaréah, Rouiba, El Achour, Chéraga, Birkhadem, Kouba, Bourouba, Gué de Constantine, Dely Ibrahim, El Harrach, Ain Benian, Bordj El Bahri, Dar El Beida, Sidi Abdellah, Bir Touta, Raïs Hamidou et Hussein Dey.

CLIMAT EN AFRIQUE

Menace pour la survie de millions de personnes (ONU)

Plus d'une centaine de millions de personnes extrêmement pauvres sont menacées par l'accélération du réchauffement climatique en Afrique, où les rares glaciers devraient avoir disparu d'ici les années 2040, a indiqué l'ONU mardi.

Dans un rapport sur l'état du climat en Afrique publié à moins de deux semaines de l'ouverture de la COP 26 à Glasgow, l'ONU met en évidence la vulnérabilité disproportionnée de l'Afrique et souligne que le changement climatique a contribué à aggraver l'insécurité alimentaire, la pauvreté et les déplacements de population sur le continent l'an dernier.

"D'ici 2030, on estime que jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (c'est-à-dire vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes en Afrique si des mesures adéquates ne sont pas prises", a déclaré la Commissaire à l'économie rurale et à l'agriculture de la Commission de l'Union africaine (UA), Josefa Leonel Correia Sacko, dans l'avant-propos du rapport.

"En Afrique subsaharienne, le changement climatique pourrait entraîner jusqu'à 3%



de baisse supplémentaire du produit intérieur brut d'ici à 2050", a-t-elle ajouté.

Ce rapport, coordonné par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) de l'ONU, est le fruit d'une collaboration avec la Commission de l'UA, la Commission économique pour l'Afrique et diverses organisations scientifiques internationales et régionales et des Nations unies. "Au cours de l'année

2020, les indicateurs climatiques en Afrique ont été caractérisés par une augmentation continue des températures, une accélération de l'élévation du niveau de la mer, des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes, tels que les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, et les impacts dévastateurs associés", a expliqué pour sa part le secrétaire général de l'OMM,

M. Petteri Taalas, dans l'avant-propos.

"La fonte rapide des derniers glaciers d'Afrique de l'Est, dont on s'attend à ce qu'elle soit totale dans un avenir proche, nous alerte d'un changement imminent et irréversible du système Terre", a-t-il relevé.

L'an dernier, l'Afrique s'est réchauffée plus rapidement que la moyenne mondiale, terres et océans confondus.

La tendance au réchauffement sur 30 ans pour la période 1991-2020 était supérieure à celle de la période 1961-1990 dans toutes les sous-régions africaines.

Quant aux glaciers africains - bien que trop petits pour servir de réservoirs d'eau importants, ils ont une importance touristique et scientifique de premier plan - leur taux de recul actuel est supérieur à la moyenne mondiale.

Selon l'OMM, si cette tendance se poursuit, "elle conduira à une déglaciation totale d'ici les années 2040".

MIGRATIONS

De nouvelles victimes retrouvées après le naufrage d'un navire de migrants au large des côtes espagnoles

Une dizaine de dépouilles ont été retrouvées après le naufrage d'un navire chargé de migrants au large des côtes espagnoles jeudi soir, ont rapporté lundi les services de secouristes maritimes espagnols.

Deux nouveaux corps de passagers de ce navire, qui transportait 28 personnes lorsqu'il a coulé à environ 37 miles nautiques à l'ouest du Cap Trafalgar, ont été

retrouvés en mer dimanche. Trois passagers ont également été secourus jeudi.

Par ailleurs, les conditions météorologiques calmes ce week-end ont généré une augmentation du nombre de navires transportant des migrants pour tenter de traverser la mer depuis l'Afrique du Nord et de gagner la péninsule ibérique, les îles Baléares ou les Canaries.

La garde civile et les employés des ser-

vices de secours maritimes ont intercepté 10 navires, transportant au total 103 personnes, dont cinq femmes et 11 mineurs, au large de la côte sud-est de l'Espagne.

Selon les dernières statistiques publiées par le ministère espagnol de l'Intérieur, 29.388 migrants ont tenté la traversée en direction de l'Espagne entre le 1er janvier et le 15 octobre, contre 20.652 sur la même période en 2020.

Manche: sauvetage de 213 migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre

Deux cent treize migrants, qui tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations de fortune, ont été secourus entre dimanche et lundi lors de plusieurs opérations au large des côtes françaises du Nord et du Pas-de-Calais, a annoncé la préfecture maritime.

De nombreuses embarcations en difficulté ont été signalées dans la nuit de dimanche à lundi, les interventions se poursuivant dans la journée, précise dans un communiqué la préfecture de

la Manche et de la mer du Nord. Un patrouilleur de la Marine nationale a notamment porté secours à 82 naufragés, lors de quatre opérations de sauvetage distinctes.

Soixante-seize autres migrants ont eux été secourus lors de deux interventions de la société nationale de sauvetage en mer (SNSM) de Dunkerque.

Engagée auprès d'une autre embarcation qui était "en train de couler", la SNSM de Boulogne-sur-mer a également récupéré quarante nau-

fragés, "en état d'hypothermie", poursuit la préfecture.

Quinze migrants ont enfin été secourus par un remorqueur d'intervention et de sauvetage de la Marine nationale, et déposés au port de Boulogne-sur-mer.

Tous "sains et saufs", ils ont été pris en charge par les pompiers et la police aux frontières. Depuis fin 2018, les traversées illégales de la Manche par des migrants cherchant à gagner le Royaume-Uni se multiplient malgré les mises en garde répétées des autorités

qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau.

Selon le préfet maritime Philippe Dutrieux, quelque 15.400 migrants ont tenté la traversée entre le 1er janvier et le 31 août, dont 3.500 ont été "récupérés en difficulté" dans le détroit et ramenés sur les côtes françaises.

En 2020, les traversées et tentatives de traversées avaient concerné quelque 9.500 personnes, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018.

ESPAGNE

Le volcan de La Palma détruit 760 hectares et 1.900 bâtiments

Les lave du volcan Cumbre Vieja, entré en éruption il y a un mois sur l'île de La Palma, dans l'archipel des Canaries, a déjà balayé des quartiers entiers et détruit 760 hectares et 1.900 bâtiments.

Plus de 4 500 élèves et près de 600 enseignants de la vallée d'Aridane, à La Palma, sont retournés en classe lundi, tandis que l'île continue de surveiller l'évolution des coulées de lave, qui sont entrées dans une phase de stabilité et de

lenteur. L'activité sismique sur l'île de La Palma a légèrement diminué depuis minuit dernier par rapport aux jours précédents, avec 14 mouvements enregistrés aux premières heures de mardi, selon les données de l'Institut géographique national.

Sur les 14 séismes enregistrés depuis minuit, la plupart ont eu lieu à Fuencaliente et seulement trois à Mazo.

Lundi et samedi, un tremblement de

terre de 4,6 a été enregistré à Mazo, jusqu'à présent le séisme de plus forte magnitude ressenti depuis l'éruption du volcan Cumbre Vieja.

L'aéroport de La Palma est opérationnel mardi, mais il y a déjà eu deux retards sur deux vols inter-îles de Binter reliant l'île à Tenerife Nord et une annulation par Easyjet d'un vol en provenance de Berlin en raison de l'influence du nuage de cendres volcaniques.

SUISSE

Les glaciers rétrécissent malgré la neige et un été frais (experts)

Les glaciers suisses ont perdu 1% de leur volume en 2021, malgré une neige abondante et un été frais, à cause du changement climatique, a révélé, mardi, l'Académie suisse des sciences naturelles.

"Même si 2021 affiche la plus faible perte de glace depuis 2013, aucun ralentissement n'est en vue pour le recul des glaciers", ont noté les experts du réseau cryosphère, qui surveillent les glaciers.

"Côté météo, les conditions étaient réunies en 2021 pour donner un peu de répit aux glaciers.

Malheureusement, en période de changement climatique, même une +bonne+ année ne suffit pas pour les glaciers", ont-ils souligné.

La perte du volume "s'est poursuivie, quoique moins rapidement, malgré une neige abondante en hiver et un été relativement frais et changeant", ont-ils ajouté.

Les abondantes neiges du mois de mai - sur le Claridenfirn (2.890 m) où une profondeur de neige de près de 7 mètres a été mesurée, la valeur la plus élevée depuis le début des observations en 1914 - ont bien protégé les glaciers jusqu'au mois de juillet pluvieux.

Mais "la fonte était considérable fin septembre et environ 400 millions de tonnes de glace ont été perdues dans toute la Suisse au cours des 12 derniers mois, soit près de 1% du volume restant de glace", selon le communiqué de presse de la Commission des experts.

Par conséquent, les 22 glaciers observés en détail par le réseau des relevés glaciologiques suisse GLAMOS "documentent une perte de glace" et aucun gain n'a pu être déterminé pour aucun des glaciers.

INDE

Inondations : ouverture des vannes de barrages dans le Kerala

Le gouvernement local de l'Etat indien du Kerala (sud), frappé par de fortes pluies ces derniers jours, a décidé d'ouvrir les vannes de deux de ses principaux barrages pour contrôler les niveaux d'eau et apaiser les inquiétudes de la population. Il s'agit du barrage d'Idukki, le plus grand barrage-voûte d'Asie construit sur la rivière Periyar, et d'Idamalayar dans le district d'Ernakulam.

Le ministre de l'Eau, Roshy Augustine, a déclaré lundi que le niveau d'eau dans le barrage d'Idukki a atteint 2396,86 pieds à 7 heures du matin lundi et qu'il est possible qu'il dépasse la limite supérieure de 2398,86 pieds. "Compte tenu de la montée des eaux du barrage d'Idukki, il a été décidé d'ouvrir deux de ses vannes pour laisser s'écouler 100 mètres cubes/seconde d'eau", a déclaré le ministre indien.

Cette décision avait été prise par mesure de précaution en prévision de fortes pluies et des inondations dans les prochains jours.

Il a ajouté que les personnes vivant à proximité de la rivière Periyar et de ses affluents sont invités à "être vigilantes et de suivre les instructions des autorités locales".

L'annonce concernant l'ouverture des vannes de barrages fait suite aux instructions générales émises par le chef du gouvernement local de Kerala, Pinarayi Vijayan lors d'une réunion d'examen tenue pour évaluer la situation en ce qui concerne les précipitations et les niveaux d'eau de divers barrages de l'Etat. Une trentaine de personnes ont péri et plusieurs autres sont portées disparues dans des glissements de terrain et des inondations après des pluies torrentielles dans le Kerala.

Des milliers de personnes ont été évacuées et au moins 100 campements humanitaires mis en place, selon les autorités locales.

Le Kerala a reçu un record de 412 mm de pluies au cours des 17 premiers jours d'octobre, selon le Département indien de la météorologie.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

89 nouveaux cas, 72 guérisons et 2 décès

Quatre-vingt-neuf (89) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 72 guérisons et 2 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.453, celui des décès à 5.875 cas, alors que le nombre de patients gué-



ris est passé à 140.897. Par ailleurs, 16 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 29 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

MALADIE CŒLIAQUE

Oran : vers un recensement global des malades (association)



L'association "Bahia sociale" des malades cœliaques de la wilaya d'Oran a entamé une opération conjointe avec la direction locale de l'Action sociale pour recenser les malades cœliaques, a-t-on appris lundi auprès de l'association.

L'association mettra à la disposition des services de l'Action sociale de la wilaya, les différentes informations et données concernant les cas souffrant de cette maladie pour leur procurer une prise en charge adéquate à tous les niveaux, notamment par la fourniture d'aliments sans gluten, a-t-on indiqué.

La maladie cœliaque atteint le système digestif comme réaction au gluten se trouvant dans le blé, l'orge et l'avoine attaquant les tissus des intestins grêles et causant des lésions au niveau de la paroi des intestins.

Ces derniers ne peuvent plus absorber quelques substances nutritives nécessaires, ce qui exige un système alimentaire spécial pour le malade, qui n'a pas de traitement, et un régime dénué de gluten.

Le non respect de ce système alimentaire spécial peut entraîner une détérioration grave de l'état de santé du malade, qui peut aller jusqu'aux soins intensifs.

L'association lance un appel pour inclure cette maladie dans la liste des maladies chroniques ou d'allouer une subvention les aidant à acquérir les aliments sans gluten coûteux, un kilo de farine sans gluten atteignant 1.000 DA en raison de sa fabrication à partir de maïs importé, ce qui n'est pas à la portée de toutes les familles, selon la même source, qui également indiqué qu'une baguette de pain sans gluten de petite taille coûte 150 DA, si elle est disponible.

Par ailleurs, l'association se prépare à la signature d'une convention avec deux cliniques privées pour permettre aux malades cœliaques d'effectuer gratuitement certaines analyses médicales et de bénéficier de réductions pour d'autres.

L'association prend en charge 500 enfants atteints de la maladie cœliaque, en plus de 3.000 malades adultes, alors qu'une moyenne de 200 à 400 nouveaux cas est détectée annuellement au niveau de l'hôpital pédiatrique d'El-Menzah (ex-Canastel).

CANCER

Oran: la radiothérapie, le maillon faible dans la prise en charge du cancer du sein

La wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein et la grande majorité des femmes atteintes subissent une ablation totale du sein, à cause du manque des possibilités de bénéficier d'une radiothérapie.

Au niveau de l'Établissement hospitalo-universitaire "1er novembre" d'Oran, les deux tiers des femmes atteintes du cancer subissent une ablation totale du sein.

"Il est impossible d'envisager une ablation partielle ou une chirurgie conservatrice sans la garantie d'une suite avec une radiothérapie dans les délais", explique le Pr Faiza Berekci Reguig, chef de service d'oncologie au niveau de cet établissement.

Pour sa part, le Pr Hassan Boucherit, chef de service de gynécologie au niveau du même EHU, reconnaît que "la préservation de la vie de la patiente impose le recours à l'ablation totale car, une ablation partielle sans radiothérapie comporte de grands risques de récurrence".

Ainsi, les spécialistes recourent souvent, à contre cœur, à la mastectomie, ou chirurgie mammaire non conservatrice.

Un choix souvent vécu comme un drame par les femmes qui le subissent.

La disponibilité de la radiothérapie est le seul garant pour renverser la donne et baisser le nombre des ablations totales à Oran.

Un seul accélérateur pour toute la wilaya

C'est une réalité qui perdure depuis des années.

La capitale de l'ouest, avec une population de plus de deux millions d'habitants, n'est dotée que d'un seul accélérateur linéaire, mis en service au niveau du Centre anti-cancer "Emir Abdelkader" de Messerghine.

"Un accélérateur surexploité qui prend en charge jusqu'à 120 malades par jour alors que ses capacités n'en permettent que 40 ou 45 patients", souligne la chargée de communication du CAC, Nesrine Benatig.

Le CHU d'Oran "Docteur Benzerdjeb" a arrêté, quant à lui, d'assurer la radiothérapie en 2018.



Ses deux accélérateurs linéaires datant des années 1980, sont devenus "obsolètes", explique le directeur général de l'établissement Hadj Boutouaf.

Les démarches pour l'acquisition de deux accélérateurs linéaires de dernière technologie ont été entamées il y a quelques années.

Toutefois, la situation traversée par le pays et la crise sanitaire de la Covid19 n'ont pas facilité les choses, mais les choses ne tarderaient pas à se débloquer, selon le même responsable.

"Les démarches ont été récemment relancées.

Nous espérons pouvoir acquérir les deux accélérateurs prochainement", souligne M. Boutouaf.

Le CAC de Messerghine espère également recevoir prochainement un nouvel accélérateur dont il a entamé les procédures d'acquisition depuis quelques années.

Les malades transférées vers d'autres wilayas

Alors que la wilaya d'Oran enregistre chaque année entre 300 et 400 nouveaux cas de cancer du sein.

Le bilan pour les 9 mois de l'année en cours fait ressortir que le service de radiothérapie du CAC "Emir Abdelkader" n'a pris en charge que 41 femmes ayant subi des ablations partielles du sein.

En attendant de recevoir les nouveaux accélérateurs linéaires, les malades traités à Oran sont transfé-

rées à Tlemcen et surtout Sidi Bel-Abbès, qui possède quatre accélérateurs.

Les spécialistes des trois établissements d'Oran, le CHU, l'EHU et le CAC, parviennent à décrocher des rendez-vous dans les hôpitaux de Tlemcen et de Sidi Bel-Abbès, mais la démarche demeure solidaire.

De plus, le déplacement sur près de 100 kms peut être une contrainte majeure pour un nombre de femmes.

Yamina, une cinquantenaire native d'Oran a subi une mastectomie à l'EHU d'Oran.

Elle précise avoir opté pour une ablation totale plutôt qu'à une partielle qui nécessitait des déplacements de plusieurs jours hors wilaya.

"Mon mari s'est trouvé contraint de vendre sa voiture et durant cette crise sanitaire et mon état de santé ne me permet même pas d'envisager de faire le voyage jusqu'à Bel-Abbès en taxi", dit-elle.

Malgré une certaine tristesse qu'elle parvient difficilement à dissimuler lorsqu'elle évoque son expérience, cette mère de cinq enfants, qui vient de perdre "une partie d'elle", se dit optimiste.

"Je reste contente d'être toujours en vie", dit-elle, estimant, qu'elle peut "pleinement vivre sa vie sans son sein".

Le Pr Boucherit s'est voulu également optimiste, car pour lui "le plus important est de préserver la vie de ces femmes", en attendant d'avoir plus de choix : opter pour des chirurgies conservatrices.

15.000 cures de chimiothérapie assurées en un an au CAC d'Oran

Le service d'oncologie du centre anti-cancer "Emir Abdelkader" de Messerghine (Oran) a assuré au cours 12 derniers mois plus de 15.000 cures de chimiothérapie et 7.000 autres de thérapie ciblée au profit de malades atteints d'un cancer du sein, a-t-on appris auprès de cet établissement.

Les patientes, sont prise en charge, grâce à la disponibilité des produits de chi-

miothérapie, dans les meilleures conditions, a indiqué la chargée de communication de cet établissement, Nesrine Benatig, ajoutant que le CAC d'Oran accueille des malades de tout l'ouest et du sud ouest du pays.

"Nous prenons également des patientes traitées dans d'autres établissements, qui n'assurent pas de séances de chimiothérapie ou de thérapie ciblée",

a-t-elle précisé.

Le CAC d'Oran a enregistré, depuis le début de l'année 2021, quelque 135 nouveaux cas de cancer du sein, a-t-on fait savoir de même source, qui a ajouté que le nombre d'hospitalisations du jour concernant cette même pathologie s'élève à 17.700 patientes.

Mme Benatig a aussi fait savoir que l'établissement assure des réunions de concertation pluridiscipli-

naire (RCP) deux fois par semaine, pour discuter des cas traités, l'une au sein de l'établissement et d'autre au niveau du CHU d'Oran.

La CAC d'Oran a organisé, lundi, une journée de sensibilisation sur le cancer du sein, à l'occasion du mois "Octobre rose", au profit des familles de malades hospitalisées au niveau du centre, a-t-on relevé.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

LA COVID-19 DANS LE MONDE Au moins 4.902.638 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.902.638 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mardi.

Plus de 241.039.700 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensifica-



tion du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 6.079 nouveaux décès et 406.960 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 1.832 nouveaux morts, la Russie (1.015) et l'Ukraine (538). Les Etats-Unis

sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 726.201 décès pour 45.051.076 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 603.465 morts et 21.651.910 cas, l'Inde avec 452.454 morts (34.094.373 cas), le Mexique avec 284.477 morts

(3.758.469 cas), et la Russie avec 225.325 morts (8.060.752 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 606 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bosnie (341), la Macédoine du Nord (334), le Monténégro (324), la Bulgarie (321) et la Hongrie (315).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mardi à 10H00 GMT 1.509.528 décès pour 45.553.619 cas, l'Europe 1.357.248 décès (71.171.378 cas), l'Asie 857.875 décès (55.184.219 cas), les Etats-Unis et le Canada 754.765 décès (46.736.418 cas), l'Afrique 215.663 décès (8.440.647 cas), le Moyen-Orient 205.018 décès (13.726.516 cas), et l'Océanie 2.541 décès (226.910 cas).

Ce bilan a été révisé à partir de données collectées par des agences auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

TUNISIE Un décès supplémentaires et 47 nouvelles contaminations

Un (1) décès supplémentaires et 47 nouvelles contaminations par le coronavirus (soit un taux de positivité de 2,68%) ont été recensés dimanche en Tunisie, a rapporté lundi soir le ministère de la Santé.

Dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique dans le pays, le ministère a fait savoir que le nombre de décès totalisés depuis l'apparition du virus en Tunisie en mars 2020, s'est élevé à 25.100 morts.

Le nombre total de guérisons a atteint 684.512 personnes après le rétablissement de 109 malades, lit-on de même source.

Avec 10 nouvelles admissions enregistrées le même jour, le nombre de personnes hospitalisées dans des établissements de santé des secteurs public et privé a atteint 528 malades dont 131 se trouvent dans les services de soins intensifs et 47 sont placés sous respirateurs artificiels.

RUSSIE Saint-Petersbourg met en place des pass sanitaires face à la hausse des cas

La deuxième ville de Russie, Saint-Petersbourg, a annoncé lundi la mise en place progressive des pass sanitaires face à la hausse des nouvelles contaminations au coronavirus, l'épidémie étant en pleine explosion dans le pays sur fond de vaccination poussive et de restrictions limitées.

Ainsi, à partir du 1er novembre des QR codes seront nécessaires à Saint-Petersbourg pour accéder à des événements sportifs ou culturels réunissant plus de 40 personnes, a écrit lundi sur la messagerie Telegram le vice-gouverneur de cette ancienne capitale impériale russe, Boris Piotrovski.

Les QR codes sont délivrés aux personnes ayant reçu les deux doses du vaccin contre le Covid ou à celles ayant effectué un test PCR négatif de moins de 72 heures.

A partir du 15 novembre, cette mesure sera étendue aux piscines, centres de fitness, théâtres, cinémas, musées et cirques, et à partir du 1er décembre aux restaurants et aux magasins de Saint-Petersbourg.

Une exception sera faite pour les cafés des gares et des aéroports, ainsi que pour les pharmacies et les magasins de produits d'alimentation. Les autorités ont également recommandé à tous les employeurs de Saint-Petersbourg de mettre en place le télétravail à partir du 1er novembre. La Russie a enregistré lundi un record de contaminations au coronavirus ces dernières 24 heures pour le cinquième jour consécutif.

Selon le décompte officiel du gouvernement, 34.325 contaminations ont été recensées en 24 heures, un record depuis le début de la pandémie, et 998 morts.

Samedi, le pays avait passé pour la première fois la barre symbolique du millier de morts quotidiens dus au Covid-19 avec 1.002 décès.

La Russie est le pays le plus durement touché en Europe par le coronavirus.

Cette flambée intervient alors que 32% seulement des Russes sont pleinement vaccinés, selon les données officielles, sur fond de méfiance de la population envers les vaccins.

Le virus se répand également alors que les restrictions sanitaires gouvernementales sont très limitées, même si plusieurs régions ont réintroduit l'obligation de présenter des QR codes pour accéder à des lieux publics.

Le Kremlin, soucieux de préserver l'économie, s'est refusé à tout confinement à l'échelle nationale. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement comptabilise officiellement 224.310 décès, le chiffre le plus élevé en Europe.

L'institut des statistiques Rosstat, qui a une définition plus large des morts liées au coronavirus, fait lui état de plus de 400.000 décès.

APS

ROYAUME UNI Près de 50.000 nouveaux cas

Quelque 49.156 nouveaux cas de COVID-19 ont été enregistrés au Royaume-Uni au cours des dernières 24 heures, marquant la plus forte hausse quotidienne depuis la levée complète des règles de confinement en Angleterre il y a trois mois, selon des chiffres officiels publiés lundi.

Pour la sixième journée d'affilée, plus de 40.000 nouveaux cas ont été recensés en 24 heures au Royaume-Uni, où le nombre total de cas a atteint 8.497.868.

Le nombre de décès dus au coronavirus dans ce pays a augmenté de 45 pour s'élever à un total de 138.629. Ces chiffres ne

comptabilisent que les personnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier test positif. Quelque 7.097 patients atteints de la COVID-19 sont actuellement soignés en hôpital.

Ces nouvelles statistiques sont parues alors que Downing Street, interrogé sur la hausse des infections du coronavirus, a reconnu que l'hiver serait "difficile".

Le porte-parole officiel du Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré que Downing Street maintenait une "surveillance de très près" sur les nouvelles statistiques, suggérant cependant

que les nombres de cas, d'hospitalisations et de décès étaient "toujours globalement conformes" aux modélisations du gouvernement établies il y a quelques mois.

"Le programme de vaccination se poursuivra comme notre première ligne de défense, avec les nouveaux traitements, les dépistages et les conseils de santé publique", a déclaré le porte-parole.

Plus de 85% des personnes âgées de 12 ans et plus au Royaume-Uni ont reçu leur première dose de vaccin, et plus de 78% ont reçu leur deuxième dose, selon les dernières statistiques publiées.

NOUVELLE ZÉLANDE Un nombre record de nouveaux cas

La Nouvelle-Zélande a enregistré mardi un nombre record de cas de coronavirus depuis le début de la pandémie, le variant Delta obligeant l'archipel à abandonner sa stratégie "zéro Covid".

Les autorités sanitaires ont annoncé 94 nouveaux cas, un chiffre qui dépasse le précédent record de 89 contaminations enregistré en avril 2020, lors de la première vague de Covid-19. Le nombre de contaminations n'a pas cessé d'augmenter depuis l'appari-

tion mi-août du variant Delta, hautement plus contagieux, dans le pays.

Le foyer épidémique, qui se situe à Auckland, a contraint la Première ministre Jacinda Ardern à abandonner sa stratégie "zéro Covid" au profit d'une intensification de la campagne de vaccination.

La dirigeante de centre-gauche doit dévoiler vendredi un plan destiné à relâcher les restrictions une fois les objectifs de vaccination atteints.

Environ les deux-tiers de la population en âge d'être vaccinée l'ont été. "Nous savons que la vaccination fait déjà une grande différence sur le plan épidémique à Auckland, mais il en va de même pour les personnes qui suivent les mesures", a déclaré Mme Ardern à la presse.

Jusqu'à l'arrivée du variant Delta, l'archipel a été protégé de la pandémie, en raison notamment de strictes mesures aux frontières et d'une intense politique de

tracage, qui ont notamment permis aux Néo-Zélandais de profiter d'une vie quasi-normale. Cette politique a porté ses fruits, le pays n'enregistrant, depuis le début de la pandémie, que 28 décès sur une population de cinq millions d'habitants.

Mme Ardern a reconnu que le variant Delta a "changé la donne", la rapidité avec laquelle il se propage ne permettant pas de suivre les cas contacts, il est impossible de l'éliminer.

VACCIN

Le Sénégal réceptionne près de 300.000 doses de vaccins AstraZeneca

Le Sénégal a réceptionné lundi un lot de 298.700 doses de vaccins AstraZeneca, un don du gouvernement du Portugal par le biais du mécanisme Covax, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19.

Les doses de vaccins ont été officiellement réceptionnées au dépôt du Programme élargi de vaccination (PEV) à Dakar, en présence du Ministre sénégalais de la Santé et de l'Action sociale, M. Abdoulaye Diouf Sarr et du Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et à la Coopération du Portugal, M. Francisco André, et des partenaires

de COVAX, dont l'OMS et l'UNICEF.

"Cette livraison de 298.700 doses du vaccin AstraZeneca, dans le cadre de l'initiative Covax, permettra au Sénégal d'avancer sur le processus de vaccination et reflète les liens très forts entre nos deux peuples", a déclaré le secrétaire d'Etat portugais aux affaires étrangères et à la coopération, cité dans un communiqué de l'Unicef-Sénégal.

"Les vaccins nous permettent de nous rassembler, côte à côte-dans les écoles, les communautés et les lieux de culte.

Ils sont le meilleur espoir que nous

ayons pour mettre fin à la pandémie de Covid-19", a, pour sa part, affirmé Georges Gonzales, représentant adjoint de l'Unicef au Sénégal.

La facilité COVAX est un mécanisme de solidarité internationale mis en place au profit des pays à revenu faible et intermédiaire afin de leur assurer un accès équitable aux vaccins pour lutter contre la pandémie de la COVID-19.

A travers ce mécanisme, le Sénégal a déjà reçu plusieurs lots de vaccins des Etats-Unis, de la France, de la Chine, du Royaume-Uni, de la Belgique et maintenant du Portugal.

PARACÉTAMOL CONSOMMÉ TROP SOUVENT ET EN TROP GRANDE QUANTITÉ

L'acétaminophène ou paracétamol est l'analgésique le plus couramment utilisé, avec une consommation élevée de comprimés fortement dosés.

La surutilisation et le surdosage du paracétamol est en hausse et ce particulièrement en France, selon les résultats de deux études publiées dans la revue médicale le *British Journal of Clinical Pharmacology*.

Les chercheurs de l'Université de Pittsburgh et du Centre d'épidémiologie de la Stone University de Boston aux États-Unis ont demandé aux patients de tenir des agendas détaillés de leur consommation de paracétamol pendant 7 jours.

Les scientifiques ont découvert que 6,3% des utilisateurs de paracétamol dépassaient la dose quotidienne maximale de 4 grammes (4 000 mg) pour un adulte au moins une journée durant une semaine. La limite de 4 grammes a été obtenue sur 3,7% des jours où les participants ont pris des médicaments à base d'acétaminophène. Les probabilités de prendre plus de 4 grammes de paracétamol en une journée ont augmenté de 24% en saison de grippe. Cette augmentation était principalement attribuable à l'utilisation accrue de médicaments en vente libre pour traiter les symptômes du rhume et de la grippe.

"Il s'agit de la première étude qui analyse des données détaillées de la façon dont les consommateurs ont pris des médicaments contenant du para-



cétamol", a déclaré le Dr Shiffman. "Les résultats de l'étude suggèrent l'importance d'informer les consom-

mateurs sur l'acétaminophène et de les conseiller sur l'utilisation appropriée et des doses sûres de ces médica-

ments. "Il est particulièrement important de faire passer ce message pendant la saison du rhume et de la

grippe, car les gens peuvent être plus enclins à traiter les symptômes de la maladie avec des produits contenant de l'acétaminophène".

LA CONSOMMATION DU PARACÉTAMOL EN FRANCE

L'utilisation du paracétamol a augmenté en France de 53% entre 2006 et 2015, et les comprimés à 1000 mg de paracétamol (qui ne sont pas disponibles aux États-Unis) étaient les ceux les plus utilisés chez les adultes depuis 2008. Leur consommation a augmenté sur une période de 10 ans de 140%, alors que la celle du comprimé de 500 mg a diminué de 20%. La France se classait respectivement en première et troisième place pour la consommation de paracétamol et d'opioïdes. «La consommation d'analgésiques très répandue que nous avons documentée soulève le problème de la surutilisation et de l'abus, ainsi que de la dépendance aux opioïdes», a déclaré le Dr Cavalieri. "Il semble très utile de surveiller avec précision les profits des utilisateurs et les tendances de l'abus et de prendre des mesures préventives appropriées - telles que l'éducation des patients et des professionnels de la santé pour augmenter l'utilisation appropriée des médicaments et la détection précoce des abus".

ON PEUT MOURIR D'UNE INTOXICATION AU PARACÉTAMOL

La jeune femme de 22 ans décédée alors qu'elle avait appelé le Samu est morte d'une intoxication au paracétamol. Naomi Musenga, 22 ans, était décédée le 29 décembre dernier alors que son appel à l'aide n'avait pas été pris au sérieux par

une opératrice du Samu. Selon le Parquet de Strasbourg, la jeune femme serait décédée d'une intoxication involontaire au paracétamol : "Les éléments médicaux obtenus lesquels expliquent le décès de Naomi Musenga comme étant la

conséquence d'une intoxication au paracétamol absorbé par automédication sur plusieurs jours". Le paracétamol est souvent le premier médicament que l'on prend en cas de douleur, avant les anti-inflammatoires non stéroïdiens ou l'aspirine.

Mais il ne doit pas être consommé à la légère car à haute dose il peut se révéler toxique pour le foie. C'est d'ailleurs le surdosage de cet antidouleur qui est la première cause de greffe de foie après avoir provoqué une hépatite aiguë.

LE PARACÉTAMOL NUIT À LA FERTILITÉ

La prise de paracétamol pendant la grossesse nuit à la fertilité des jeunes filles.

Pendant la grossesse, les futures mères devraient s'abstenir de se soigner avec du paracétamol. Déjà reconnu comme facteur de risque du syndrome du spectre autistique, de l'augmentation chez les enfants des troubles cognitifs, du développement des troubles du comportement, il serait aussi mis en cause dans d'infertilité des jeunes filles, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Endocrine Connections*. Ces conclusions ont été obtenues sur des souris.

Les chercheurs du Copenhagen University Hospital au Danemark ont réalisé une méta-analyse avec 3 études portant sur des rongeurs recevant du paracétamol pendant la gestation, à des doses équivalentes à celles qu'une femme enceinte pourrait prendre pour le soulagement de la douleur.

Le paracétamol pendant la grossesse, facteur de risque d'infertilité

Les résultats de cette étude de grande ampleur ont révélé que l'exposition au paracétamol en-

traîne une réduction des follicules primordiaux, un cycle irrégulier, l'absence prématurée de corps jaune, ainsi qu'une fertilité réduite. Ces conclusions sont problématiques dans le monde occidental où l'âge de l'accouchement est continuellement retardé et parce que le paracétamol est recommandé pendant la grossesse pour la douleur et la fièvre.

"Bien que cela ne soit pas une atteinte grave à la fertilité, ces résultats restent très préoccupants car les données de trois études différentes ont toutes montré indépendamment que le paracétamol peut perturber le développement reproducteur féminin", a déclaré le Dr Kristensen. Il a ajouté qu'une étude plus approfondie était nécessaire pour établir les effets sur la fertilité humaine. L'utilisation à court terme du paracétamol est actuellement considérée comme sûre pendant la grossesse. "Les recommandations actuelles concernant l'utilisation du paracétamol pendant la plus courte durée nécessaire pour soulager la douleur pendant la grossesse ne devraient pas changer sur la base de cet article de revue", a déclaré le Dr Rod Mitchell, endocrinologue pédiatre consultant à l'Université d'Edimbourg.



ADVIL, DOLIPRANE ET ASPIRINE : COMMENT LES REPLACER NATURELLEMENT ?

Au mois de janvier, l'ibuprofène, l'aspirine et le paracétamol ne seront plus en accès libre en pharmacie. Voici 3 alternatives naturelles à essayer.

Ça y est, c'est acté : à partir du 15 janvier 2020, les médicaments à base de paracétamol, d'ibuprofène et d'aspirine ne seront plus en accès libre en pharmacie. Cela ne signifie pas qu'il faudra une ordonnance pour les obtenir : il sera toutefois nécessaire de les demander à son pharmacien...

"Ces médicaments sont sûrs et efficaces lorsqu'ils sont correctement utilisés, mais présentent des risques lors d'une utilisation inadéquate" souligne l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) dans un communiqué.

L'objectif ? Renforcer le rôle de conseil du pharmacien, et limiter les complications liées à la surconsommation de Doliprane®, Advil®, Nurofène®, Aspirine® ou encore Spedifen® : troubles rénaux, troubles cardiovasculaires...

ASPIRINE, IBUPROFÈNE ET PARACÉTAMOL : 3 ALTERNATIVES NATURELLES

Pour calmer un mal de tête : diluez 2 gouttes d'huile essentielle de menthe poivrée (*Mentha piperita* L. var *piperita*.) dans 1 c. à s. d'huile végétale (d'amande douce, par exemple). Massez-vous les tempes et le front avec ce mélange. Attention : un remède réservé à l'adulte, interdit aux femmes enceintes et allaitantes.

Pour faire baisser la fièvre : faites macérer 20 à 30 g de fleurs de reine-des-près (riche en salicylate fébrifuge) dans 1 L d'eau pendant toute une nuit et buvez cette macération dans la journée en y ajoutant un peu de miel. Ce remède convient aussi aux enfants.

Pour apaiser une douleur dentaire : réalisez un bain de bouche au thym (antiseptique et anti-inflammatoire) en faisant bouillir l'équivalent d'un verre d'eau et en y faisant infuser 1 c. à s. de thym séché pendant 10 minutes. Baignez vos dents 2 fois par jour minimum.

LE PARACÉTAMOL PENDANT LA GROSSESSE FAVORISERAIT LES TROUBLES DU COMPORTEMENT...

Les femmes enceintes ne devraient pas se soigner avec du paracétamol. Ce médicament augmenterait les risques de troubles de comportement chez l'enfant.

Pendant la grossesse, les futures mères devraient s'abstenir de se soigner avec du paracétamol. Déjà reconnu comme facteur de risque du syndrome du spectre autistique et de l'augmentation chez les enfants des troubles cognitifs, et d'infertilité des jeunes filles, il serait aussi mis en cause dans le développement des troubles du comportement, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Journal of American Medical Association-Pediatrics*.

Les chercheurs de l'université de Bristol (Royaume-Uni) ont réalisé une étude auprès de 7 800 femmes enceintes. Elles ont été suivies et interrogées sept ans plus tard sur le comportement de leur enfant.

Les chercheurs ont constaté que, comparativement aux femmes qui ne prenaient pas de paracétamol pendant la grossesse, elles avaient été confrontées à des problèmes de comportement chez leur progéniture.

LE LIEN ENTRE PARACÉTAMOL ET TROUBLE DU COMPORTEMENT PAS CLAIREMENT ÉTABLI

Les résultats de l'étude ont montré que les enfants des femmes enceintes qui ont été traitées avec du paracétamol augmentent leur risque de 42% de montrer des problèmes de conduite, de 31% d'être sujet à l'hyperactivité et de 29% de déclarer des problèmes émotionnels.

En réaction à cette publication, le Dr. Max Witznitzer, neurologue pédiatrique au Rainbow



Babies & Hôpital aux États-Unis a affirmé que « l'étude fournit des informations précieuses, mais qu'il était beaucoup trop tôt pour conclure que ce médicament est la cause des problèmes de comportement. Les mères de l'étude peuvent ne pas

avoir rapporté toutes leurs infections aux chercheurs, ou il pourrait y avoir eu d'autres problèmes qui pourraient expliquer pourquoi il y a une association entre la prise du médicament et des problèmes de comportement ».

... ET DES RETARDS DE LANGAGE CHEZ LES FILLES

Un retard de langage a été observé chez les filles dont les mères avaient pris du paracétamol pendant leur grossesse. Les mères qui prenaient du paracétamol pendant la grossesse ont donné naissance à des filles avec un retard de langage, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *European Psychiatry*. Des résultats qui n'ont pas été observé chez les garçons.

Les chercheurs de l'hôpital du Mont Sinai aux États-Unis ont réalisé une étude avec 754 femmes ayant pris du paracétamol entre la 8ème et la 13ème semaine de grossesse.

Les chercheurs ont demandé aux participantes de déclarer le nombre de comprimés de paracétamol pris et ont testé la concentration de ce médicament dans l'urine des femmes. La fréquence du retard de

langage, défini comme l'utilisation de moins de 50 mots, a été mesurée à la fois par l'évaluation d'une infirmière et par un questionnaire de suivi rempli par les participants pour leur enfant à 30 mois.

LA PARACÉTAMOL EN CAUSE DANS LE RETARD DE LANGAGE CHEZ LES FILLES

Le paracétamol a été consommé par 59% des femmes en début de grossesse. Le retard de langage a été observé chez 10% de tous les enfants de l'étude, avec des retards plus importants chez les garçons que chez les filles en général. Cependant, les filles nées de mères plus exposées, celles qui ont pris du paracétamol plus de six fois en début de grossesse, étaient près de six fois plus susceptibles d'avoir un retard de langage que les filles de mères

qui ne prenaient ce médicament. Ces résultats sont en accord avec les études rapportant une diminution du QI et des problèmes de communication accrues chez les enfants nés de mères qui ont utilisé trop de paracétamol pendant la grossesse.

«Compte tenu de la prévalence de l'utilisation prénatale du paracétamol et de l'importance du développement du langage, nos résultats suggèrent que les femmes enceintes devraient limiter leur consommation de cet analgésique pendant la grossesse», explique Shanna Swan. "Il est important pour nous de regarder le développement du langage, car il s'est avéré être prédictif d'autres problèmes neurodéveloppementaux chez les enfants."

LE PARACÉTAMOL ALTÈRE LA FONCTION MASCULINE

Le paracétamol pendant la grossesse nuirait à la fertilité masculine, réduirait le désir sexuel et favoriserait un comportement passif chez les rongeurs. Le paracétamol est populaire pour soulager la douleur. Mais si vous êtes enceinte, vous devriez réfléchir avant de prendre ce traitement, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Reproduction*.

En effet, sur un modèle animal, le paracétamol endommage réellement le développement des comportements masculins et nuit à la fertilité. Des études antérieures ont montré que le paracétamol peut inhiber le développement de l'hormone sexuelle masculine, la testostérone, chez les fœtus mâles, augmentant ainsi le risque de malformation des testicules chez les nourrissons. Or, un niveau réduit de testostérone au stade fœtal est

également significatif pour les comportements chez les hommes adultes.

RÉDUCTION MARQUÉE DU COMPORTEMENT MASCULIN

Pendant cette expérience, le dosage de paracétamol administré aux souris était très proche de la posologie recommandée pour les femmes enceintes.

La testostérone est l'hormone sexuelle masculine principale qui aide à développer le corps masculin et la programmation masculine du cerveau. Les comportements masculins observés chez les souris par les chercheurs impliquaient une agressivité envers d'autres souris mâles, la capacité de se reproduire et la nécessité d'un marquage territorial. Les souris sous paracétamol ont réagi beaucoup plus passivement que la normale pour ces

trois paramètres.

Après avoir observé les profils de comportement modifiés, le professeur Anders Hay-Schmidt, chercheur à l'Université de Copenhague au Danemark, a étudié les effets spécifiques d'un manque de testostérone sur le cerveau.

Les chercheurs ont démontré qu'un niveau réduit de testostérone signifie que les caractéristiques masculines ne se développent pas comme elles le devraient. Cela affecte également le désir sexuel. Dans cet essai, les souris exposées au paracétamol au stade fœtal n'étaient tout simplement pas capables de se reproduire de la même manière que les animaux témoins. La programmation masculine n'a pas été correctement établie lors de son développement fœtal, et les conséquences perdurent longtemps après à l'âge adulte. "La zone du cerveau qui contrôle le

désir sexuel, le noyau dimorphe sexuel, avait la moitié du nombre de neurones pour les souris qui avaient reçu du paracétamol. L'inhibition de la testostérone a également conduit à une réduction de moitié de l'activité dans une région du cerveau qui est significative pour les caractéristiques masculines", explique-t-il.

Parce que les essais sont limités à la souris, les résultats ne peuvent être transférés directement aux humains.

« Mais nous avons la certitude étant données les effets nocifs du paracétamol, qu'il serait inapproprié d'entreprendre les mêmes essais sur les humains, explique David Moberg Kristensen, chercheur au Département des sciences biomédicales à l'Université de Copenhague.

ANGOLA

Lutte contre le terrorisme : Erdogan assure le soutien de la Turquie à l'Angola

Le Président turc Recep Tayyip Erdogan en visite officielle en Angola, a réitéré lundi le soutien d'Ankara à Luanda dans la lutte contre le terrorisme. "Nous demeurerons aux côtés des autorités angolaises dans la lutte contre le terrorisme", a affirmé le Chef de l'Etat turc, lors d'un point de presse conjoint avec son homologue Manuel Gonçalves Lourenço, selon l'agence de presse, Anadolu, soulignant que ce pays d'Afrique centrale "avait déjà demandé des drones et des drones armés turcs".

NIGERIA

Attaque d'un marché dans le nord-ouest : le bilan s'établit à 43 morts

Quarante-trois personnes ont été tuées dimanche soir dans l'attaque d'un marché dans le nord-ouest de la Nigeria par des hommes armés, ont indiqué lundi soir les autorités locales qui avaient affirmé plus tôt que des "dizaines" de personnes avaient péri.

"43 personnes ont été confirmées mortes à la suite de l'attaque par des bandits du village de Goronyo dans l'Etat de Sokoto", a déclaré le porte-parole du gouvernement de Sokoto Muhammad Bello, dans un communiqué publié lundi soir.

Les assaillants ont attaqué dans la soirée le marché du village de Goronyo.

"C'était un jour de marché et il y avait beaucoup de commerçants", avait précisé le porte-parole.

Le nord-ouest et le centre du Nigeria sont depuis plusieurs années le théâtre de violences perpétrées par des groupes armés, appelés localement "bandits", qui attaquent les villages, volent du bétail, pillent et kidnappent contre le versement de rançons.

Il y a dix jours, au moins 19 personnes avaient été tuées dans l'attaque d'un marché dans un autre village de Sokoto, dans le district de Sabon Birni. Selon des sources, il s'agissait d'un attaque de représailles, alors que onze malfaiteurs avaient été tués dans un marché d'un village voisin par un groupe d'auto-défense qui combat ces groupes.

Depuis plusieurs semaines, des troupes de l'armée nigérienne conduisent une offensive terrestre et aérienne contre des camps de bandits situés dans l'Etat voisin de Zamfara.

Certains bandits qui ont réussi à échapper à cette opération militaire ont établi des camps dans les Etats avoisinants, comme Sokoto.

TCHAD

Le PNUD accorde une subvention de plus de 70 millions de dollars pour lutter contre le paludisme

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a octroyé un financement de 40 milliards de francs CFA (soit environ 70,9 millions de dollars américains) pour lutter notamment contre le paludisme, selon un accord signé lundi à N'Djamena par le ministre tchadien de la Santé publique, Abdoulaye Sabre Fadoul, et la directrice régionale du PNUD pour l'Afrique, Ahuana Eziakonwa.

"Une partie de cette subvention servira au financement de la prochaine campagne de distribution des moustiquaires imprégnées. Grâce à ces ressources, les femmes enceintes, ainsi que les enfants de moins de cinq ans auront un accès assuré aux traitements préventifs contre le paludisme", a déclaré M. Fadoul. La prévalence du paludisme au sein des communautés tchadiennes est de 40,9% et les personnes les plus vulnérables sont les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Au Tchad, cette maladie représente le premier motif de consultations et d'hospitalisations, et elle est également la première cause de décès dans les hôpitaux avec un taux de 39,33%, selon des données du ministère de la Santé.

LIBYE

Des émissaires de Sassou Nguesso en mission de "conciliation"

Le président congolais Denis Sassou Nguesso a dépêché lundi une mission de conciliation dans le conflit en Libye, au nom de l'union africaine (UA), dans la perspective de l'organisation de l'élection présidentielle prévue cette année, a-t-on indiqué de source officielle congolaise.

La délégation de l'UA a été mandatée par le président Sassou Nguesso pour "conduire en Libye une mission d'information, d'évaluation mais aussi de conciliation sur le processus devant mener à la tenue de l'élection présidentielle prévue à la fin de cette année", a déclaré Jean-Claude Gakosso, ministre congolais des Affaires étrangères. "Nous avons prévu de rencontrer tous les principaux acteurs de la scène politique

libyenne, les chefs religieux, les notables coutumiers et autres leaders d'opinion, de Tripoli à Benghazi en passant par Tobrouk et Misrata", a ajouté M. Gakosso, chef de la délégation qui est arrivée lundi à Tunis.

"Nous envisageons d'aller également à la rencontre des Libyens de la diaspora, au Caire et à Tunis", a-t-il encore ajouté. La délégation d'une dizaine de membres est composée notamment du direc-

teur de cabinet de la Commission de l'UA, Lebat Hacem, "le même qui avait conduit, les négociations ayant abouti au partage du pouvoir entre militaires et civils au Soudan", a expliqué M. Gakosso.

"A la fin de la mission, l'ensemble de la délégation se rendra à Brazzaville pour rendre compte au président Sassou Nguesso qui, lui, informera ses pairs de l'UA, mais aussi ses pairs du +groupe de Berlin+",

lors du sommet sur la Libye qu'organiserait le président français Emmanuel Macron, en marge du Sommet de Paris sur la Paix, le 12 novembre prochain", a-t-il indiqué.

Le président Sassou Nguesso dirige le Comité de haut niveau et le Groupe de contact de l'Union africaine sur la Libye plongée dans le chaos après la mort de son leader Mouammar Kadhafi évincé et tué lors du soulèvement dans le pays.

MALI

La situation du pays au centre des discussions entre la Cedeao et les autorités de transition

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les dirigeants maliens ont fait un état des lieux sur l'évolution de la transition et les démarches engagées jusqu'ici par les autorités au Mali, rapportent lundi des médias.

En visite de 24 heures à Bamako depuis dimanche, Nana Dankwa Akufo-Addo, s'est entretenu à huis clos avec le prési-

dent de la transition le colonel Assimi Goita, selon des médias maliens. Après une heure d'échanges, les deux chefs d'Etat ont rejoint les délégations pour faire un état des lieux sur les projets entamés par les autorités de la Transition.

Nana Akufo-Addo a été informé de la situation sécuritaire du pays, ont indiqué des sources citées par des médias.

Autres sujets abordés, la lutte contre la corruption, les efforts dans le cadre du recensement administratif pour un fichier électoral préalable à l'organisation

des élections générales. Après ces échanges, le Président ghanéen, Nana Akufo-Addo, a fait une brève déclaration à la presse officielle malienne : "J'ai été envoyé (pour) discuter avec le président de la Transition le Colonel Assimi Goita sur l'évolution de la Transition", a-t-il dit.

Le dirigeant ghanéen est porteur d'un message de ses homologues de la région pour évoquer avec la partie malienne les délais relatifs à la période transitoire et les engagements pris pour l'organisation des élections générales au Mali.

BURKINA FASO ET NIGER

Volonté de multiplier les efforts contre le terrorisme

Le président du Burkina Faso, Roch Marc Christian Kaboré et son homologue nigérien, Mohamed Bazoum ont réaffirmé lundi à Ouagadougou, leur volonté de multiplier leurs efforts pour lutter contre le terrorisme.

Les deux Chefs d'Etat ont tenu une séance de travail avec leurs délégations respectives sur la question sécuritaire notamment aux frontières des deux pays. "La zone des deux

frontières est une zone particulièrement animée ces derniers temps par des groupes terroristes en manque de base dans cet espace, et je pense qu'il est plus que jamais dans notre intérêt, que nous mutualisons nos moyens et que nous engagions une action décisive pour les empêcher de disposer de ces bases", a déclaré le président du Niger Mohamed Bazoum. Pour sa part, le chef de l'Etat burki-

nabè Roch Marc Christian Kaboré a souligné que l'un des axes de coopération qu'il faut renforcer est la question sécuritaire.

"Nous devons plus que jamais approfondir les synergies d'actions et mutualiser davantage nos efforts et nos forces en vue de vaincre le terrorisme à nos frontières communes", a-t-il déclaré.

"Il conviendrait d'examiner ensemble notre coopéra-

tion au sein des instances de lutte contre le terrorisme et de promotion de développement", et de tenir régulièrement les commissions mixtes qui permettent de suivre les décisions prises par les deux pays, a-t-il ajouté.

La visite de Mohamed Bazoum au Burkina est la première du genre, depuis son élection à la présidentielle nigérienne le 21 février dernier.

RÉPUBLICAINE CENTRAFRICAINE

Plus de trois millions de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence, selon l'ONU

Plus de trois millions de personnes ont besoin d'une assistance d'urgence en République centrafricaine, a indiqué, lundi à New York, le Représentant spécial des Nations Unies pour ce pays, Mankeur Ndiaye. "Le nombre de déplacés internes demeure à un niveau sans précédent depuis 2014 et 63 % de la population, soit une estimation de 3,1 millions de personnes ont besoin d'une protection et d'une assistance humanitaire d'urgence", a précisé M. Ndiaye devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

M. Ndiaye, qui est également le chef de la mission onusienne de paix pour le pays (MINUSCA), a toutefois relevé que la

République centrafricaine a franchi un palier "non négligeable" vers la stabilité institutionnelle. La République centrafricaine, a-t-il ajouté, a "réaffirmé son ancrage dans le processus de démocratisation avec la mise en place d'un nouveau gouvernement fin juin, à la suite des élections présidentielle et législatives réussies". Il a dans ce sens appelé les Quinze à "maintenir cet élan positif" en reconduisant le mandat d'assistance électorale de la MINUSCA pour approfondir le processus de décentralisation à travers la tenue d'élections locales dont les dernières remontent à 1988.

M. Ndiaye s'est également félicité de la

déclaration de cessez-le-feu du président de la République, Faustin-Archange Touadéra, le 15 octobre dernier, la qualifiant de "grande ouverture au dialogue" qui devrait amorcer la phase opératoire de la feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine, adoptée par la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) en septembre. "Il est donc impératif que tous les groupes armés et leurs leaders, sans exception, souscrivent sincèrement au processus de paix en exécutant de bonne foi toutes leurs obligations en vertu de l'Accord du 6 février et de la feuille de route conjointe", a souligné le chef de la MINUSCA.

ETHIOPIE

Un média d'Etat éthiopien confirme des frappes aériennes sur la capitale du Tigré

Un média d'Etat éthiopien a confirmé que les forces aériennes gouvernementales avaient lancé lundi des frappes sur des cibles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) dans la capitale de cette région, Mekele. L'agence Ethiopian Press a indiqué que les frappes avaient touché des infrastructures de communication utilisées à Mekele par les rebelles du TPLF, ajoutant que "les mesures pour empêcher des victimes civiles lors des frappes aériennes ont été appliquées avec succès". "Les frappes aériennes ont visé les tours et les équipements de média et communication

de la Network Security Agency (Insa) et ont été couronnées de succès", a précisé l'agence. Plus tôt dans la journée, un porte-parole du gouvernement éthiopien avait qualifié de "mensonge total" les informations faisant état de frappes aériennes à Mekele émanant de sources diplomatiques, humanitaires et médicale. Un responsable de l'hôpital Ayder, principal établissement de santé de la ville, Hayelom Kebede, a fait état de "trois morts" selon un premier bilan et de l'flux de "nombreuses victimes".

AFGHANISTAN

Les Etats Unis ne participeront pas aux pourparlers sur l'Afghanistan en Russie

Les Etats-Unis ne se joindront pas aux pourparlers concernant l'Afghanistan qui auront lieu en Russie et se dérouleront cette semaine, a annoncé, lundi, le département d'Etat américain.

"Nous ne participerons pas aux pourparlers à Moscou", a déclaré à la presse Ned Price, porte-parole du département d'Etat lors d'un point de presse. "La Troïka-plus a été un forum efficace et constructif.

Nous nous attendons à prendre part au forum à l'avenir, mais nous ne sommes pas prêts à le rejoindre cette semaine".

M. Price a précisé que les Etats-Unis étaient dans l'impossibilité de prendre part aux discussions en raison de difficultés logistiques, ajoutant que la partie américaine soutenait toutefois ce processus.

Entretiens, le secrétaire d'Etat Antony Blinken a annoncé plus tard dans la journée que le représentant spécial



pour la réconciliation afghane Zalmay Khalilzad était en train de quitter ses fonctions et qu'il serait remplacé par son adjoint

Thomas West. Le départ de M. Khalilzad, envoyé spécial pour l'Afghanistan sous les administrations Donald Trump et Joe

Biden, intervient moins de deux mois après le retrait des Etats-Unis du pays. L'envoyé spécial russe pour l'Afghanistan Zamir Kabulov a dit vendredi dernier que la Russie avait invité les Etats-Unis à participer aux prochains pourparlers sur l'Afghanistan à Moscou, qui se concentreraient sur la reconstruction après le conflit et l'assistance humanitaire. La Russie a invité les représentants des Talibans à prendre part à la réunion prévue pour le 20 octobre.

Les consultations en "format de Moscou" sur l'Afghanistan avaient été lancées en 2017 en s'appuyant sur le mécanisme de consultation de six parties entre les représentants de la Russie, de

TCHÈQUE

Le président tchèque incapable d'assurer ses fonctions (président du Sénat)

Le président tchèque Milos Zeman est incapable d'assurer l'exercice de ses fonctions en raison de son état de santé, et le parlement doit se préparer à voter le transfert de ses pouvoirs selon la Constitution, a déclaré lundi le président du Sénat tchèque.

"L'hôpital militaire universitaire maintient que le président Milos Zeman est incapable d'exercer ses fonctions en raison de son état de santé", a déclaré Milos Vystrel, citant la réponse écrite de l'hôpital à une requête du Sénat. M. Zeman, 77 ans, a été

hospitalisé le 10 octobre, au lendemain des élections législatives. Son absence, alors que le président est chargé par la Constitution de nommer le nouveau chef de gouvernement, bloque l'issue de ce scrutin qui a vu le Premier ministre sortant, le milliardaire populiste Andrej Babis, perdre d'une courte tête face à deux coalitions rassemblant cinq partis libéraux, centristes et de droite.

"Compte tenu de la nature de sa maladie, le pronostic de long terme concernant son état de santé est vu comme très incertain", a

ajouté le président du Sénat. "La possibilité qu'il reprenne l'exercice de ses fonctions dans les semaines à venir est considérée comme peu probable", a-t-il ajouté.

M. Vystrel a estimé qu'il était temps de "discuter de quand et comment serait activé l'article 66 de la Constitution", qui autorise le parlement à déclarer le président "incapable d'exercer ses fonctions" et à transmettre ses pouvoirs au Premier ministre sortant et au président de la chambre basse du nouveau parlement, qui nommera le prochain chef de gouvernement.

UKRAINE

Visite du ministre américain de la Défense

Le chef du Pentagone Lloyd Austin est arrivé mardi en Ukraine pour des négociations sur l'aide militaire américaine à Kiev.

M. Austin doit s'entretenir avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky et son ministre de la Défense, Andriy Taran.

Fin août, ces derniers s'étaient retrouvés à Washington, où le président Joe Biden avait réitéré sa promesse de soutenir Kiev face à la Russie, tout en restant évasif sur la question très délicate de l'Otan, que l'Ukraine veut rejoindre. Le chef d'Etat ukrainien était reparti avec la pro-

messe de 60 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire, sous la forme en particulier de dispositifs de missiles anti-char Javelin. Lundi, une partie de cette aide a bien été livrée à Kiev. Elle doit renforcer l'armée en guerre contre des séparatistes. Ce conflit dure depuis plus de sept ans et a fait plus de 13.000 morts.

Lors de sa visite à Kiev, Lloyd Austin doit aussi évoquer un approfondissement des réformes de l'armée ukrainienne, de son industrie militaire, et un renforcement du contrôle par des institutions civiles dans ce secteur, a indiqué un haut responsable amé-

ricain. "Le gouvernement ukrainien s'est engagé à faire avancer ces réformes", a affirmé ce responsable, soulignant que le Pentagone donne "une haute priorité" aux discussions de mardi. La lutte contre la corruption et la quête d'une meilleure gouvernance sont des revendications portées par les Occidentaux depuis des années. Ces réformes sont censées mener à une collaboration renforcée avec l'Otan, à laquelle l'Ukraine souhaite adhérer.

Européens et Américains ont jusqu'ici montré peu d'entrain à accélérer l'intégration ukrainienne.

M. Austin effectue actuelle-

ment une visite autour de la mer Noire.

Il s'est déjà rendu lundi en Géorgie, une autre ex-république soviétique souhaitant rejoindre l'Otan. Il se rendra ensuite en Roumanie, déjà membre de l'Alliance.

Selon Joe Biden, depuis 2014, les Etats-Unis ont alloué 2,5 milliards de dollars d'aide aux forces armées ukrainiennes, dont plus de 400 millions rien qu'en 2021.

Mais les Américains ont exprimé à plusieurs reprises leur frustration face à la corruption persistante et la bureaucratie au sein de l'armée ukrainienne.

ETATS UNIS

La mairie de New York retire une statue de Thomas Jefferson pour son passé

La municipalité de New York a approuvé lundi le retrait de la statue de Thomas Jefferson, un des pères fondateurs des Etats-Unis, qui préside depuis plus d'un siècle la salle de son conseil, en raison de son passé esclavagiste.

Une commission du conseil municipal a adopté à l'unanimité le principe du retrait de Jefferson, qui fut également un des auteurs de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Il détenait dans sa plantation de Virginie plus de 600 esclaves. Il a eu six enfants d'une de ces esclaves. Le retrait de la statue était demandé depuis plusieurs années par des conseillers municipaux

latinos et noirs, et la statue devrait désormais rejoindre une salle de la société historique de la ville de New York. Troisième président américain, "Jefferson représente certaines des pages les plus honteuses de la longue et nuancée histoire de notre pays", a expliqué la conseillère municipale new-yorkaise afro-américaine Adrienne Adams. Le débat sur la présence de cette statue dans la salle du conseil de la mairie de New York avait été relancé avec le mouvement Black Lives Matter, né du décès de l'afro-américain George Floyd, asphyxié sous le genou d'un policier blanc en mai 2020 à Minneapolis.

BIRMANIE

Une foule devant les prisons après l'annonce d'une amnistie par l'armée

De nombreux Birmans se pressaient, mardi, devant les prisons dans l'espoir que leur proche soit l'un des milliers de détenus politiques que la junte, confrontée à une pression internationale croissante, a promis de libérer. Nwet Nwet San est venu attendre son fils, un soldat qui a fait défection, devant la tristement célèbre prison d'Insein à Rangoun. "Il est détenu depuis huit mois. J'espère qu'il fait partie de la liste" des amnisties, confiait-il aux médias après des heures d'attente. "Je suis déjà venue hier, mais mon mari arrêté en février n'est pas sorti. Je vais peut-être le voir aujourd'hui", soupire Kyi Kyi, ouvrière dans une usine.

Lundi, l'armée, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 1er février contre le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi, a annoncé la libération à l'occasion de la fête bouddhiste de Thadingyut de 5.636 personnes, arrêtées lors des manifestations massives qui ont secoué le pays après le putsch. La fête débute mardi pour trois jours.

CORÉE DU NORD

La Corée du Nord a lancé un missile balistique (Séoul)

La Corée du Nord, poursuivant une série de tests commencée il y a quelques semaines, a lancé un missile balistique, qui aurait été tiré par un sous-marin, a annoncé mardi l'armée sud-coréenne.

"Notre armée a détecté un missile balistique à courte portée non identifié, il s'agirait d'un SLBM (missile balistique stratégique mer-sol, ndlr) tiré par la Corée du Nord", selon un communiqué des chefs d'état-major.

Le missile a été lancé depuis Sinpo vers la mer à l'est de la péninsule, ont-ils ajouté.

"Les services de renseignement sud-coréens et américains procèdent à une analyse minutieuse afin d'obtenir des détails supplémentaires", ont poursuivi les chefs d'état-major. Sinpo est une ville portuaire de l'est du pays où se situe un important chantier naval.

Des images satellites y ont montré la présence de sous-marins. Le Nord s'efforce actuellement de mettre au point le lancement d'un missile balistique depuis un sous-marin (SLBM), il a déjà procédé à un lancement depuis un engin immergé. Pyongyang, doté de l'arme nucléaire, a récemment effectué plusieurs tests, notamment un missile à longue portée, une arme tirée depuis un train et un missile présenté comme hypersonique par la Corée du Nord, suscitant l'inquiétude de nombreuses nations. La semaine dernière, lors d'une exposition consacrée à la défense, un immense missile balistique intercontinental (ICBM), dévoilé l'an passé lors d'un défilé militaire, a été présenté.

CHILI

Violences lors de la commémoration du soulèvement social de 2019

Des milliers de personnes se sont rassemblées lundi dans plusieurs villes du Chili pour commémorer le deuxième anniversaire du soulèvement contre les inégalités sociales, au cours d'une journée qui s'est terminée par des pillages et des débordements violents.

Des barricades, des attaques contre un poste de police et le pillage de certains magasins dans plusieurs villes ont assombri cette journée de rassemblement massive.

Selon un rapport préliminaire du gouvernement, au moins 30 personnes ont été arrêtées et cinq policiers blessés.

La police a estimé qu'entre "8.000 et 10.000 personnes" ont arpenté la Plaza Italia dans la capitale Santiago, d'où est partie en octobre 2019 la révolte qui a fait plus de trente morts.

A l'automne 2019, cette place, rebaptisée par les manifestants "Place de la dignité", avait été pendant des semaines l'épicentre des manifestations dans la capitale. "Il y a encore des choses à réclamer (...) c'est pour cela que les gens manifestent", a indiqué Pablo, un barbier de 22 ans, qui n'a pas souhaité donner son nom.

Alameda, l'avenue principale de la capitale, a été fermée, et les magasins et immeubles de bureaux ont bloqué leurs portes avec des clôtures métalliques. Les manifestations se sont poursuivies dans la nuit, avec des feux de joie dans certaines rues et sur les marches du Cerro Santa Lucia, l'une des promenades du centre de la capitale.

Un poste de police à Puente Alto, une commune ouvrière du sud de Santiago, a été attaqué avec des pierres. En passant devant le palais présidentiel de La Moneda, à 2 km de la Plaza Italia, les manifestants, jeunes pour la plupart, ont scandé des slogans contre le gouvernement de droite de Sebastian Piñera. A Santiago, la police a dispersé lundi à coup de gaz lacrymogènes des manifestants qui avaient mis le feu à des barricades.

Un magasin et un restaurant ont été pillés, selon les médias locaux. Au moins 5.000 policiers ont été mobilisés dans tout le Chili. Le gouvernement a condamné les violences provoquées "par un groupe de délinquants". "Cet après-midi, nous avons assisté à une manifestation massive sur la Plaza Italia, mais nous avons également assisté à une série d'actions violentes", a déclaré le ministre de l'Intérieur Rodrigo Delgado depuis le palais présidentiel de La Moneda.

"Rien ne justifie cette violence et nous la condamnons. Nous sommes beaucoup plus nombreux à vouloir vivre en paix", a-t-il ajouté.

PARUTIONS

"Le Hirak et les armes silencieuses", dernière publication de Benali Saci

Dans sa nouvelle publication intitulée "Le Hirak et les armes silencieuses", l'universitaire Benali Saci propose des bases théoriques d'analyse politique en plus d'explorer et d'expliquer certains mécanismes utilisés pour détourner l'opinion et manipuler les masses populaires.

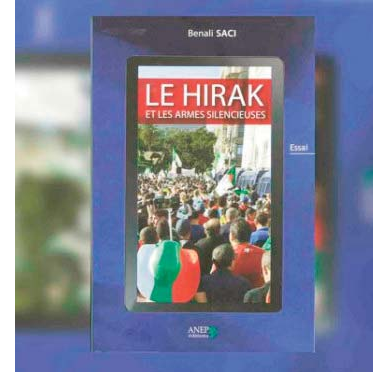
Paru récemment aux éditions Anep, cet essai de 125 pages isole de manière académique ce que l'auteur définit comme "armes silencieuses utilisées pour renverser ou attiser des situations en temps de guerre ou de paix" en expliquant comment ces méthodes ont été utilisées en Algérie ou ailleurs. L'auteur évoque des stratégies de manipulation sur la base d'un "document attribué à l'idéologue et philosophe américain Noam Chomsky" faisant état de mécanismes comme "la stratégie de distraction",

"infantiliser le public", ou encore "faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion". Benali Saci aborde également les différentes formes de désinformation et de manipulation de l'information en expliquant ces procédés et en énumérant les exemples les plus criards dans les médias internationaux.

L'universitaire propose également des bases d'analyse des mouvements de contestation populaires sur le plan sémiologique et des notions théoriques de politique interne et internationale pour

aider le lecteur dans son analyse de l'actualité. Benali Saci explique également dans sa publication la différence entre la "démocratie représentative", qu'il estime être un héritage colonial très répandu dans le continent africain, et la "démocratie participative" fondée sur un partage de l'exercice du pouvoir et le renforcement de la participation des citoyens dans la vie politique. Un concept de "démocratisation de la démocratie" auquel aspire, selon l'auteur, le mouvement populaire, Hirak

du 22 février 2019, l'auteur met en avant le civisme impressionnant des manifestants et parle d'un "cas d'école (...) qui pourrait devenir contagieux (...) et renverser des démocraties représentatives boiteuses", en citant des déclarations d'officiels européens. Diplômé de l'École nationale d'administration option sciences économiques et financières, Benali Saci est également titulaire d'un doctorat en sciences politiques et relations internationales et auteur de deux essais sur la géopolitique.



Sihem Cheriet présente son livre "Jouz'oun mina tarikh, Kissat zaoujaine"

L'écrivaine Sihem Cheriet de la wilaya de Tébessa a présenté, lundi, son dernier livre "Jouz'oun mina tarikh, Kissat zaoujaine" (Une partie de l'histoire...vie d'un couple) dans lequel elle relate la biographie de ses parents les moudjahidine Zaâra Athmani et Hadj Ali Cheriet. Au cours d'une séance, tenue en marge de la 12^e édition des journées littéraires de Tébessa, coïncidant avec la commémoration du 60^e anniversaire de la journée nationale de l'émigration, l'écrivaine a présenté sa dernière publication, parue aux éditions Kalama, relatant en 112 pages l'histoire de la lutte de ses défunts parents, chacun à sa manière, pour le recouvrement de la

souveraineté nationale. Dans la première partie de son livre, l'auteure évoque la vie de sa mère, Zaâra Athmani (1934-2013), qui fut la première enseignante à Tébessa à l'époque coloniale et qui avait rallié, dès son jeune âge, l'association des oulémas musulmans algériens et reçu toute l'attention et l'appui du cheikh Larbi Tebessi, qui avait mis un point d'honneur à faire de Zaâra une enseignante à l'école "Al Tahdib" à l'époque. Zaâra Athmani, surnommée "Saidati" faisait de son mieux pour apprendre aux enfants algériens les règles et les principes de la langue arabe, en dépit des intimidations qu'elle subissait par l'occupant français. L'ouvrage "Jouz'oun

mina tarikh, Kissat zaoujaine" traite dans sa deuxième partie, appuyée de photos et de témoignages vivants, le parcours de lutte du défunt moudjahid Hadj Ali Cheriet (1923-2020), qui avait participé à plusieurs batailles aux côtés des révolutionnaires contre l'armée coloniale française afin de recouvrer la souveraineté nationale. L'écrivaine a souligné que le défunt moudjahid, Hadj Ali Cheriet souhaitait que ses témoignages vivants sur les batailles auxquelles il avait pris part soient une source pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de la glorieuse Révolution libératrice, mais il a été rappelé à Dieu avant la parution du livre. De nombreux

écrivains et poètes, dont Slimane Djouadi, Mohamed Lakhdar Djouini, Mohamed Nahal, Tayeb Abadlia, Saker Djemouai, Badreddine Nadji et d'autres, ont fait part à l'APS, de leur admiration de cette œuvre littéraire et historique qui relate le parcours de ces deux moudjahidine qui se sont sacrifiés pour l'indépendance de l'Algérie. La 12^e édition des journées littéraires de Tébessa, ouverte samedi sous le slogan "Min El Alam Ila el Amal" a été clôturée lundi avec une cérémonie à l'occasion du Mawlid Ennaboui et un hommage rendu à plus de 85 écrivains et poètes présents, venus de nombreuses wilayas du pays.

ARCHÉOLOGIE

Mila : découverte d'un cimetière antique à Ouled Khelouf

Un cimetière antique a été découvert dans la localité de Mellaha dans la commune d'Ouled Khelouf (wilaya de Mila) au cours des travaux de pose d'une canalisation d'eau potable, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la culture et des arts. Le cimetière comprend quatre tombeaux, dont la technique de construction et l'orientation constatées lors de l'inspection du site indiquent leur appartenance à une époque ancienne, a indiqué Lezghad Chiaba, chef du service du patrimoine culturel à la direction de wilaya de la culture et des arts. Les sépultures ont été découvertes à 50 centimètres de profondeur à proximité de ruines romaines signalées dans l'Atlas archéologique de l'Algérie de 1911, a ajouté le même cadre.

Le site a été découvert suite à des travaux de pose d'une canalisation d'eau potable sous l'égide de l'Agence nationale des barrages et transferts et a été signalé par la brigade de la

Gendarmerie nationale d'Ouled Khelouf à la direction de la culture qui a procédé à son inspection en date du 3 octobre, a-t-on précisé de même source. "Les travaux de creusement ont endommagé "entièrement" ces tombeaux laissant seulement certains fragments et des ossements, dont une partie d'un maxillaire inférieur et un fémur, rendant difficile la datation", a ajouté le chef du service patrimoine culturel. Cette découverte vient s'ajouter à la liste des biens culturels immobiliers de la wilaya, a affirmé M. Chiaba, relevant qu'une enquête a été ouverte pour non-dénonciation de destruction de tombes en vertu de la loi 04/08 sur la protection du patrimoine culturel. La commune d'Ouled Khelouf compte plus de 20 sites figurant sur la liste des biens culturels immobiliers de la wilaya de Mila, a-t-il précisé, soulignant que cette découverte archéologique est la troisième du genre effectuée depuis le début de l'année en cours.

CINÉMA

Disney reporte la sortie de films Marvel et du 5^e "Indiana Jones"

Le géant américain du divertissement Disney a annoncé lundi le report de plusieurs mois de la sortie de films des studios Marvel et a repoussé d'un an celle du cinquième épisode d'"Indiana Jones", toujours avec Harrison Ford. Depuis l'irruption de la pandémie de Covid-19 au printemps 2020, l'entreprise a plusieurs fois adapté le calendrier de sortie de ses films aux énormes budgets. Cet échéancier scruté par les fans dans le monde entier a encore été actualisé lundi par Disney qui a retardé les films, malgré la réouverture cette année des salles de cinéma aux Etats-Unis, en Europe ou en Asie. Ainsi, le futur épisode de la série des studios Marvel "Doctor Strange" ("In the Multiverse of Madness") a été repoussé de mars à mai 2022. De même pour le prochain "Thor" ("Love and Thunder") de mai à juillet de l'année prochaine. Un report de trois mois également pour le nouveau "Black Panther"

("Wakanda Forever") de juillet à novembre 2022. Enfin, la suite de "Captain Marvel" ("The Marvels") ne sortira qu'en février 2023 au lieu de novembre 2022. Deux autres films Marvel, prévus en juillet et octobre 2023, ont carrément été supprimés du calendrier. Aucune explication n'a été donnée par Disney. Surtout, la sortie très attendue du cinquième opus de la célèbre série des "Indiana Jones" - dont le premier épisode créé par George Lucas, réalisé par Steven Spielberg et interprété par Harrison Ford remonte à 1981 - a été repoussée d'un an, du 29 juillet 2022 au 30 juin 2023. Outre la star américaine Harrison Ford, 79 ans cette année, ce nouvel épisode, à l'intrigue gardée secrète, est réalisé par James Mangold, avec notamment les acteurs danois Mads Mikkelsen, allemand Thomas Kretschmann, américano-guyanais Shaunette Renée Wilson et espagnol Antonio Banderas.

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville
Office de Promotion et de Gestion Immobilière de HUSSEIN DEY

AVIS D'ADJUDICATION N° 10

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière D'Hussein dey, met en adjudication su plus offrant par soumission cachetée du droit de la location de locaux à usage Commercial réalisés, en accompagnement du programme des 57 logements publics localités Schaoula sis dans la commune de Schaoula
cette adjudication est ouverte à toute personne physique, de nationalité Algérienne ou morale de droit algérienne
une caution de soumission de deux cent mille (200,000,00) dinars est exigée pour chaque local pour lequel le soumissionnaire postule
le cahier des charges est à retirer, contre paiement de la somme de Cinq mille (5 000,00) Dinars auprès de l'Annexe de l'OPGI d'Hussein Dey sis au 11, Rue Lahcene Mimouni, place el Wisam el madani ex 1^{er} mai, Sidi M'hamed - Alger- Bureau N° 18
la visite des lieux peut se faire à compter de la parution du présent avis
l'offre accompagnée des pièces obligatoires énumérées dans le cahier des charges, est à présenter sous double enveloppes anonymes et portant les seules indications suivantes:

ADJUDICATION N° 10

Office de Promotion et de la Gestion Immobilière d'Hussein Dey

Cité Amirouche Bt D Hussein dey

A ne pas ouvrir

Cette enveloppe principale abritera une ou plusieurs enveloppes contenant la ou les offres par local
la date limite de dépôt des offres est fixée à 20 jours -midi à compter de la première parution de cet avis
L'ouverture des plis s'effectuera le jour coïncidant avec la date limite de dépôt des offres à 14 h
NB : les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de soixante (60) jours
Cité 57 logements publics localités Schaoula sis dans la commune de Schaoula

Bat	N° du local	Surface	Mise A Prix
A1	1	113,56	13 627 200,00
A1	3	30,01	3 601 200,00
D1	1	60,82	7 298 400,00
DM1	2	62,43	7 491 600,00
D2	1	62,20	7 464 000,00
D>	2	62,03	7 443 600,00

5G EN ALGÉRIE

Préparer un écosystème préalable à l'introduction de cette technologie (opérateurs)

L'introduction de la 5G en Algérie doit "nécessairement" être précédée d'un écosystème favorable à cette nouvelle technologie, ont affirmé lundi à Alger des opérateurs activant dans le domaine des télécommunications.



"Avant d'introduire la 5G en Algérie, il faut d'abord préparer un écosystème adapté pour avoir accès à cette nouvelle technologie qui promet un saut technologique en matière de connectivité par rapport à la 4G", a indiqué le directeur général d'Ericsson Algérie, Yacine Zerrouki, lors d'un débat sur le thème "Que prévoit l'Algérie pour la 5G", tenu en marge de la 2ème édition du Salon du digital, technologie et IoT (Digitech 2021). Pour lui, les conditions nécessaires au déploiement de la 5G, "qui ne peut se faire avant 2023", sont d'abord la libération des fréquences, l'augmentation de la bande passante internationale et une couverture 4G appréciable du territoire national et qui constituera le socle de cette nouvelle technologie. Il a expliqué qu'Ericsson commercialise déjà des équipements "5G ready" et ce, depuis 2016, l'objectif étant de réduire son temps de déploiement quand la décision sera prise par les autorités algériennes.

De son côté, le représentant de Nokia Algérie, Karim Hadjarab, a fait savoir

que le taux de pénétration de la 5G dans le monde est actuellement "très faible" variant entre 2 à 3%, soulignant l'impérative pour l'Algérie de préparer d'abord le terrain à la 5G à travers la mise en place d'un écosystème adéquat, avant de se lancer dans cette nouvelle technologie. "Il faut d'abord mettre en exergue les besoins et préparer les utilisateurs par des explications avant de penser à déployer la 5G", a-t-il dit, notant que la 5G a été conçue pour satisfaire les besoins croissants de communication de tous les usagers notamment du secteur économique.

La 5G offre le très haut débit garanti et une faible latence qui vont bouleverser les usages, constituant ainsi une rupture technologique par rapport aux générations précédentes (4G, 3G et 2G) et permet de connecter plusieurs technologies (le cloud, l'intelligence artificielle, l'IoT-Internet des objets et la réalité virtuelle/augmentée) pour mieux répondre aux nouvelles attentes des clients et aux défis des marchés, a-t-il expliqué.

Pour sa part, le

représentant de Huawei Algérie, Abderrahmane Tekfi, a souligné l'importance de commencer par vulgariser le concept de la 5G en organisant des formations expliquant cette technologie, ajoutant que Huawei coopère avec plusieurs universités en Algérie dans le cadre du programme ICT Académie dans l'objectif de vulgariser ce concept. "La 5G est un accélérateur en matière économique et apporte beaucoup d'opportunités pour le gouvernement et les entreprises créatrices de valeurs ajoutés", a indiqué le responsable de Huawei dont l'entreprise a commencé le développement de la 5G en 2009, couronnée par une solution complète en 2012 et qui possède 11 références mondiales dans la 5G. Pour le représentant de l'opérateur de la téléphonie mobile, Nacereddine Mayout, il faut d'abord amortir l'investissement dans le cadre du déploiement de la 4G lancée en 2016 en Algérie pour ensuite penser à introduire la 5G.

"Toutes les plateformes sont migrables vers la 5G. On peut les adapter à la 5G", a-t-il ajouté.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET L'URBANISME ET DE LA VILLE

Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'Illizi
Cite 50/90 Z.H.U - ILLIZI
NIF : 0001 33019000 852

DEUXIÈME (02) AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

N° 008/2021

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'Illizi lance un deuxième avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour le : Parachèvement de 25/65/115 logements publics locatifs, d'une surface habitable 66.30 m², du programme du secteur éducation nationale année 2008, Pos 12, commune de Djanet.

Les entreprises intéressées et qualifiées catégorie II ou plus- activité principale ou secondaire Bâtiment, peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la direction générale de l'office - département maîtrise d'ouvrages -D.M.O-contre paiement de la somme 5.000,00 DA représentant les frais de reproduction, à partir de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens de la presse nationale ou dans le B.O.M.O.P.

1. Durée de préparation des offres :

La durée de préparation des offres est fixée à 20 jours à compter de la première date de parution du présent avis d'appel d'offre dans les quotidiens de presse nationale ou dans le B.O.M.O.P.

2. Présentation des offres :

Les offres doivent comporter : un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière . Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet du présent appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière » et sont mises dans une autre enveloppe cachetée et strictement anonyme qui devra porter uniquement la mention suivante:

A
MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'O.P.G.I DE LA WILAYA D'ILLIZI

« A NOUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES »

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N°008/2021

«Projet :parachèvement de 25/65/115 logements publics locatifs, d'une surface habitable 66.30 m², du programme du secteur éducation nationale année 2008, Pos 12, commune de Djanet.»

3. Contenu de l'offre :

3.1. Dossier de candidature:

- Déclaration de candidature remplie, datée portant la signature et le cachet du soumissionnaire.
- Déclaration de probité remplie, datée portant la signature et le cachet du soumissionnaire.
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires, ou le cas échéant des sous-traitants.

* A- capacités professionnelles :

-Certificat de qualification et de classification

* B- capacités financières :

Moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années et les références bancaires.

*C- capacités Techniques : les moyens humains et matériels et références professionnelles.

- Une liste détaillée des moyens humains accompagnée des attestations d'affiliation à la CNAS année courante, pour chaque employé, et copies des diplômes pour les cadres
- Une liste détaillée du matériel établie par huissier de justice pour l'année courante, et copie des cartes grise pour le matériel roulant avec les certificats d'assurances en cours de validités .
- Références professionnelles: certificats de bonne exécution des travaux établis par des maîtres d'ouvrages (sociétés publics) projets réalisés durant les 10 dernières années

Important : Toutes les pièces doivent être en cours de validité le jour d'ouverture des plis.

3.2. Offre technique:

- déclaration à souscrire remplie, datée avec signature et cachet.
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15-247 du 16/09/2016 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- le cahier des charges rempli, signé et cacheté, portant à la dernière page, la mention manuscrites "lu et accepté" ; cachet et signature du gérant ou personne habilité.
- planning de réalisation portant signature et cachet.

3.3. Offre financière :

- la lettre de soumission renseignée, datée portant signature et cachet.
- le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli, portant signature et cachet.
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) rempli, portant signature et cachet.

Remarque :

- Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine.
- Pour plus de détails sur le contenu de l'offre, les candidats doivent se référer au contenu et exigences définies dans le cahier des charges.

4. Dépôt des offres : La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres correspondant au 20^{ème} jour à compter de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP. L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 13H00. Les offres doivent être déposées auprès du secrétariat de la direction générale de l'office sis à l'adresse sus-citée.

5. Ouverture des plis : L'ouverture des plis aura lieu le même jour de dépôt des offres à 14H00 au siège de la direction générale de l'office salle de réunion. Si ce jour correspond à un jour férié ou de repos légal, l'ouverture aura lieu, le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Le présent avis d'appel d'offre tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour y assister.

6. Durée de validité des offres : Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 110 jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens de la presse nationale ou dans le BOMOP.

Le Directeur Général

HANDISPORT-MONDIAUX DE JUDO POUR SOURDS

La sélection nationale en stage de préparation à Alger

La sélection algérienne de judo pour sourds effectue son quatrième stage de préparation (12-22 octobre) au centre sportif de Souidania (Alger), en prévision des Mondiaux prévus en France du 26 au 30 octobre, a indiqué lundi l'entraîneur national Ouidir Mohand Ouelhadj.

Trois judokas, concernés par cette compétition mondiale, prennent part à ce stage de préparation. Il s'agit de Mohamed Lamine Sahraoui (-100 kg), Mohamed Bettahar (-81 kg) et Youstra Bensalah (-52 kg).

Selon le coach national, les judokas algériens "ambitionnent, à la faveur de la préparation effectuée, arracher des places au podium et honorer les couleurs nationales dans ce rendez-vous mondial". D'autre part, l'Algérie est appelée à prendre part à la compétition "Special olympique" prévu au Brésil du 14 au 15 mai 2022 dans quatre disciplines: judo, karaté, athlétisme et escrime. Evoquant les difficultés que rencontre son équipe, l'entraîneur Ouidir a mis l'accent sur "le manque de moyens matériels auquel est confrontée la



Fédération des sourds d'Algérie par rapport aux autres Fédérations.

J'estime que la catégorie des

sourds mérite d'être accompagnée et de bénéficier de moyens au même titre que la Fédération algérienne handisport et les au-

tres instances". "Je sais bien que ce sont les résultats qui déterminent les bénéficiaires de subventions financières. Mais, sans soutien préalable, il sera difficile de réaliser des résultats probants. Toutefois, nous nous efforçons de réaliser des résultats positifs dans les prochains rendez-vous pour prouver notre détermination", a-t-il ajouté. "Nous avons bénéficié d'un accompagnement de la part du ministère de tutelle qui nous a facilité l'accès au Centre national de regroupement et de préparation des équipes nationales, en vue de notre quatrième stage de préparation. J'espère que cet accompagnement se poursuivra, en prodiguant des encouragements aux athlètes et en leur accordant leurs dus gelés depuis 2017".

HALTÉROPHILIE (CHAMPIONNAT NATIONAL)

Lancement d'une plate-forme numérique pour faciliter l'inscription des athlètes participants

La direction de l'organisation et des compétitions de la Fédération algérienne d'haltérophilie (FAH) envisage la mise en place d'une plate-forme numérique afin de faciliter l'opération des inscriptions des athlètes participants au Championnat national (cadets, juniors et séniors), prévu à Mostaganem du 25 au 30 décembre prochain, a-t-on appris mardi, auprès de l'instance fédérale. "La fédération travaille sur une plate-forme numérique qui sera lancée dans les jours à venir et qui permettra d'inscrire les haltérophiles qualifiés au prochain Championnat

d'Algérie de Mostaganem (décembre 2021).

C'est une première dans la discipline", a écrit l'instance fédérale sur sa page facebook. L'instance fédérale a indiqué que l'application de la plate-forme numérique constitue un contrôle efficace de la base des données des sportifs inscrits à son niveau et dans toutes les catégories. C'est également une concrétisation des recommandations du ministère de la jeunesse et des sports (MJS), qui a souligné à plusieurs reprises, la nécessité d'accélérer la numérisation dans le secteur, et dans ce cadre, plusieurs

formations centrales ont été organisées.

"Les inscriptions sur cette plate-forme numérique seront à la disposition des ligues de wilaya pour restreindre les athlètes de tous les clubs impliqués via la plate-forme numérique de la fédération. Cela permet et garantit des facilités supplémentaires aux clubs participants, tout en assurant un contrôle central de la base de données, et delà, les questions d'organisation liées au prochain championnat national et à toutes les compétitions organisées par la fédération à l'avenir", a conclu la fédération.

RUGBY - TEST-MATCHES DE L'AUTOMNE

Les Sud-Africains sans plusieurs joueurs-cadres en Europe (Entraîneur)

La sélection sud-africaine de rugby, championne du monde en titre, se rendra en Europe pour les test-matches de l'automne sans Cheslin Kolbe, Faf de Klerk, RG Snyman et Frans Malherbe, selon la liste de 32 joueurs, dévoilée mardi par le sélectionneur Jacques Nienaber.

L'ailier de Toulon Cheslin Kolbe (genou), le demi de mêlée de Sale Faf de Klerk (hanche), le deuxième ligne des Honda Heat RG Snyman (genou) et le pilier des Stormers Frans Malherbe (cou) sont tous blessés. Egalement absents de cette liste, Pieter-Steph du Toit et Ryhndard Elstadt sont, eux, insuffisamment remis de leurs blessures respectives à une épaule et une cheville.

"C'est toujours dommage de perdre des joueurs sur blessure, mais nous avons suffisamment de profondeur dans notre effectif pour composer. Et ce sont des joueurs qui ont déjà tout prouvé au plus haut niveau", a expliqué le sélectionneur Nienaber, qui a convoqué deux bizuths : le colossal deuxième ligne Salmaan Moerat, ancien capitaine des espoirs sud-africains, et le demi de mêlée des Sharks, Grant Williams.

Le deuxième ligne de Toulon Eben Etzebeth h, le talonneur de Bègles-Bordeaux Joseph Dweba ainsi que les Montpellierains Colbus Reinach et Handre Pollard ont, eux aussi, été appelés. "Cette tournée va être passionnante et pleine de défis", a encore assuré Nienaber. "On va s'appuyer sur le noyau dur de joueurs, qui a joué un rôle essentiel dans la série contre les Lions britanniques et irlandais, puis lors du Rugby Championship", a-t-il ajouté. Les Sud-Africains passeront quelques jours en France, afin d'éviter une quarantaine stricte en arrivant au Royaume-Uni, où ils disputeront trois tests-matches en novembre. Ils débiteront contre le pays de Galles, puis l'Ecosse et enfin l'Angleterre. Selon la fédération sud-africaine, les Springboks doivent arriver le week-end prochain à Paris.

AP3

JO-2022 D'HIVERS DE PÉKIN

La flamme olympique transmise aux organisateurs

La flamme olympique a été transmise mardi à Athènes aux organisateurs des JO-2022 de Pékin, avant de rejoindre la Chine. Lors d'une cérémonie organisée au Stade panathénaique, le président du comité olympique hellénique Spyros Kapralos a remis la torche olympique au vice-président du comité d'organisation Pékin-2022 Yu Zaiqing qui a ensuite allumé une lanterne rouge aux couleurs des JO-2022. "La flamme olympique va voyager jusqu'à la Grande Muraille et à travers d'autres parties de la Chine, apportant avec elle la lumière de la paix et de l'amitié", a déclaré Yu Zaiqing lors de cette cérémonie retransmise par le Comité international olympique (CIO). "La Chine a pour ambition d'organiser des Jeux sûrs et splendides", a-t-il ajouté. La flamme olympique s'enverra ensuite pour la Chine où elle doit arriver mercredi à 10h00 locales (02h00 GMT). La veille, la flamme a été allumée par les rayons du soleil sur les ruines du temple antique d'Héra à Olympie, berceau des Jeux de l'Antiquité. Pour la seconde fois consécutive et la troisième de son histoire des JO modernes, cette cérémonie traditionnelle s'est tenue à huis clos en raison de la pandémie de Covid-19, comme pour les JO-2020 de Tokyo. Les JO-2022 auront lieu du 4 au 20 février. Pékin deviendra à cette occasion la première ville dans l'histoire olympique à organiser des Jeux d'été (2008) et d'hiver.

MONDIAUX-2021 DE GYMNASTIQUE

Les Françaises Héduit et Serber en finale du concours général

L'équipe de France aura avec Carolann Heduit et Celia Serber deux représentantes dans la finale du concours général des Championnats du monde de gymnastique après la seconde journée des qualifications disputée mardi à Kitakyushu (Japon). Heduit a terminé à la 8e place des qualifications avec un total de 52,765 points, tandis que Serber a pris la 18e place (50,499 pts). Elles participent respectivement à 17 et 18 ans à leurs premiers Championnats du monde. La finale du concours général est programmée jeudi. En l'absence de la plupart des meilleures mondiales, notamment de l'Américaine Simone Biles, la Russe Angelina Melnikova a dominé les qualifications (57,065 pts), devant deux Américaines, Leanne Wong et Kayla di Cello. Aucune Française ne s'est en revanche qualifiée pour une finale par appareil. En saut, Coline Devillard qui pouvait viser la finale, voire le podium, a terminé 10e des qualifications avec le statut de deuxième réserviste. La championne d'Europe 2017 de la spécialité a été créditée de 13,450 points.

BADMINTON-FÉDÉRATION ALGÉRIENNE

Les membres du BF appellent à une AG extraordinaire

Les membres du bureau fédéral de l'instance algérienne de badminton ont déploré, dans une correspondance adressée au ministère de la Jeunesse et des Sports, "la situation de blocage dans laquelle se débat leur Fédération", appelant dans ce sens à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire pour "examiner la situation".

Selon des documents remis à l'APS, les huit membres du bureau fédéral avaient interpellé d'abord le Directeur général des sports au MJS, puis le ministre Abderrazak Sebtag, demandant notamment "la convocation d'une assemblée générale extraordinaire pour trouver une issue à la situation de blocage qui caractérise la Fédération de badminton". Les huit membres fédéraux sont: Mohamed Sabih, El Khier Barkat, Saber Meribout, Ismail Kaci, Said Mahdjoub, Adel Hebila, Salim Mazri et Sihem Benhabria. Selon eux, l'une des raisons de leur appel à la tenue d'une AG extraordinaire est "la non adoption du procès-verbal de la première réunion du bureau fédéral tenue le 5 avril 2021, alors que la seconde réunion était non réglementaire du fait de l'absence du secrétaire-général". Selon la même source, lors de la troisième réunion du bureau fédéral, le 23 mai 2021, les membres avaient émis des accusations contre le président Zemmouchi, comme "la prise de décisions aléatoires et unilatérales, et des dépassements, ce qui nous a poussé à appeler à la tenue d'une AG extraordinaire".

Les membres du BF ont alors interpellé le ministre de la Jeunesse et des Sports, à travers une correspondance dans laquelle ils ont évoqué divers griefs dont la situation financière de la Fédération. En ce qui concerne l'aspect administratif, les membres de l'AG ont indiqué que "les décisions prises lors de la première réunion n'ont pas été consignées dans le procès verbal et aucune décision n'a été appliquée. Ce qui s'est également produit lors de la 2e et 3e réunions". Les membres ont également indiqué qu'ils n'avaient reçu aucun procès verbal des trois réunions. En outre, selon leur plainte, le président Zemmouchi s'est porté candidat pour intégrer la Confédération africaine sans les prévenir et la correspondance adressée au ministère sur cette candidature s'est effectuée après avoir postulé au poste du bureau exécutif de l'instance continentale. Ce qui a augmenté leur ressentiment, selon le même document, c'est la plainte déposée par le président de l'instance au niveau l'inspectio n générale du MJS les accusant d'avoir évoqué "des questions sans fondement".

Zemmouchi refuse de s'attaquer aux problèmes fédéraux pour éviter de affecter le moral de la sélection

Selon le document, dont l'APS détient une copie, les huit membres du bureau fédéral auxquels s'ajoutent sept Ligues de wilaya et quatre clubs, ont demandé la tenue d'une assemblée générale extraordinaire. Il convient de noter que ces membres se dissocient également des décisions prises par le président de la Fédération.

De son côté, Zemmouchi a refusé d'aborder les problèmes internes de la Fédération pour éviter d'affecter le moral des athlètes de la sélection nationale, qui s'apprennent à participer aux Championnats d'Afrique en Ouganda, après une participation honorable aux Mondiaux disputés au Danemark. "S'attaquer aux problèmes de la Fédération durant une période de compétitions va affecter le moral des athlètes, mais je répondrai aux membres du bureau fédéral plus tard. Maintenant, je suis concentré sur la préparation de nos sélections nationales, féminine et masculine, en vue du prochain rendez-vous continental", a-t-il déclaré à l'APS. Mohamed Moncef Zemmouchi avait été élu président de la Fédération algérienne de badminton pour le mandat olympique 2021-2024, en mars dernier, en remplacement de Amin Zoubiri.

FOOT - LIGUE 1 (2021-2022)

La succession du CRB est ouverte

Dix-huit clubs de la Ligue 1 de football seront sur la grille de départ de la saison 2021-2022, dont les trois coups seront donnés vendredi, dans une saison qui pourrait être marquée par le retour progressif des supporters, après 19 mois d'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19.

Deux mois après la fin d'une saison 2020-2021 marathon, les joueurs de l'élite vont de nouveau retrouver l'ambiance des terrains, où chaque club sera sur les starting-blocks pour un objectif précis.

Le fait marquant de cette nouvelle édition c'est la baisse du nombre de clubs de la Ligue 1, passant de 20 à 18, une décision prise par la Fédération algérienne (FAF) dans le cadre de la réforme des compétitions nationales. Avec un calendrier à 34 journées, les équipes du palier supérieur vont devoir de nouveau puiser dans leurs ressources, notamment physiques, pour pouvoir terminer une autre saison qui s'annonce longue et harassante.

Favoris, on prend les mêmes et on recommence

Comme à l'orée de chaque exercice, les favoris en puissance pour le sacre final sont les mêmes, ceux qui se sont renforcés qualitativement durant l'intersaison, en attendant la réalité du terrain. Si le CR Belouizdad, tenant du titre, l'ES Sétif, l'USM Alger, ou encore le MC Alger, présentent des arguments valables, aussi bien sur le plan de l'effectif que des moyens financiers et matériels, il n'en demeure pas moins qu'ils pourraient être bousculés par d'autres clubs, dits outsiders, capables de bousculer une hiérarchie déjà en place.

Le CR Belouizdad, qui a réussi à préserver son titre, aura certainement du mal à rééditer son exploit et confirmer sa suprématie, d'autant que la concurrence sera très rude. Privé des services de son maître à jouer Amir Sayoud, parti rejoindre cet été la formation saou-



dienne d'Al-Ta'ee, le Chabab semble déjà en difficulté avant même le début du championnat, en témoigne les deux défaites concédées jusque-là en Ligue des champions, dont la dernière essuyée samedi à Abidjan face à l'ASEC Mimosas (3-1), dans le cadre du 2e tour préliminaire (aller) de l'épreuve reine. Contrairement au Chabab, dont le staff technique a été changé avec l'arrivée du Brésilien Marcos Paqueta, en remplacement du Serbe Zoran Manojlovic, l'ES Sétif, vice-champion d'Algérie, avec toujours le technicien tunisien Nabil Kouki aux commandes, abordera cette saison avec l'intention de reconquérir un titre qui fuit son palmarès depuis 2017.

La JS Saoura, qui s'est de nouveau invitée sur le podium la saison dernière (3e), figure parmi les favoris, alors que le club phare de Béchar a réussi à préserver l'ossature de son effectif, en confiant la barre technique à l'entraîneur tunisien Kais Yaâkoubi. D'autres clubs sont pressentis également pour disputer le leadership, tels que le MC Alger et le CS Constantine, qui ont enregistré l'arrivée à la barre technique respectivement de Chérif Hadjar et du Tunisien Khaled Ben Yahia.

L'USM Alger n'est pas en

reste, puisqu'elle se présente dans la peau d'un favori, d'autant que l'actionnaire majoritaire Serport n'a pas lésiné sur les moyens. La direction du club algérois a tenu d'abord à apporter des changements sur le plan administratif avec la nomination de l'ancien joueur du club Hocine Achiou en tant que nouveau directeur sportif, et de confier le secrétariat général à Sid Ali Yahiaoui (ex-FAF et LFP, ndlr). Sur le plan technique, l'entraîneur français Denis Lavagne, auteur d'une saison presque sans-fautes sur le banc de la JS Kabylie, a rejoint les «Rouge et Noir» dans l'objectif de jouer le titre. Pour leur part, le MC Oran, l'Olympique Médéa, ou encore la JS Kabylie, voudront jouer les trouble-fête et tenter d'aller bousculer les ténors.

Les promus pour se frayer un chemin

Les deux promus, le HB Chelghoum-Laïd et le RC Arbaâ, auront à cœur de se frayer un chemin parmi les «grands», même si leur tâche s'annonce difficile.

«El-Hilal», qui a fait appel aux services du doyen des entraîneurs algériens Meziane Ighil, a fait son marché des transferts dans les divisions inférieures, échouant

en même temps à préserver son buteur maison Ismail Yadadene, parti au MC Oran. L'apprentissage du HBCL parmi l'élite s'annonce dur, en égard du manque d'expérience de ses joueurs, appelés à puiser dans leur ressources pour faire face aux cadors. Le RCA, qui a retrouvé la Ligue 1 cinq saisons après sa relégation, fera en sorte d'éviter les erreurs du passé, sous la conduite de l'entraîneur Hakim Boufenara. Les deux promus, qui ont assuré l'accession au terme d'un tournoi des barages, aborderont la nouvelle saison avec comme principal objectif de jouer pour le maintien.

La Paradou AC, toujours dirigé sur le banc par l'entraîneur Si Tahar Chérif El-Ouezzi, reste capable du meilleur comme du pire, idem pour l'ASO Chlef, qui a opté pour la stabilité en renouvelant sa collaboration avec le technicien Samir Zaoui. Par ailleurs, parmi les 18 entraineurs sur la grille de départ, 7 sont étrangers (4 Tunisiens, 2 Français, et 1 Brésilien, ndlr). Même si les forces en présence s'annoncent déséquilibrées entre les 18 clubs de Ligue 1, rien n'indique à première vue que la logique sera respectée, tant le championnat national a souvent réservé son lot de surprises.

FOOT - ALGÉRIE (COVID-19)

«Le comité scientifique favorable au retour des supporters dans les stades» (Pr. Mehiaoui)



Le Pr. Riyad Mehiaoui, membre du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19, a déclaré lundi que son organisme est favorable au retour des supporters dans les stades, 19 mois après l'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19 et à moins d'une semaine du coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique 2021-2022.

«Le comité scientifique n'est pas contre l'idée de la réouverture des enceintes sportives aux supporters, d'autant que nous traversons une situation épidémiologique assez clémente. Seulement, nous devons rester vigilants et en même temps inciter la population d'aller se vacciner, car nous n'avons pas encore atteint l'immunité collective», a déclaré à l'APS le Pr. Mehiaoui.

Interrogé dimanche par l'APS, le président par dérogation de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a déclaré que son instance n'avait encore reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour des supporters dans les gradins.

«Chaque supporter doit se munir d'une carte de vaccination pour pouvoir entrer au stade. La réouverture des stades pour le public est du ressort exclusif des pouvoirs publics, seuls habilités à prendre une telle décision», a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner: «Nous avons entendus la récente déclaration du sélectionneur national Djamel Belmadi, à travers laquelle il souhaitait le retour des supporters en vue du match décisif face au Burkina Faso (le 14 novembre à Blida, ndlr). Maintenant si tout se passerait comme on le souhaite, avec un contrôle sanitaire strict, le Comité scientifique n'a aucune objection pour un retour des supporters dans les stades, comme nous avons été favorables d'ailleurs à la réouverture de plusieurs espaces publics».

Le Pr. Riyad Mehiaoui a tenu à préciser qu'aucune décision «officielle» n'a encore été prise dans ce sens: «Il n'y a rien encore d'officiel. Je pense que la semaine prochaine, il y aura du nouveau. Les recommandations du Comité scientifique seront prises en considération. Nous devons sensibiliser les gens pour aller se vacciner, une manière de se protéger soi-même et protéger son entourage».

Enfin, le Pr. Mehiaoui a tenu à mettre en exergue l'importance de la vaccination, pour pouvoir entrer dans un stade: «Ce sera difficile de faire respecter la distanciation sociale dans une enceinte sportive. Donc, la vaccination est la seule solution pour un retour à la normale dans nos stades», a-t-il conclu. En septembre dernier, le ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) avait annoncé le retour du public aux stades et salles de sport, sur présentation du pass sanitaire, en vue de la nouvelle saison sportive 2021-2022.

«En rappel de la décision du Premier ministre du 13 septembre relative à l'allègement du protocole sanitaire et dans le cadre de la reprise des activités sportives et de jeunesse, il a été décidé la réouverture des infrastructures sportives, publiques et privées, ainsi que la reprise des activités et compétitions dans toutes les disciplines, sous condition du strict respect du protocole sanitaire tel que préconisé par les autorités publiques pour faire face à la propagation de la pandémie du Coronavirus», avait indiqué un communiqué du MJS.

FOOT - LIGUE DES CHAMPIONS (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE / RETOUR) - CRB Paqueta augmente la charge de travail

L'entraîneur du CR Belouizdad, le Brésilien Marcos Paqueta a décidé d'augmenter la charge de travail à partir de ce mardi, pour bien préparer le match «retour» du deuxième tour préliminaire de la Ligue des Champions, prévu dimanche prochain à Bologhine, face aux Ivoiriens de l'ASEC Mimosas, contre lesquels il s'était incliné (3-1) à l'aller. Le double champion du monde avec les U17 et les U20 du Brésil est passé en effet à un programme biquotidien, avec une première séance dans la matinée, alors que la deuxième est

prévue en soirée, à partir de 19h00 (heure algérienne), à l'Ecole supérieure de l'hôtellerie, sise à Ain Bénian (Alger-Ouest). Les Rouge et Blanc étaient rentrés d'Abidjan l'avant-veille, et Paqueta avait commencé par leur accorder une journée de repos, pour les aider à bien récupérer de ce long voyage. La reprise des entraînements s'est donc faite lundi, suivant un programme relativement léger, car le Brésilien ne voulait pas «trop brusquer» ses joueurs, surtout que cette situation aurait pu générer des blessures. Le Chabab, dou-

ble champion d'Algérie en titre est domicilié habituellement au stade du 20-Août 1955 d'El Anassers, mais n'y disposant pas d'éclairage nocturne, il a décidé de recevoir l'ASEC à Bologhine. Malgré la lourde défaite au match aller, Paqueta s'est dit «optimiste» pour une éventuelle qualification à la phase des poules, motivé essentiellement par le but à l'extérieur, inscrit par le défenseur Sofiane Bouchar au match aller et qui comptera double en cas d'égalité parfaite entre les deux antagonistes à l'issue du match «retour».

FOOTBALL - LIGUE 2 AMATEUR

12 ans après, Yahia Chérif de retour au RC Kouba

L'attaquant Sid-Ali Yahia Chérif s'est engagé avec son club de cœur le RC Kouba, après son départ il y a 12 ans, a annoncé lundi le club de Ligue 2 amateur de football. Le club algérois a indiqué que Yahia Chérif (36 ans) a signé pour une saison après son départ de la JS Souara, où il évoluait depuis quatre saisons. Après avoir quitté le RCK en 2009, le chouchou de la galerie koubéenne a évolué dans plusieurs clubs algériens: la JS Kabylie (2009-2011), le MC Alger (2013-2014), la JSM Béjaïa (2014-2015) et le CR Belouizdad avec qui il a remporté la Coupe d'Algérie en 2017. Il a également eu une courte expérience en Ligue 2 française avec le club d'Istres (2011-2013). Lors de la 1ere journée de la Ligue 2 amateur, prévue le 26 octobre, le RC Kouba sera opposé à l'ES Ben Aknoun.

APS

FOOT - CAN-2022 FÉMININE (ÉLIMINATOIRES /1^{RE} TOUR - ALLER) ALGÉRIE - SOUDAN

Les Algériennes pour prendre option

L'équipe nationale de football (dames), affrontera ce mercredi son homologue soudanaise, au stade Omar-Hamadi (18h00), avec l'objectif de prendre option sur la qualification au 2^e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Maroc, à l'occasion de la première manche.



Face à un adversaire qui ne figure pas parmi les ténors du continent, les joueuses de la sélectionneuse Radia Fertoul, auront à cœur de l'emporter sur un score réconfortant, dans l'objectif d'aborder la seconde manche, prévue mardi 26 octobre au stade Omdurman (19h00), en toute sérénité. En vue de cette double confrontation face au Soudan, le staff technique national a fait appel à 21 joueuses, dont 12 évoluant en France. Il s'agit de la première sortie des Algériennes, un mois et demi après leur participation à la Coupe arabe des nations, disputée au Caire (Égypte).

Lors de ce rendez-vous arabe, la sélection algérienne avait été éliminée en demi-finale, après sa défaite devant la Tunisie (2-2, aux t.a.b : 3-4). Emmenée par l'expérimentée Naïma Bouhenni (Affak Relizane), l'équipe nationale devra rester vigilante face à une équipe

soudanaise, qui se déplacera à Alger avec l'intention de créer l'exploit. Pour rappel, les Algériennes ont entamé dimanche un stage bloqué, où elles ont pris leurs quartiers à l'hôtel New Day à Hussein-Dey (Alger). Deux séances d'entraînements sont au programme : la première s'est déroulée lundi au stade du 20-Août-1955, alors que la seconde aura lieu ce mardi au stade Omar-Hamadi à partir de 19h30.

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien pour diriger cette rencontre, conduit par Dorsaf Ganouati, assistée de ses compatriotes Houada Afine et Rahma Alouini. La quatrième arbitre sera la Tunisienne Asma Chouchane. En cas de qualification, l'équipe nationale algérienne sera opposée au 2^e et dernier tour (14-23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du

Le programme

Centrafrique - Cameroun	14h00
Erythrée - Burundi	14h00
Mozambique - Afrique du Sud	14h00
Ouganda - Ethiopie	14h00
Sao Tomé-et-Principe - Togo	14h00
Tanzanie - Namibie	14h00
Zimbabwe - Eswatini	14h00
Egypte - Tunisie	15h00
Malawi - Zambie	15h00
Congo - Gabon	15h30
Kenya - Soudan du Sud	16h00
Libéria - Sénégal	16h00
Nigeria - Ghana	16h00
Guinée-Bissau - Mauritanie	16h30
Niger - Côte d'Ivoire	16h30
Angola - Botswana	17h00
Burkina Faso - Bénin	17h00
Djibouti - Rwanda	17h00
Sierra-Léone - Gambie	17h00
Mali - Guinée	17h30
Algérie - Soudan	18h00
Guinée-équatoriale-RD Congo	18h00

NB : La seconde manche se jouera les 25 et 26 octobre.

FOOT - CAN-2022 FÉMININE (ÉLIMINATOIRES /1^{RE} TOUR - ALLER) ALGÉRIE - SOUDAN

La Tunisienne Dorsaf Ganouati au sifflet

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral tunisien, conduit par Dorsaf Ganouati, pour diriger le match Algérie - Soudan, prévu mercredi au stade Omar-Hamadi (18h00), comptant pour le premier tour (aller) des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 féminine, dont la phase finale aura lieu au Maroc. Ganouati, sera assistée de ses compatriotes Houada Afine et Rahma Alouini. La quatrième ar-

bitre sera la Tunisienne Asma Chouchane, alors que la Commissaire au match est la Marocaine Khadidja Rezzag. Par ailleurs, la sélection nationale féminine, dirigée sur le banc par Radia Fertoul, a entamé dimanche un stage de préparation, où elle a pris ses quartiers à l'hôtel New Day à Hussein-Dey (Alger). Les coéquipières de Wassila Allouache (CFA Akbou), effectuent ce lundi après-midi (17h00) leur première séance d'entraînement au stade

du 20 août-1955. L'entraînement du mardi 19 octobre aura lieu cette fois au stade Omar-Hamadi (ex-Bologhine) partir de 19h30. La seconde manche se jouera le mardi 26 octobre au stade Omdurman (19h00). En cas de qualification, l'équipe nationale sera opposée, au 2^e et dernier tour (14 - 23 février 2022), au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

ANGLETERRE

Le sponsoring des clubs par leur propriétaire temporairement interdit

La Premier League a voté en faveur d'une interdiction temporaire des contrats de sponsoring entre les clubs et leur propriétaire, après l'arrivée comme actionnaire principal du fonds souverain saoudien PIF à Newcastle, rapportent les médias britanniques mardi. La mesure, prévue pour durer un mois, le temps de permettre des discussions sur une modification pérenne des règles, a reçu le soutien de 18 des 20 clubs de l'élite anglaise, lors d'une réunion d'urgence

organisée lundi soir. Selon le Guardian, Newcastle a voté contre et Manchester City --dont le sponsor maillot et du stade est la compagnie aérienne Etihad, propriété du gouvernement Emirati-- ont voté pour le propriétaire de City-- s'est abstenu. Les deux clubs ont mis en doute la légalité de cette décision, précisent les journaux. Beaucoup de clubs redoutent que des contrats de sponsoring passés avec des compagnies saoudiennes permettent à Newcastle de contour-

ner les règles du fair-play financier édictées par la Premier League qui n'autorisent que 105 millions de livres (120 M EUR) de pertes cumulées sur trois ans. La semaine dernière, le propriétaire de Leeds, Andrea Radrizzani, avait plaidé pour un renforcement de ces règles pour s'assurer que tous les clubs «jouent le même jeu».

La Premier League avait donné son feu vert le 7 octobre à la reprise des Magpies par un consortium d'investisseurs, au terme

de laquelle le fonds saoudien PIF contrôle 80% du capital. La Premier League avait indiqué avoir reçu des garanties que le Royaume d'Arabie saoudite se tiendrait à l'écart de la gestion du club. Le gouverneur du PIF Yassir Al-Rumayyan avait assisté dimanche au premier match de son club, une défaite 3-2 contre Tottenham qui le laisse à une délicate 19^e place après 8 journées et toujours à la recherche de son premier succès cette saison.

FOOT/ FIFA

Arsène Wenger explique la consultation sur l'avenir du football

Le directeur du développement du football mondial, Arsène Wenger, a détaillé, mardi sur le site de la FIFA, la consultation actuellement menée par la Fédération internationale (Fifa) sur les propositions relatives à l'avenir du football et le calendrier international des matches. «Je réfléchis aux moyens d'améliorer le football de demain. Le calendrier international des matches organise l'équilibre entre le football de clubs et les sélections nationales, en fixant un certain nombre de dates durant lesquelles les joueurs représentent leurs pays. L'équilibre est actuellement de 80/20 et nous ne souhaitons pas le modifier. Néanmoins, le format actuel

est obsolète, il ne fonctionne plus», a indiqué le technicien français. Le sélectionneur de l'équipe nationale, Djamel Belmadi, a reçu une invitation pour prendre part à une visio-conférence organisée mardi et jeudi par la Fifa au profit des entraîneurs nationaux, sur les propositions relatives à l'avenir du football. La Fifa a invité de nombreux acteurs du football à formuler leurs commentaires, leurs points de vue et leurs idées sur l'avenir de la discipline. En effet, l'instance dirigeante du football mondial veut encourager le débat sur l'amélioration du calendrier. L'ancien entraîneur d'Arsenal se dit ouvert à toutes les propositions sur l'amé-

lioration du calendrier. Il fixe des suggestions déjà à l'étude, parmi lesquelles : «la réorganisation du calendrier des équipes nationales autour de périodes moins nombreuses mais plus longues afin de réduire les déplacements pour les joueurs, optimiser les performances et de simplifier le calendrier pour les supporters. Cette solution permettrait d'organiser des compétitions finales en juin, sans augmenter le nombre de matches annuels, et la mise en place une période de repos annuelle obligatoire pour les joueurs». «Ce sont mes propositions pour l'avenir du football. Mais nous sommes évidemment prêts à étudier les

idées et les points de vue des autres acteurs pour faire en sorte que le calendrier réponde aux attentes de tout le monde», conclut Wenger. La Fifa a annoncé ce lundi qu'elle allait organiser des visioconférences mardi et jeudi pour recueillir le «point de vue» des sélectionneurs des équipes nationales masculines sur la réforme du calendrier international, en particulier sur l'hypothèse d'une Coupe du monde biennale. L'idée d'un Mondial organisée tous les deux ans à partir de 2028 est fermement rejetée par la confédération européenne de football (UEFA) et des groupes de supporters notamment.

FOOT - LIGUE DES CHAMPIONS - ES SÉTIF

«La qualification passe par la réussite d'un grand match» (Nabil Kouki)

L'entraîneur de l'ES Sétif, le Tunisien Nabil Kouki s'est dit «optimiste» quant à la qualification de son équipe à la phase de poules de la Ligue des Champions, et ce, malgré la lourde défaite (3-1), essuyée dimanche soir à Nouakchott, face au représentant mauritanien Nouadhibou, pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire de l'épreuve.

«Notre équipe est en mesure de se qualifier, mais pour parvenir à cette fin, elle devra sortir le grand jeu au match retour, et fournir un rendement de premier ordre» a commencé par rassurer le technicien tunisien. Outre le fait d'avoir la chance de disputer ce match «retour» à domicile, Kouki a souligné l'importance du but marqué en Mauritanie et qui selon lui «devrait jouer un rôle déterminant» dans une éventuelle qualification. Ce sont en effet les Sétifiens qui avaient ouvert le score, par Abderrahim Dghmoum (41e), avant de s'effondrer en 2^e mi-temps, encaissant trois buts pratiquement coup sur coup.

Moulay Ahmed Bessam avait commencé par égaliser à la 54e, avant que Tandji Hamma ne s'offre un doublé aux (57e et 75e), permettant à Nouadhibou de l'emporter (3-1).

Une défaite inattendue pour la majorité des puristes sétifiens, qui ne s'attendaient pas du tout à ce que leur équipe se fasse malmenée autant en Mauritanie. Certains ont eu tellement de mal à accepter ce scénario qu'ils n'ont pas pu s'empêcher de soupçonner un relâchement des joueurs, qui sont «tombés dans la facilité» après avoir mené au score pendant plus de 50 minutes.

Cependant, Kouki a défendu ces joueurs, niant tout relâchement de leur part pendant ce match aller. Selon lui «Nouadhibou compte onze internationaux parmi son effectif : sept joueurs chez les locaux et quatre en équipe «A». Autrement dit, un bon groupe, capable de réussir de grands exploits» a-t-il expliqué.

Le coach tunisien a souligné également le fait que son équipe était «amoindrie» par l'absence de plusieurs joueurs cadres, «particulièrement en défense», d'où le nombre relativement important de buts encaissés. Un échec qu'il compte rattraper lors du match retour, avec l'objectif de décrocher une qualification au prochain tour de l'épreuve. Le match retour se jouera le 24 octobre à Sétif. Les clubs qualifiés iront en phase de groupes, alors que les perdants seront reversés en Coupe de la Confédération et devront commencer par disputer un deuxième tour préliminaire «additionnel».

Anthony Lopes de retour à la compétition

Anthony Lopes n'a plus joué depuis le 3 octobre contre Saint-Etienne. Le portier de l'Olympique lyonnais devrait, selon toute vraisemblance, retrouver les buts de l'OL pour le déplacement à Prague jeudi en Ligue Europa. Suite à son carton rouge reçu dans le derby contre Saint-Etienne dimanche 3 octobre (1-1), Anthony Lopes était suspendu pour la réception de Monaco samedi (2-0). Le gardien lyonnais n'a pas non plus joué en sélection avec le Portugal lors de la trêve internationale puisqu'il était sur le banc face au Qatar (3-0) et au Luxembourg (5-0). Le portier de l'OL devrait donc logiquement faire son retour à la compétition jeudi lors de la 3e journée de Ligue Europa et le déplacement au Sparta Prague (21h).



KEHRER SE CONFIE SUR SA SITUATION

Derrière Marquinhos et Presnel Kimpembe, le défenseur polyvalent du Paris Saint-Germain Thilo Kehrer (25 ans, 7 matchs en L1 cette saison) dispose d'un statut de remplaçant. Pour autant, l'Allemand bénéficie d'un temps de jeu correct sur ce début de saison et se sent en confiance sous les ordres de l'entraîneur parisien Mauricio Pochettino.

" Je me sens très bien physiquement et mentalement. On a beaucoup de matchs à jouer au cours d'une saison. Il faut être professionnel, faire attention à la récupération, la nutrition, le sommeil et bien s'entraîner. On a besoin de tout l'effectif, tout le monde doit être prêt à jouer si le coach veut faire des rotations dans le groupe", a analysé l'ancien joueur de Schalke 04 pour PSG TV.

SUAREZ DÉFEND GRIEZMANN !

L'attaquant uruguayen a défendu son coéquipier à l'Atlético Madrid, après son retour au club en provenance de Barcelone.

Antoine Griezmann connaît un début de saison compliqué en Liga. Le champion du monde Français dû digérer un transfert tardif et n'a pas encore trouvé ses marques depuis son retour à l'Atlético Madrid. Pour autant, l'attaquant formé à la Real Sociedad a reçu un soutien de poids, en la personne de Luis Suarez. Pour son coéquipier, il n'y a pas de soucis à se faire, comme il l'a exprimé en marge d'un événement promotionnel pour FIFA 22 : « c'est un joueur dont tout le monde connaît les qualités. Il évolue à un très haut niveau quand il est en confiance. Il connaît le club, il connaît ses coéquipiers, il n'a donc pas besoin de période d'adaptation mais plutôt d'être en phase avec l'équipe, comme tout nouveau joueur en a besoin ». Antoine Griezmann a été transféré dans les toutes dernières du mercato à l'Atlético Madrid, après son échec à Barcelone. Depuis son retour, l'attaquant peine à retrouver son niveau et se montre décisif avec les Colchoneros.



NAPLES POURSUIT SA FOLLE SÉRIE !

Mis sous pression par la remontada du Milan face à l'Hellas Vérone (3-2) samedi, Naples a répondu présent contre le Torino (1-0) ce dimanche, avec une 8e victoire en 8 matchs disputés en Serie A cette saison ! Les hommes de Luciano Spalletti, qui récupèrent leur place de leader, auraient pu prendre les devants dès la demi-heure de jeu, mais Insigne a manqué son penalty. Au retour des vestiaires, Di Lorenzo a vu son but être refusé par la VAR pour une position de hors-jeu, et les Partenopei ont dû attendre les dix dernières minutes et une réalisation tardive d'Osimhen, servi par Elmas, pour faire la différence (81e) ! De quoi permettre au Napoli d'égaliser sa folle série de 8 victoires en 8 matchs déjà réalisée lors de la saison 2017-2018. Un exercice que les Napolitains avaient achevé à la 2e place, derrière la Juventus, malgré un impressionnant total de 91 points.

Antonio Rüdiger trop gourmand ?

Alors qu'il discute actuellement d'une prolongation de contrat avec les dirigeants de Chelsea, les négociations achoppent sur les demandes salariales d'Antonio Rüdiger. Antonio Rüdiger va-t-il prolonger à Chelsea ? Rien n'est moins sûr. Tant les demandes de l'international allemand sont élevées. Selon des informations du Daily Mail, le défenseur de Chelsea réclamerait notamment un salaire de 475.000 euros par semaine alors que les Blues ne lui en propose que 200.000 euros. Un écart important mais qui pourrait malgré tout se combler si les deux parties font un effort commun. D'autant que du côté du club londonien on commence à faire les comptes. Et on pourrait accéder aux demandes d'Antonio Rüdiger du fait que remplacer le défenseur très apprécié par Thomas Tuchel, cela pourrait coûter cher. Très cher. Au minimum 60 millions d'euros pour un joueur du même niveau. En attendant les discussions continuent et d'autres clubs restent à l'affût. Notamment le Real Madrid qui recherche toujours le successeur de Raphaël Varane...



Aurier affiche ses ambitions

Serge Aurier, qui a rejoint Villarreal après avoir résilié son contrat avec Tottenham, a officiellement été présenté à la presse. Face aux médias, le latéral droit a affirmé des ambitions élevées avec son nouveau club. Serge Aurier retrouve Unai Emery à Villarreal. Le latéral droit qui a signé un contrat jusqu'à la fin de saison avec deux années en option a été présenté à la presse. Durant cet échange, l'ancien joueur du Paris Saint-Germain a eu discours ambigus. «L'objectif c'est de remporter un titre. Je n'ai pas remporté de titre depuis un moment et le club a une mentalité de gagnant, comme nous l'avons vu l'année dernière. Mais la chose la plus importante est de m'amuser, de profiter du club, de profiter de ma famille et de montrer mes qualités et pourquoi je suis ici », a confié le joueur qui participera à la CAN 2022 avec la Côte d'Ivoire.

CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE

Levée de la mesure sur l'ensemble du territoire national

Le confinement partiel à domicile, actuellement applicable dans vingt trois wilayas, sera levé totalement à compter de mercredi, indique lundi un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des instructions de Monsieur le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (COVID-19)", souligne le communiqué. Selon la même source, ces mesures s'inscrivent "toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prémunir contre tout risque de propagation du Coronavirus (COVID-19) et visent, au regard de la situation épidémiologique, à alléger le dispositif actuel de protection et de prévention". Le communiqué précise, à ce titre, que ces mesures "sont prévues pour une période de vingt et un (21) jours et prennent effet à compter du mercredi 20 octobre 2021. Il s'agit d'abord, en matière de confinement partiel à domicile, de la levée de la mesure de confinement partiel à domicile actuellement applicable dans les vingt trois (23) wilayas concernées". En matière d'activités sociales et économiques, le communiqué fait état de "la reconduction des mesures applicables aux marchés ordinaires et aux marchés hebdomadaires se rapportant au renforcement du dispositif de contrôle par les services compétents afin de s'assurer du respect des mesures de prévention et de protection et de l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants".



En matière de regroupements et rassemblements publics, les services du Premier ministre annoncent "la reconduction de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements".

La mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur est également reconduite. Le Gouvernement rappelle, dans ce contexte, qu'il a levé de la mesure de confinement partiel à domicile sur l'ensemble du territoire national, consécutivement à la diminution des cas de contamination enregistrés ces derniers jours, ne signifie pas pour autant que le risque soit totalement écarté et qu'elle ne doit pas conduire au relâchement de la vigilance de la part des citoyens".

"Bien au contraire, la levée de la mesure de confinement doit inciter à soutenir cette tendance à la baisse du taux d'incidence de l'épidémie, mais à condition que les citoyens poursuivent, de manière rigoureuse, le respect des

gestes barrières ainsi que l'application des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales", a-t-il affirmé.

Le Gouvernement insiste, à ce titre, sur "l'importance de la vaccination qui ne connaît pas encore le rythme et la dynamique souhaités, alors qu'elle constitue le meilleur moyen de prévention et de protection des citoyens et de la société en général".

Pour le gouvernement, la vaccination "demeure l'élément essentiel concourant à la normalisation de la situation et à la reprise totale des activités économiques et sociales, car plus on avancera dans la vaccination, plus on s'éloignera du recours aux mesures restrictives à la mobilité".

Il réitère, à l'occasion, ses appels en direction des citoyens et des citoyens non encore vaccinés à l'effet de "participer massivement aux campagnes de vaccination qui se poursuivent à travers le territoire national et ce, dans l'objectif de prémunir nos concitoyens de la gravité des effets de cette pandémie".

GAZ

Les contrats à long terme garantissent une concertation continue entre Sonatrach et ses clients

Les contrats à long terme de livraisons gazières, conclus par la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach avec la majorité de ses clients, garantissent un "mécanisme de concertation continu" entre l'acheteur et le vendeur, a indiqué une source proche du secteur énergétique.

Outre l'aspect relatif à la sécurité d'approvisionnement, ce mécanisme de "concertation continu" entre l'acheteur et le vendeur permet de rechercher un point d'équilibre juste et acceptable", a précisé la même source. Cet équilibre est essentiel pour pérenniser les investissements dans l'amont gazier, lesquels sont vi-

taux pour assurer la sécurité de l'approvisionnement futur, a-t-on également expliqué. Ainsi, ces contrats à long terme conclus avec la majorité des clients de Sonatrach ont constitué "un cadre ayant permis d'offrir des assurances nécessaires aux producteurs pour consentir les investissements requis aussi bien en amont qu'en aval".

Ils ont "permis aussi aux clients de s'assurer une source d'approvisionnement sûre et fiable d'une énergie conforme aux exigences en contrepartie d'un prix confortable au consommateur final des clients de Sonatrach", a-t-on observé.

Au vu de la situation

actuelle du marché gazier, la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a engagé des discussions avec ses clients à l'effet d'examiner la situation actuelle du marché gazier ainsi que les perspectives de son évolution. Ces discussions sont engagées dans le but de "dégager des actions devant permettre de garantir aux clients un approvisionnement sûr et stable et au producteur une visibilité devant lui permettre de consentir les investissements nécessaires", selon la même source.

L'Algérie a réitéré, à plusieurs reprises, son engagement à approvisionner en gaz naturel ses clients historiques et

a rassuré sur le fait que la sécurité d'approvisionnement est au cœur de sa stratégie de développement et de commercialisation, que ce soit à travers les gazoducs transcontinentaux ou à travers le GNL.

Depuis plusieurs années, l'Algérie a développé une relation commerciale avec ses différents clients basée sur la confiance et la concertation dans le but de pérenniser les intérêts mutuels des parties. Cette relation a permis, a-t-on souligné, "de développer la chaîne de valeur du gaz naturel ce qui a abouti à un approvisionnement continu des clients traditionnels de l'Algérie, à l'instar de l'Espagne et de l'Italie".

CÉLÉBRATION DU MAWLID ENNABAOUI Une occasion d'évoquer les vertus du Prophète Mohammed QSSSL (Premier ministre)

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, lundi, que la célébration du Mawlid Ennabouï Echarif constituait "une occasion d'évoquer les vertus du Prophète Mohammed (QSSSL)". "En cette nuit bénie, nous célébrons la naissance de notre Prophète Mohammed (QSSSL), le messager de la tolérance, en évoquant ses qualités et ses vertus qui ont marqué l'humanité, et sa tradition riche en enseignements", a écrit le Premier ministre sur son compte twitter.

ALGÉRIE - ALLEMAGNE

Lamamra reçoit le ministre adjoint allemand aux Affaires étrangères

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu lundi, le ministre adjoint aux Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, Niels Annen avec lequel il a évoqué les perspectives de renforcement des relations bilatérales.

"Heureux de recevoir M. Niels Annen, ministre d'Etat au minis-

tère fédéral des Affaires étrangères d'Allemagne. Nous avons discuté des perspectives de renforcement des relations bilatérales, ainsi que des moyens de promouvoir la convergences de nos positions de principe sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun", a indiqué le chef de la diplomatie algérienne dans un Tweet.

DIPLOMATIE

M. Lamamra reçoit le nouvel Coordonnateur résident des activités opérationnelles de développement de l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, lundi, M. Alejandro Enrique Alvarez, qui lui a remis les copies figurées des Lettres de créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur Coordonnateur résident des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies en Algérie, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

... et le nouvel ambassadeur de Roumanie en Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, lundi, M. Gruia Otiliu Jacota, qui lui a remis les copies figurées des Lettres de créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Roumanie auprès de la République algérienne démocratique et populaire, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

SAHARA OCCIDENTAL

L'Association sahraouie pour la surveillance des ressources dénonce l'accord pétrolier israélo-marocain

L'Association pour la surveillance des ressources et la protection de l'environnement au Sahara occidental (AREN) a dénoncé l'accord illégal, sur l'exploration du bloc atlantique de Dakhla occupée, conclu entre l'occupation marocaine et une compagnie pétrolière israélienne, en violation du droit international. "Nous, à l'AREN, condamnons dans les termes les plus forts l'implication de cette société, pleinement consciente du statut juridique du Sahara occidental, dans la prolongation de l'occupation de certaines parties du Sahara occidental et contribuant, avec l'occupation marocaine, à la privation du peuple sahraoui d'exercer sa souveraineté sur ses terres", a écrit l'association sahraouie dans un communiqué. L'accord paraphé fin septembre par la compagnie israélienne Ratio Petroleum et l'Office marocain des hydrocarbures et des mines (ONHYM) est considéré comme étant doublement politique, intervenant neuf mois après la signature de l'accord sur la normalisation des relations entre l'entité sioniste et le Maroc. La superficie de ce bloc offshore dépasse les 129.000 kilomètres carrés et s'étend de la partie sud du Sahara Occidental jusqu'à la frontière avec la Mauritanie. "Nous exigeons qu'elle (la société israélienne) annule son accord illégal avec la puissance occupante", a martelé l'association, rappelant que la question du Sahara occidental est inscrite depuis 1963 à la liste des territoires non-autonomes de l'ONU qui sont en attente de décolonisation. En septembre, le Tribunal de l'Union européenne avait annulé deux accords sur la pêche et l'agriculture entre le Maroc et l'Union européenne (UE) étendus au Sahara Occidental occupé, et affirmé que le Front Polisario était le seul représentant légitime du peuple du Sahara Occidental. Le Tribunal de l'UE avait précisé que ces deux accords avaient été conclus en violation de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) de 2016 et sans le consentement du peuple du Sahara Occidental. A l'issue du verdict du Tribunal de l'UE, le gouvernement sahraoui et le Front Polisario ont appelé les parties concernées, les gouvernements, les entreprises et les sociétés à respecter cette décision.